

Burelle

BURELLE SA
RAPPORT ANNUEL 2004

SOMMAIRE

Message du Président	2
Organigramme simplifié	4
Conseil d'Administration	5
Gouvernement d'entreprise	6
Des engagements forts de développement durable	7
Chiffres clés	8
Vie boursière	9
Un rayonnement international	10
Compagnie Plastic Omnium	12
Plastic Omnium Auto Exterior	14
Inergy Automotive Systems	16
Plastic Omnium Environnement	18
Produits Plastiques Performants – 3P	20
Compagnie Signature	22
Une réponse européenne pour une route plus sûre	24
Des solutions globales pour une route plus sûre	26
Sofiparc	28
Burelle Participations	29
Rapport financier	31
Comptes Consolidés 2004	32
Comptes Sociaux 2004	61

MESSAGE DU PRÉSIDENT



Jean Burelle.

L'année 2004 s'est caractérisée, dans les comptes du groupe Burelle, par une progression soutenue de la contribution des activités automobiles. Les actifs que nous détenons dans ce secteur au travers de notre participation majoritaire dans la Compagnie Plastic Omnium ont généré un chiffre d'affaires en hausse de 8 % à taux de change réels et de 11 % à taux de change constants. Leur contribution au résultat d'exploitation est en augmentation de près de 15 %.

Ces progrès témoignent du dynamisme de la Compagnie Plastic Omnium qui a surperformé la croissance de la production automobile sur ses principaux marchés. Ils sont les fruits des investissements et des actions de productivité mis en œuvre ces dernières années. Ils témoignent également de la validité des choix de notre filiale en termes de recherche et développement, d'internationalisation et de carnets de commandes. Ces trois piliers continueront d'assurer son développement dans les années à venir.

Au-delà de l'amélioration de la performance opérationnelle, la Compagnie Plastic Omnium a pris des initiatives stratégiques importantes en 2004 avec la création, à parts égales avec Hella KG et Behr KG, de HBPO dans les modules bloc-avant et la signature par Inergy Automotive Systems d'un protocole d'accord pour l'achat de la majorité du leader chinois des systèmes de réservoirs à carburant. Ces investissements, conjugués avec la construction d'une nouvelle usine au Mexique, permettront à notre filiale de conforter ses positions de leader dans ses métiers automobiles tout en créant les vecteurs d'une croissance élargie pour l'avenir.

La Compagnie Signature, notre filiale à 100 %, a connu une tendance moins favorable. En termes d'activité comme de résultat, sa performance s'est inscrite en retrait sensible par rapport à l'année dernière, malgré les progrès accomplis en matière de réduction de coûts. Mobilisées autour d'une nouvelle direction, les équipes de cette filiale consacrent leurs efforts au déploiement d'un plus grand dynamisme commercial.

Notre filiale immobilière, Sofiparc, est devenue propriétaire de l'ensemble de Levallois à l'expiration du contrat de crédit-bail en juin 2004. Ses résultats seront en nette progression en 2005 en raison de l'économie de redevance de crédit-bail en année pleine.

Enfin, la société Burelle SA a poursuivi son programme de rachat d'actions. Son cours de bourse a progressé de 14,7 % sur l'année, témoignant d'une bonne appréciation de ses perspectives.

Les progrès accomplis ont amené le Conseil d'Administration à proposer à l'Assemblée le paiement d'un dividende en augmentation de 16,6 % à 0,7 € par action contre 0,6 € en 2003.

Administrateur de longue date, M. Henri Monod a souhaité se retirer du Conseil. Tous les administrateurs se joignent à moi pour le remercier chaleureusement pour l'importante contribution qu'il a faite à notre société. Il est proposé à l'Assemblée de nommer M. Patrice Hoppenot, ancien Associé-gérant et cofondateur de BC Partners, en tant que nouvel administrateur.

Pour conclure, je tiens à rendre hommage à l'engagement continu de tous les collaborateurs de Burelle et de ses filiales qui ont rendu ces résultats possibles.

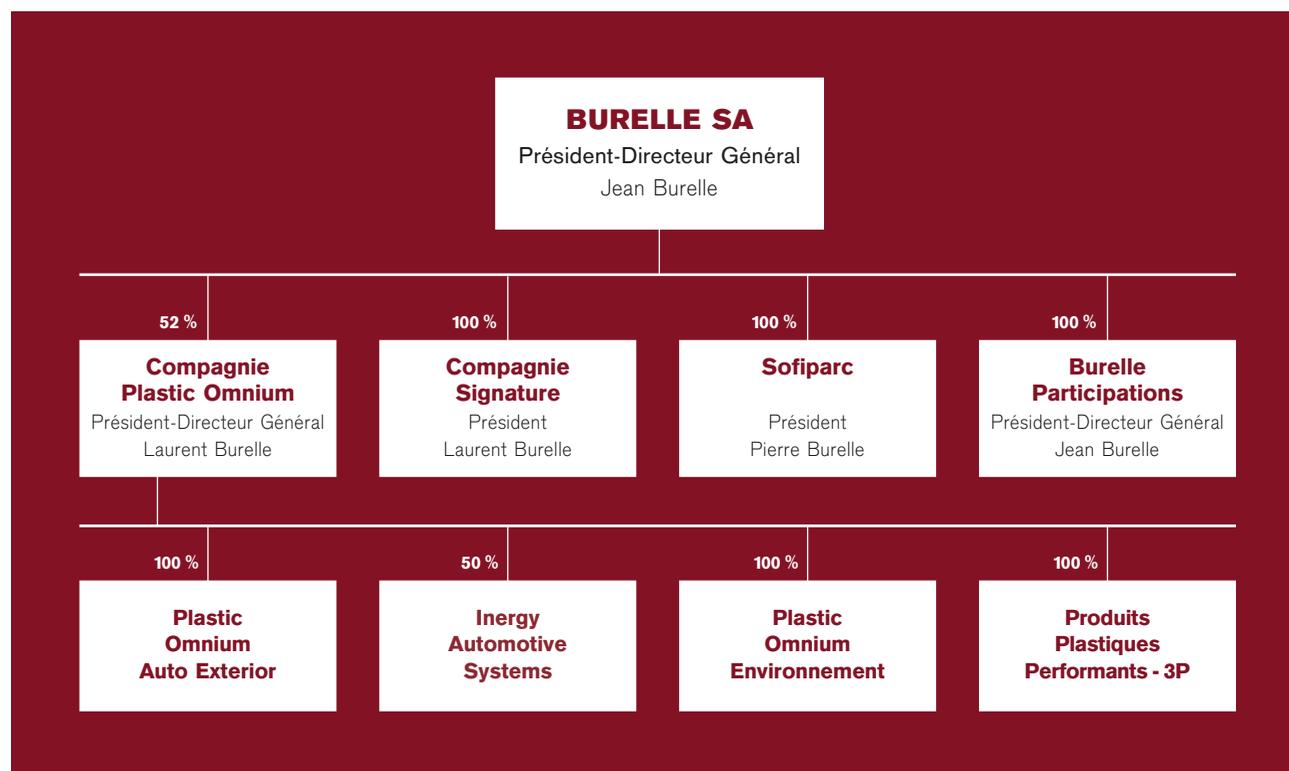
Jean Burelle



Laurent Burelle, Jean Burelle,
Pierre Burelle, Paul Henry Lemarié.

PROFIL

ORGANIGRAMME SIMPLIFIÉ



“ *Burelle SA* contrôle aujourd’hui deux sociétés industrielles, une filiale immobilière et une filiale de capital investissement. ”

Société holding, Burelle SA s’est développée par croissance interne et par une politique active d’acquisitions.

Elle contrôle aujourd’hui deux sociétés industrielles, une filiale immobilière et une filiale de capital investissement.

La Compagnie Plastic Omnium, détenue à 51,6 %, est un des leaders mondiaux dans l’équipement automobile. Elle occupe également des positions de leader dans le domaine de la gestion des déchets à la source et dans les produits plastiques performants.

La Compagnie Signature, détenue à 100 %, est leader européen sur le marché de la signalisation routière, avec une offre globale de signalisation verticale, horizontale et d’équipements de sécurité.

Sofiparc, détenue à 100 %, gère les actifs immobiliers non industriels du Groupe.

Burelle Participations, détenue à 100 %, a pour vocation d’investir dans des sociétés performantes de taille moyenne, au travers d’opérations minoritaires ou majoritaires.

En 2004, Burelle SA a réalisé un chiffre d’affaires de 2 038 millions d’euros, dont 65 % hors de France.

Introduite à la cote officielle sur le marché au comptant en 1991, Burelle SA est cotée à Euronext Paris et fait partie de l’Eurolist Compartiment B.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Jean Burelle, Président-Directeur Général

Président d'honneur, administrateur de la Compagnie Plastic Omnium
Directeur Général Délégué et Administrateur de Sogec 2
Administrateur et Président du Comité des Mandataires d'Essilor International
Membre du Conseil exécutif du Medef

Pierre Burelle, Directeur Général Délégué

Président Fondateur de la Compagnie Plastic Omnium
Président-Directeur Général de Sogec 2
Président de Sofiparc SAS

Laurent Burelle, Directeur Général Délégué

Président-Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium
Administrateur de Sogec 2
Président de la Compagnie Signature SAS
Président de la Compagnie Financière de la Cascade SAS
Administrateur de la Lyonnaise de Banque SA

Paul Henry Lemarié, Directeur Général Délégué

Administrateur et Directeur Général Délégué de la Compagnie Plastic Omnium
Administrateur, Vice-Président d'Inergy Automotive Systems

Patrice Hoppenot⁽¹⁾

Président d'Investisseur et Partenaire pour le Développement
Ancien associé-gérant et cofondateur de BC Partners
Membre du Conseil de Surveillance et membre du Comité d'audit et du Comité des Nominations et des Rémunérations d'Elior
Administrateur et membre du Comité d'audit de Bacou Dalloz

Dominique Léger*

Avocat au Cabinet Foucaud Tchekhoff Pochet et Associés
Ancien Directeur Général Délégué du CCF

Eliane Lemarié

Administrateur de Sogec 2

Henri Monod^{ (2)}**

Administrateur du Laboratoire HRA-Pharma
Membre Honoraire du Conseil de l'Institut Pasteur-Weizmann

Henri Moulard

Administrateur et membre du Comité d'audit d'Unibail
Administrateur et membre du Comité d'audit de Foncia
Administrateur de la Compagnie Elf Aquitaine
Administrateur de la Française des Placements

Philippe Sala^{}**

Président du Conseil de Surveillance d'Ibexsa Holding SA
Président-Directeur Général de SA Les Etangs de Corot

François de Wendel

Executive Vice-Président de Crown Food Europe
Administrateur de la Société Lorraine de Participations Sidérurgiques
Administrateur de Wendel Investissement

Commissaires aux comptes

Mazars & Guérard
Bernard Chabanel

* Président du Comité des Comptes.

** Membres du Comité des Comptes.

(1) Nomination soumise à l'Assemblée Générale du 25 mai 2005.

(2) Démissionnaire à l'Assemblée Générale du 25 mai 2005.

“ *Le Conseil d'Administration et le Comité des Comptes contrôlent la gestion et veillent à la fiabilité et à la qualité des informations fournies au marché et aux actionnaires.* ”

Burelle SA est une société anonyme à Conseil d'Administration.

Au 25 mai 2005, le Conseil d'Administration est composé de 10 membres dont la moitié sont indépendants. Ceux-ci n'entretiennent donc avec la société aucune relation risquant de compromettre leur liberté de jugement. La durée du mandat des administrateurs est de trois ans, renouvelable sans limitation.

Chaque administrateur doit détenir statutairement au moins 100 actions pendant la durée de son mandat.

Fonctionnement du Conseil d'Administration et du Comité des Comptes

Le Conseil s'est réuni à trois reprises au cours de l'année 2004, avec un taux de présence de 93 %. Le Conseil d'Administration participe à l'élaboration de la stratégie. Avec l'aide du Comité des Comptes, il contrôle aussi la gestion et veille à la fiabilité et à la qualité des informations fournies au marché et aux actionnaires.

Le Comité des Comptes examine les comptes semestriels et annuels avant leur présentation au Conseil d'Administration. Il donne son opinion sur :

- l'application et la pertinence des principes et méthodes comptables retenus,
- la couverture des zones de risques, la justification des provisions et les engagements hors bilan,
- l'évolution des résultats et de la trésorerie.

Plus généralement, il étudie tout sujet susceptible d'avoir une incidence financière et comptable significative pour le Groupe.

Le Comité des Comptes s'informe sur les procédures de contrôle interne. En 2004, le Comité des Comptes s'est réuni trois fois en présence de tous ses membres. Dans le cadre du passage aux normes IFRS entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2005, le Comité des Comptes s'est fait informer de son déploiement par la Direction Financière du Groupe, en présence des Commissaires aux Comptes.

Trois administrateurs indépendants composent le Comité des Comptes dont la présidence est assurée par M. Dominique Léger. Le Secrétaire général, le Directeur Financier de Burelle SA ainsi que le Collège des Commissaires aux Comptes sont invités à ses délibérations.

Information des actionnaires

Burelle SA met à la disposition des actionnaires et des publics financiers une information transparente et régulière sur l'évolution des résultats et ses orientations stratégiques. Elle met à leur disposition différents outils : le rapport annuel, les publications légales, les communiqués financiers, les publicités financières et le site internet : www.burelle.fr.

DES ENGAGEMENTS FORTS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Fidèle au principe d'indépendance, Burelle SA s'engage à financer sa croissance de façon durable, dans un souci d'amélioration de la rentabilité et le maintien d'une structure de bilan équilibrée. Parallèlement, elle inscrit sa stratégie dans une démarche citoyenne de développement durable.

En 2004, ses deux filiales industrielles ont poursuivi leur stratégie de développement durable. Signe concret de cet engagement, les indicateurs « Sécurité et Environnement » sont examinés mensuellement, parallèlement aux indicateurs financiers.

Ethique et responsabilité sociale

En 2003, Plastic Omnium a adhéré au Pacte mondial des Nations Unies. Depuis, elle s'engage à rendre compte publiquement de ses avancées, notamment en matière de responsabilité environnementale et sociale.

Compagnie Plastic Omnium et Compagnie Signature diffusent chacune un code de conduite qui formalise l'engagement éthique du Groupe. Ces codes exposent les règles qui doivent régir les relations entre les collaborateurs mais aussi avec les différents partenaires de l'entreprise.

Sécurité des collaborateurs

L'amélioration des conditions de travail et la sécurité des collaborateurs sont une priorité. La sensibilisation et l'information des équipes a permis de réduire le taux de fréquence des accidents de 31 % entre 2003 et 2004. Un vaste plan de formation va être déployé en 2005, basé sur les bonnes pratiques à adopter.

Les filiales de Burelle SA s'attachent également à favoriser le dialogue social ainsi que le développement et l'acquisition de nouvelles compétences, condition sine qua non pour conduire le changement et conforter les positions de leadership dans les différents métiers.

Services durables et respect de l'environnement

Les différentes sociétés du Groupe apportent des réponses concrètes aux enjeux environnementaux liés à leurs métiers, avec notamment des solutions anti-pollution dans l'automobile, l'optimisation de la gestion des déchets à la source ou la recherche sur les produits de marquage au sol tels que les peintures à l'eau.

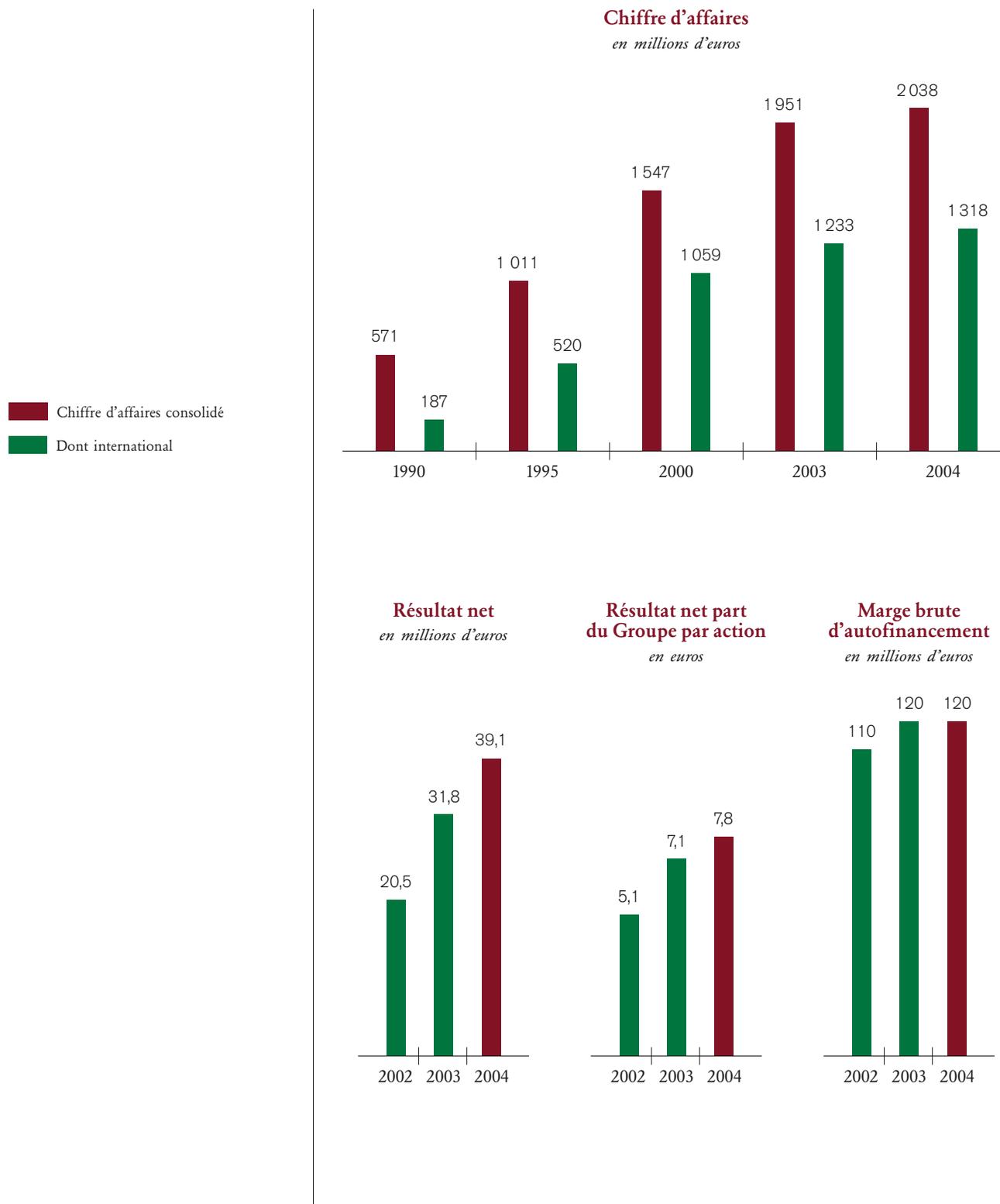
L'ensemble des filiales s'emploie aussi à limiter l'impact de leurs activités sur l'environnement. Le déploiement de la certification des sites s'est poursuivi : à fin 2004, 71 % des sites étaient certifiés ISO 14001 contre 31 % à fin 2003.

« L'ensemble des filiales s'emploie à limiter l'impact de leurs activités sur l'environnement. »



Nouvelle ligne de peinture robotisée de Plastic Omnium Auto Exterior à Guichen (France) équipée d'un système de captation et d'incinération des rejets de COV.

CHIFFRES CLÉS



VIE BOURSIÈRE

Principales données boursières

	2002	2003	2004
Cours (en euros)			
Plus haut	68,00	85,05	96,00
Plus bas	49,63	63,20	74,00
Moyen	60,74	72,71	85,80
Au 31 décembre	65,75	78,10	89,55
Nombre d'actions au 31 décembre	2 176 118	2 011 118	2 011 118
Capitalisation boursière (au 31 décembre, en millions d'euros)	143	157	180

Evolution du cours de l'action Burelle SA (en euros)

Décembre 2001 / Février 2005



Memento de l'actionnaire

Marché de cotation :
Euronext Paris, Eurolist Compartiment B
Code ISIN : FR0000061137
Code Reuters : BULY.LY

Calendrier des rendez-vous financiers

25 mai 2005 - 11 h
Assemblée Générale
au Cercle de l'Union à Lyon

31 mai 2005

Versement du dividende

11 octobre 2005

Publication des résultats
semestriels 2005

Relations financières

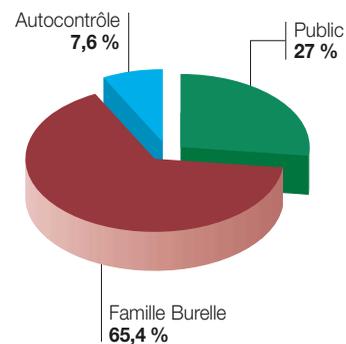
Service du titre
Lyonnaise de Banque
69160 Tassin-la-Demi-Lune

Informations financières

1, rue du Parc
92593 Levallois Cedex
Tél. +33 (0)1 40 87 64 49
Fax +33 (0)1 40 87 96 62
e-mail : investor.relations@burelle.com
internet : www.burelle.fr

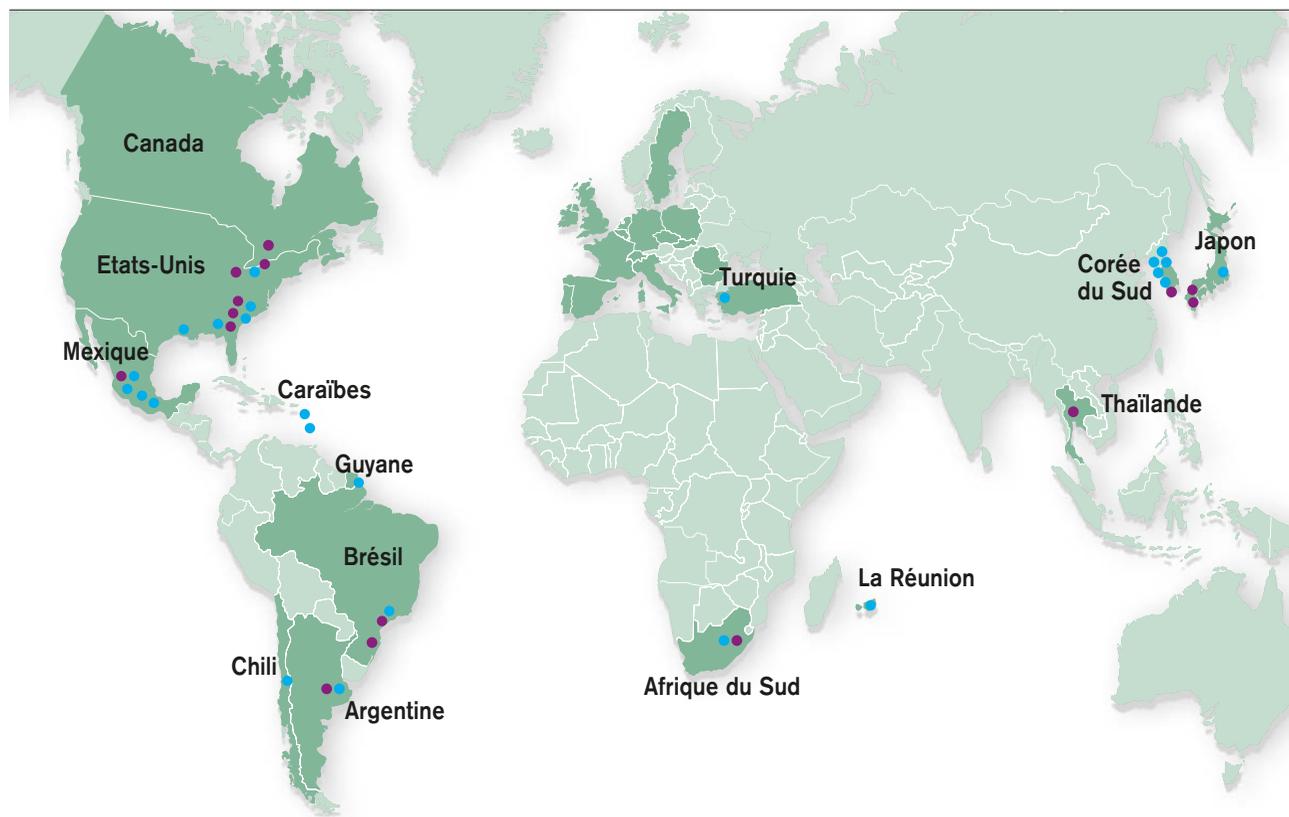
Répartition du capital

au 31 décembre 2004



UN RAYONNEMENT INTERNATIONAL

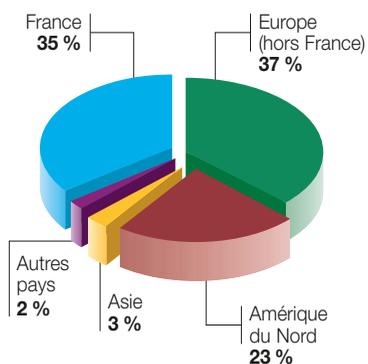
LE GROUPE BURELLE SA DANS LE MONDE :
PRINCIPALES IMPLANTATIONS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



- Compagnie Plastic Omnium
- Siège Plastic Omnium
- Compagnie Signature
- Siège Compagnie Signature
- Inergy Automotive Systems

Répartition du chiffre d'affaires 2004 par zone géographique

Chiffre d'affaires 2004 :
2 038 millions d'euros



Afrique du Sud :

Brits,
Johannesburg

Allemagne :

Birkenfeld,
Bochum,
Eisenach,
Karben,
Lippstadt,
Meerane,

Munich,
Raunheim,
Rottenburg,
Rüsselsheim

Argentine :

Buenos Aires

Belgique :

Anvers,
Bruxelles,

Herentals,
Ninove

Brésil :

Curitiba,
Taubaté,
São Paulo

Canada :

Blenheim

Chili :

Santiago

Corée du Sud :

Hwa-sung,
Seo-San,
Ulsan,
Kyongju,
Suwon

Espagne :

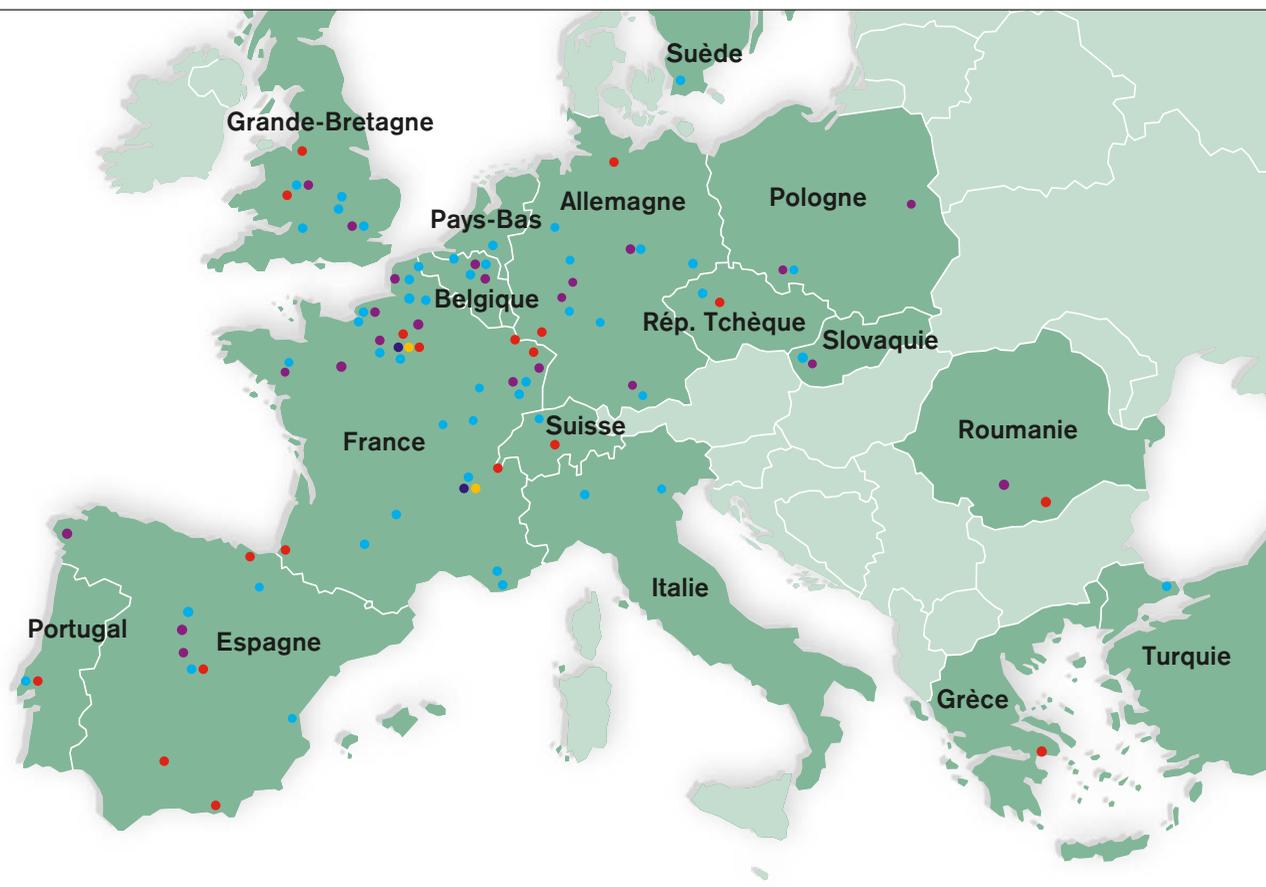
Almeria,
Arevalo,
Bilbao,
Cordou,

Avec 117 sites industriels et un vaste réseau de filiales commerciales dans 27 pays, les filiales de Burelle SA disposent d'un large ancrage international et peuvent ainsi offrir une réponse industrielle et des services adaptés selon les marchés.

Largement implantées en Europe et en Amérique du Nord, ces filiales développent aussi leur présence en Europe de l'Est et en Asie, pour répondre à l'enjeu de la globalisation des marchés.

En 2004, les filiales de Burelle SA ont réalisé 65 % de leur chiffre d'affaires hors de France.

LE GROUPE BURELLE SA EN EUROPE :
PRINCIPALES IMPLANTATIONS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



Madrid,
Palencia,
Valence,
Valladolid,
Vigo,
Vitoria

Etats-Unis :

Adrian,
Anderson,
Duncan,
Houston,
Norcross,
Troy

France :

Aix-en-Provence,
Amiens,
Bordeaux,
Boulay,
Bruay-la-Buissière,
Bort-les-Orgues,
Chalon-sur-Saône,
Compiègne,

Douai,
Etupes,
Fontaine,
Grenay,
Grenoble,
Guichen,
Langres,
Laval,
Les Ulis,
Lesquin,
Levallois,
Lyon,
Maintenon,
Maubeuge,
Metz,
Montauban,
Nanterre,
Nucourt,
Paris,
Pfastatt,
Reims,
Rennes,
Ronquerolles,

Saint-Eusèbe,
Saint-Romain-
de-Colbosc,
Sandouville,
Sarreguemines,
Toulon,
Urrugne

Grande-Bretagne :

Coventry,
Hams Hall,
Longbridge,
Manchester,
Measham,
Oldbury,
Telford

Grèce :

Athènes

Guadeloupe :

Baie-Mahault

Guyane :

Cayenne

Italie :

Milan,
Padoue

Japon :

Kyushu,
Oppama,
Tokyo

Martinique :

Fort-de-France

Mexique :

Mexico,
Puebla,
Ramos Arizpe,
Silao

Pays-Bas :

Tilburg

Pologne :

Gliwice,
Lublin

Portugal :

Lisbonne

La Réunion :

Le Port

République tchèque :

Mnichovo,
Prague

Roumanie :

Bucarest,
Pitesti

Slovaquie :

Bratislava

Suède :

Malmö

Suisse :

Bâle,
Büren

Thaïlande :

Rayong

Turquie :

Bursa,
Istanbul

Pare-chocs avant et arrière, poutre arrière d'absorption de choc (Plastic Omnium Auto Exterior), abattant de hayon (InoPlastic Omnium) et système à carburant (Inergy Automotive Systems) de la Renault Modus.



COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM

PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIOR - INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS
PLASTIC OMNIUM ENVIRONNEMENT - PRODUITS PLASTIQUES PERFORMANTS - 3P

En 2004, la Compagnie Plastic Omnium a enregistré une nouvelle progression de ses ventes et de ses résultats. Elle a également renforcé sa structure financière.

Le chiffre d'affaires a cru de 6 % pour atteindre 1 827 millions d'euros. Cette croissance repose sur celle des deux cœurs d'activité, l'automobile et l'environnement, qui progressent chacun de 10 %. Le résultat net est en hausse de 42 % et atteint 50 millions d'euros. Le Groupe a également renforcé sa structure financière, avec un endettement net réduit à 59 % des capitaux propres.

Cette performance a été réalisée tout en maintenant une politique de recherche et développement soutenue, en renforçant les investissements industriels et en réalisant des opérations stratégiques majeures pour consolider les positions mondiales du Groupe dans l'automobile et l'environnement. Ainsi, en un an, nous avons cédé notre activité médicale, créé dans l'automobile une société commune avec les équipementiers allemands Hella et Behr dans les modules bloc-avant et fait l'acquisition de Temaco, n° 3 français dans le domaine de la commercialisation, la gestion et l'entretien de conteneurs à déchets ménagers pour notre activité environnement. Nous sommes également en cours d'acquisition du leader mondial des systèmes à carburant en Chine.

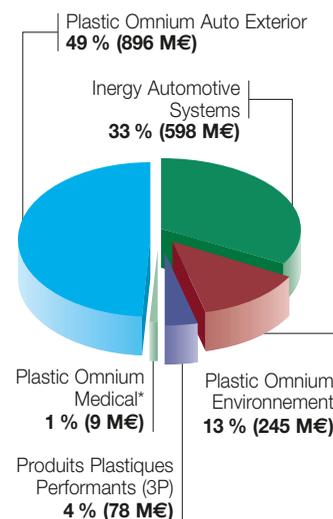
C'est donc avec des fondamentaux solides que nous abordons l'année 2005. Notre carnet de commandes dans l'automobile, nos acquisitions et alliances dans l'automobile et l'environnement et l'enrichissement continu de notre offre de produits et de services nous permettent d'envisager avec confiance la poursuite de notre croissance en 2005 et en 2006.

Laurent Burelle

“ 2004, une année de croissance rentable. ”

Répartition du chiffre d'affaires de Compagnie Plastic Omnium par activité

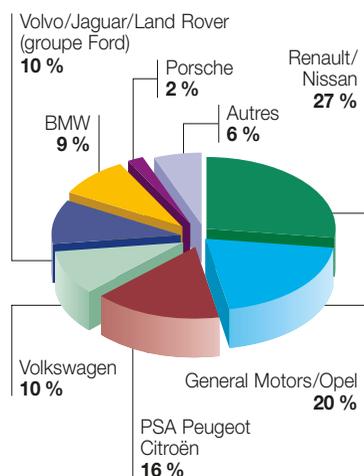
Chiffre d'affaires 2004 :
1 827 millions d'euros



* Cédée en avril 2004.

Répartition du chiffre d'affaires par constructeur

Chiffre d'affaires 2004 :
896 millions d'euros



Équipementier automobile de premier rang, Plastic Omnium Auto Exterior conçoit et fournit des modules de carrosserie, solutions globales multimatériaux et personnalisées. N° 2 mondial sur le marché des pièces et modules de carrosserie, elle a réalisé un chiffre d'affaires de 896 millions d'euros en 2004, dont 68 % hors de France.

Plastic Omnium Auto Exterior décline son offre en cinq lignes de produits : pare-chocs, ailes et pièces de carrosserie, modules bloc-avant, modules de hayon et systèmes d'absorption d'énergie. Éléments de différenciation du véhicule, ils répondent à une logique d'intégration des fonctions de plus en plus poussée dans de nombreux domaines : gestion des chocs, sécurité des piétons, intégration d'aides électronique à la conduite.

Création de HBPO : un mouvement stratégique majeur

L'approche modulaire s'inscrit dans une démarche de performance globale et constitue un axe fort de la stratégie de croissance de Plastic Omnium Auto Exterior. En 1998, une alliance technologique a été conclue avec Inoplast, société française, leader dans les pièces et modules en composites thermodurcissables renforcés de fibres de verre. La société commune InoPlastic Omnium dispose d'une force de proposition unique dans le domaine des ouvrants arrière.

En juillet 2004, Plastic Omnium Auto Exterior a créé la société HBPO avec les équipementiers allemands Hella KG et Behr KG, tous deux leaders dans leur métier.

HBPO combine trois expertises : celle de Hella dans l'éclairage et l'électronique, de Behr dans les systèmes de refroidissement moteur et de Plastic Omnium dans les pièces extérieures de carrosserie, la gestion des chocs et la protection des piétons.

HBPO livre 5 000 blocs-avant par jour à partir de ses huit sites d'assemblage en Europe, en Amérique du Nord et en Asie. Elle est leader mondial sur un marché qui devrait représenter 12 millions d'unités en 2008, soit 25 % de véhicules équipés contre 19 % aujourd'hui.

Une innovation compétitive, source de croissance

En 2004, 6 % du chiffre d'affaires de Plastic Omnium Auto Exterior a été consacré à la R&D pour la mise au point de nouvelles solutions, tant en terme de produits que de process. Son organisation mondiale permet de conjuguer productivité, réactivité et créativité.

La recherche est particulièrement soutenue dans les domaines de l'écoconception, de la gestion des chocs, de la sécurité des piétons et de l'architecture modulaire.

Des lancements majeurs

Europe

- Renault Modus : pare-chocs avant et arrière, hayon, poutre arrière d'absorption de chocs,
- Renault Espace IV : pare-chocs avant et arrière,
- Peugeot 407 Berline et Break : pare-chocs arrière,
- Citroën C4 : pare-chocs avant, ailes et bandeau de hayon,
- Rover 75, MG ZT : pare-chocs avant et arrière,
- LandRover Discovery : pare-chocs avant et arrière.

Amérique du Nord

- General Motors : pare-chocs avant des Pontiac Montana, Buick Terraza, Saturne Relay et Chevrolet Uplander,
- BMW X5 restylée : pare-chocs avant et arrière.

Dans ce domaine, le principe de combinaison entre les sociétés du Groupe devrait encore s'élargir avec un projet de module intégré pour l'arrière des véhicules.

Optimiser la sécurité des piétons

Précurseur en sécurité « passive » avec des recherches menées depuis 1997, Plastic Omnium Auto Exterior dispose d'un savoir unique dans ce domaine, comme dans celui de la gestion des chocs à plus faible vitesse. Elle a ainsi développé avec Citroën, pour la C4, un système composé d'un absorbeur de choc supérieur et d'une poutre basse, tous deux situés dans le pare-chocs avant. Cette solution globale qui répond à la nouvelle directive européenne sur la protection des piétons permet de mieux répartir l'énergie du choc et de réduire les dommages corporels.

Plastic Omnium Auto Exterior travaille également sur de nouvelles architectures : module d'aile avec absorbeur métal/plastique pour le « choc tête » ; module de pare-chocs avant qui intègre les phares afin de limiter les lésions sur la hanche en cas d'impact.

Une réponse industrielle mondiale

Plastic Omnium Auto Exterior accompagne les constructeurs automobiles dans leur développement mondial et dispose de 52 sites industriels situés à proximité de leurs usines.

En 2004, des investissements importants ont été effectués en France pour agrandir le site de Fontaine et installer une nouvelle chaîne de peinture à Guichen. Au Mexique, 35 millions d'euros sont engagés pour la construction de l'usine de Silao qui démarrera la production de pare-chocs pour General Motors en juin 2006. Aux Etats-Unis, le site d'Anderson (Caroline du Sud) est en cours d'agrandissement pour accueillir un nouveau programme BMW.

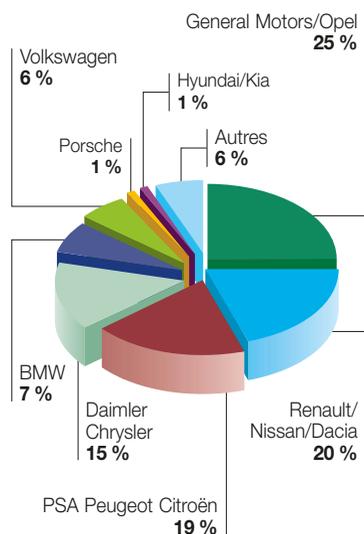
En mai 2004, Plastic Omnium Auto Exterior a ouvert une antenne technique à Tokyo pour être au plus près des centres de décision des constructeurs japonais.



Assemblage du module bloc-avant du Hyundai Tucson à Ulsan en Corée du Sud (HBPO).

Répartition du chiffre d'affaires par constructeur

Chiffre d'affaires 2004 :
1 196 millions d'euros



Equipementier automobile de premier rang, Inergy Automotive Systems est née de la fusion, en juillet 2000, des activités systèmes à carburant de Solvay et de Plastic Omnium. La société conçoit et fournit des systèmes à carburant en plastique et équipe environ 21 % des véhicules dans le monde. Elle a réalisé un chiffre d'affaires de 1 196 millions d'euros en 2004 dont 78 % hors de France.

Parallèlement à la croissance de ses parts de marché au niveau mondial, avec 12,5 millions de systèmes produits en 2004, Inergy Automotive Systems a encore élargi son portefeuille de clients. Après le coréen Daewoo, elle travaille désormais pour Suzuki mais aussi pour Toyota sur la base d'un projet mondial. Elle fournit les systèmes à carburant du nouveau Hilux. Piloté de Tokyo, ce projet a été développé à Compiègne pour près de 350 000 véhicules par an. La production est réalisée en Thaïlande, Argentine et Afrique du Sud où Inergy dispose déjà d'usines.

Stratégie d'expansion en Chine

Inergy Automotive Systems est présente dans 17 pays. Si ses positions sont fortes en Europe et en Amérique du Nord, elle met tout en œuvre pour accompagner le formidable essor du marché asiatique et conforter sa présence sur ce continent où elle est déjà bien ancrée en Corée, Thaïlande et Japon.

Au Japon, la nouvelle usine de Kyushu produit les systèmes à carburant des Nissan Cefira et Maxima depuis mai 2004.

En janvier 2005, Inergy a signé un accord avec la société State Development & Investment Corporation (SDIC), premier fonds public d'investissements chinois, pour prendre une participation majoritaire de 55 % dans Yangzhou Yapp Auto Plastic Parts Company Limited (Yapp). En 2004, Yapp a réalisé un chiffre d'affaires de 50 millions d'euros, et fournit déjà 40 % du marché des systèmes à carburant en plastique pour les constructeurs locaux et internationaux, comme Volkswagen, General Motors et Kia.

Grâce à son implantation stratégique en Asie et à son réseau industriel et d'ingénierie mondial, Inergy Automotive Systems peut accompagner les constructeurs asiatiques dans leur dynamique de croissance mondiale en Europe centrale et en Amérique du Nord, tout comme elle le fait en Asie pour les constructeurs européens et nord-américains.

Des lancements majeurs

Europe

Renault Modus
Dacia Logan
Citroën C4
Peugeot 407
BMW Série 1 et 3

Amérique du Nord

Dodge Caravan,
Chrysler Town & Country
Dodge Magnum et Charger,
Chrysler 300C
Chevrolet Uplander, Pontiac Montana,
Buick Terrazza et Saturn Relay

Asie

Toyota Hilux
Nissan Sunny
Nissan X-Trail
Nissan Lafesta

En première ligne des solutions innovantes

Si la solution plastique pour les réservoirs des systèmes à carburant est retenue à 95 % en Europe et à 80 % en Amérique du Nord, elle ne représente que 26 % en Asie, où cette part de marché est appelée à croître fortement.

Inergy Automotive Systems consacre 6 % de son chiffre d'affaires à la R&D. Les équipes du centre d'Innovation de Bruxelles ont été significativement étoffées en 2004, et d'ici 2008, le budget de Recherche aura doublé.

La société poursuit ses recherches dans le domaine du contrôle des émissions évaporatives d'hydrocarbures et devance déjà les normes nord-américaines PZEV, les plus sévères au monde dans ce domaine. Elle a ainsi mis au point une solution qui permet l'émission de moins de 15 mg par cycle de 24 heures, contre 54 mg fixé par la réglementation.

Fort de son avance technologique et du succès de sa R&D, Inergy a obtenu des commandes de systèmes à carburant PZEV pour Nissan et pour deux plate-formes de General Motors aux Etats-Unis.

Inergy a aussi mis au point une gamme de tête de remplissage sans bouchon : INERFILL™ pour le marché nord-américain et CLINFILL™ pour le marché européen, qui peut être équipé d'un joint mécanique, INSEAL™. Si cette dernière version équipait tous les véhicules essence qui circulent dans le monde, au moins 600 millions de litres seraient économisés par an, ce qui réduirait d'autant la pollution atmosphérique.

Les équipes de R&D travaillent à des solutions qui concourent à réduire les rejets à l'échappement, notamment les particules de suie et les monoxydes d'azote émis par les moteurs diesel. A plus long terme, elles développent des systèmes adaptés aux combustibles alternatifs - GPL/GNC, piles à combustible et véhicules hybrides.



Inergy Automotive Systems fournit le système à carburant de la Toyota Hilux.

Plastic Omnium Environnement propose des solutions pour aider les collectivités locales et les entreprises à optimiser la gestion de leurs déchets à la source grâce à une offre complète de produits et de services. Elle a réalisé un chiffre d'affaires de 245 millions d'euros en 2004 dont 40 % hors de France.

Plastic Omnium est propriétaire de 3 millions de conteneurs à ordures ménagères, de corbeilles à papier et de colonnes d'apport volontaire, représentant un volume de 700 millions de litres de contenants à déchets. Ce patrimoine lui assure un chiffre d'affaires récurrent de 75 millions d'euros par an.

Audit des besoins, mise en place de matériels de collecte (sacs, bacs, corbeilles...), entretien/maintenance du parc, communication auprès de la population, analyse et suivi des performances de tri, gestion de la facturation individuelle... autant de services proposés par Plastic Omnium qui permettent d'optimiser les phases en amont de la collecte des déchets.

Sa politique de services repose aussi sur une offre de produits innovants, régulièrement enrichie.

A toutes les étapes de son intervention, elle répond à toutes les problématiques - type de marché et de producteur, type d'habitat, systèmes de collecte... - et propose aussi la reprise des bacs en fin de vie et leur recyclage dans l'usine Plastic Recycling (Montceau-les-Mines), détenue à 50/50 par Plastic Omnium et CFF Recycling.

Succès commerciaux

France

Sivom Sud Territoire de Belfort,
Lille Métropole, Troyes, Ile de Ré,
Communauté de Communes
du Grand Parc, Rueil-Malmaison,
Hôpital Le Vinatier (Lyon),
Cacem (Martinique)...

A l'international

Nelson Mandela City (Afrique du Sud),
Ecowerf/Interleuven (Belgique),
Copenhague (Danemark),
Malaga et Madrid (Espagne),
East-Riding (Grande-Bretagne),
Palerme et ASP Asti (Italie),
Casablanca (Maroc), Zurich (Suisse)...

1 470 clients

Communautés de communes,
municipalités, collecteurs et industries,
sous contrat de service en France,
Espagne et Benelux.

L'Écosourcing® : optimiser la gestion des déchets « à la source »

À l'écoute permanente de ses clients et grâce à sa connaissance du comportement des producteurs de déchets, Plastic Omnium Environnement propose aujourd'hui une nouvelle offre de services dont l'objectif est d'optimiser la filière déchets en agissant « à la source », c'est-à-dire au niveau de leur production.

Baptisée Écosourcing®, cette offre permet un accompagnement personnalisé des collectivités locales et des entreprises dans leur politique de gestion des déchets et d'optimisation des coûts. La démarche repose sur la motivation des usagers dans le tri et la réduction des déchets, afin d'accroître les taux de recyclage et de diminuer les volumes à traiter.

Ces résultats sont obtenus grâce à des prestations à forte valeur ajoutée :

- une offre d'équipements élargie : bacs, sacs, corbeilles, conteneurs d'apport volontaire, biocomposteurs,
- un Centre de Services Clients,
- une communication de proximité,

- des solutions de facturation des usagers selon les volumes de déchets produits,
- une optimisation de la logistique déchets des sites industriels,
- une expertise et un contrôle du projet en continu, de l'audit jusqu'au suivi des performances.

Renforcement sur le marché français

Parallèlement, Plastic Omnium Environnement a encore renforcé sa présence sur le marché français où elle réalise 60 % de son chiffre d'affaires. Après l'acquisition de Beauvais Diffusion en juillet 2003, elle a fait l'acquisition de Temaco en avril 2004. Ces deux sociétés permettent à Plastic Omnium d'élargir sa palette de produits et de services, la première par la complémentarité de son offre de produits (sacs pour les déchets recyclables et organiques, composteurs individuels...), la deuxième par son activité de services et de vente de bacs roulants.

Une société de services appuyée sur l'excellence industrielle

Implanté dans 20 pays dans le monde, Plastic Omnium Environnement est particulièrement actif en Europe notamment en Belgique, Espagne, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas et Suède. La société poursuit également son développement en Afrique du Sud, au Chili et au Mexique.

Pour optimiser son outil industriel et répondre ainsi à l'évolution des besoins des clients, Plastic Omnium Environnement a réalisé des investissements importants dans ses usines de Langres (France) et de Telford (Grande-Bretagne).



Nouveau bac roulant 400 litres, particulièrement maniable dans les espaces exigus.



Nouvelle ligne de production de joints d'étanchéité en PTFE pour le marché automobile dans l'usine 3P de Langres (France).

Produits Plastiques Performants - 3P est fournisseur de solutions innovantes en plastiques à hautes performances pour des applications industrielles critiques en termes d'étanchéité, de tenue aux températures, de pureté, de frottement ou encore de résistance chimique ou électrique. 3P a réalisé un chiffre d'affaires de 78 millions d'euros en 2004, dont 77 % hors de France.

Disposant d'usines en France, en Espagne et aux Etats-Unis, 3P accompagne ses clients sur plusieurs marchés clés :

- Automobile, Aéronautique, Electronique,
- Vannes, Pompes et Compresseurs,
- Ruban cru d'étanchéité et demi-produits pour l'industrie et la distribution.

Des positions de leader sur ses produits

Joint d'étanchéité, pièces en Fluométal® pour les glissières de siège ou les charnières de portes... 3P est un des leaders européens sur le marché automobile et un partenaire des constructeurs et des équipementiers de premier rang.

Sur le marché des Vannes Pompes Compresseurs, 3P est un des principaux acteurs aux Etats-Unis et accompagne ses partenaires avec des solutions innovantes et la mise au point de formulations spécifiques répondant précisément à leurs besoins.

Dans l'aéronautique, 3P est leader européen et co-leader mondial sur son marché avec des produits à fort potentiel de croissance.

Avec quatre usines dans le monde, 3P opère en Europe et aux Etats-Unis et a pour objectif d'accélérer les transferts d'expertise entre ces deux marchés. Ainsi, l'automobile et l'aéronautique, secteurs dynamiques en Europe, font partie des objectifs de croissance aux Etats-Unis. De leur côté, les Vannes, Pompes et Compresseurs sont une des priorités du développement en Europe.

Le relais de l'innovation

L'innovation est un autre relais de croissance. Les deux centres R&D de Langres (France) et Houston (Texas, Etats-Unis) sont engagés dans des programmes visant à améliorer les caractéristiques « critiques » des produits. Ils travaillent aussi à la mise au point et au développement de nouveaux produits, voire à la caractérisation de fonctions, notamment pour les batteries automobiles, les directions assistées ou pour des applications aéronautiques.

Le Viaduc de Millau est équipé de panneaux de signalisation électronique et de stations de météo routière Signature SA



COMPAGNIE SIGNATURE

SIGNALISATION VERTICALE - SIGNALISATION HORIZONTALE - ÉQUIPEMENTS DE SÉCURITÉ

La Compagnie Signature a connu une année 2004 difficile en terme d'activité et de résultat. Elle a néanmoins dégagé un résultat d'exploitation représentant 3,3 % du chiffre d'affaires et s'est donné en 2004 de nouveaux moyens pour relancer sa croissance et améliorer ses fondamentaux.

Elle a tout d'abord renforcé sa couverture géographique européenne avec l'ouverture d'une nouvelle filiale en Grèce et obtenu un important contrat de signalisation au Mexique qui la positionne favorablement pour de nouveaux projets dans ce pays. Elle a également signé, début 2005, un accord de coopération avec une entreprise chinoise, pour la distribution de ses produits en Chine. La Compagnie Signature est désormais présente, industriellement et commercialement, dans 30 pays et réalise 39 % de ses 210 millions de chiffre d'affaires hors de France en 2004.

Elle a ensuite continué à développer son offre de produits et services en matière de signalisation verticale, horizontale et de produits de marquage : lancement de Via Linea, nouvelle gamme de panneaux de jalonnement urbain, nouvelle offre pour optimiser la sécurité des piétons et des enfants en périmètre scolaire, peintures à l'eau toujours plus performantes et respectueuses de l'environnement... Elle dispose ainsi d'une offre globale et innovante qui renforce ses compétences d'expert en sécurité routière.

Elle a enfin réalisé des investissements significatifs dans son usine française d'Urrugne pour moderniser l'outil de production en même temps qu'elle restructurait ses réseaux commerciaux français et allemand.

La Compagnie Signature est ainsi en position de renforcer en 2005 ses positions de leader européen de la signalisation horizontale et verticale.

Laurent Burelle

“ En 2004, la Compagnie Signature s'est donné les moyens pour relancer la croissance et améliorer ses fondamentaux. ”

Quelques succès 2004 en France et à l'international

Viaduc de Millau

Signature a été choisie par le maître d'ouvrage du Viaduc de Millau, viaduc le plus haut d'Europe, pour la fourniture et la pose de la signalisation électronique et des stations de météo routière.

Quatre stations météo jalonnent l'itinéraire Grand Gabarit d'Airbus

Signature a été choisie pour équiper l'itinéraire Grand Gabarit de l'Airbus A 380 de stations météo.

Communauté Urbaine du Mans ; Marché aux puces de Saint-Ouen (Paris)

Jalonnement Via Linea.

Amiens

Peintures VNTP (Visibilité de Nuit par Temps de Pluie).

Aéroport de Lyon Saint-Exupéry

L'aviation civile fait confiance à la station Météo de Signature.

Grèce

Compagnie Signature équipe le pont de Rion-Antirion / Déroit de Corinthe en Panneaux Lumineux à Messages Variables (PLMV).

Ile de Man (Grande-Bretagne)

Compagnie Signature équipe les passages à niveaux de l'Ile de Man avec des Panneaux Lumineux à Messages Variables (PLMV).

Leader européen de la signalisation routière, Compagnie Signature intervient sur trois marchés clés :

- la signalisation verticale conventionnelle et dynamique,
- la signalisation horizontale ou marquage des voies de circulation,
- les équipements de sécurité.

Elle a réalisé un chiffre d'affaires de 210 millions en 2004, dont 39 % hors de France.

Partenaire des collectivités locales et territoriales, des sociétés d'autoroutes et des grands donneurs d'ordre, sa vocation est de proposer des solutions pour améliorer la sécurité routière et le confort des usagers de la route. Grâce aux progrès enregistrés en France depuis trois ans (50 % de morts en moins), l'amélioration de la sécurité routière est une réalité pour les usagers, et toujours une priorité pour les pouvoirs publics et la Direction des Transports et de l'Energie à Bruxelles.

Compagnie Signature est très active au sein de nombreux organismes français ou européens de normalisation tels que l'Asquer (Association pour la Qualité des Equipements de la Route), la Commission de normalisation Européenne pour la signalisation verticale, horizontale, de sécurité et de régulation du trafic, le Ser (Syndicat des Equipements de la Route) ou les groupes de travaux techniques du Setra (Ministère des Transports et de l'Equipement).

Compagnie Signature dispose de deux centres de R&D, l'un à Urrugne (Pyrénées-Atlantiques), l'autre à Ronquerolles (Oise). Le premier est très impliqué dans la mise au point d'équipements électroniques de signalisation dynamique et de systèmes d'acquisition de données de trafic et de données météorologiques. Ainsi, Signafog, dispositif d'alerte et de prévention, est apte à détecter la formation de brouillard ou de verglas... Le second centre axe ses recherches sur la formulation de peintures à l'eau ou écologiques, respectueuses de l'environnement.

Fondation « Sécurité Routière »

De plus, la Compagnie Signature, la Compagnie Plastic Omnium, avec un groupe d'industriels et l'Inrets - Institut National de Recherche sur les Transports et leur Sécurité - se sont mobilisés pour créer la « Fondation Sécurité Routière ». Celle-ci financera et développera des programmes de recherche afin de prévenir les risques d'accidents et de réduire les dommages corporels. En s'impliquant dans cette fondation, la Compagnie Signature s'engage à améliorer la sécurité des usagers, des automobilistes et des piétons pour une « route plus sûre ».

Une expansion internationale

Présente dans 10 pays avec des usines en France, en Grande-Bretagne, en Suisse et en Allemagne, Compagnie Signature a réalisé 39 % de son chiffre d'affaires hors de France. Son réseau industriel est doublé d'un réseau commercial avec des filiales en Espagne, Belgique, Pays-Bas, République Tchèque et depuis peu en Roumanie et en Grèce.

- En Europe de l'Ouest, les filiales de Compagnie Signature développent une stratégie de services de proximité auprès de leurs clients, leur garantissant ainsi l'efficacité et la pérennité des équipements. L'Espagne et la Suisse ont été particulièrement actives dans ce domaine et ont ouvert de nouvelles agences à Almeria (Andalousie), à Bâle et à Genève.
- En Europe de l'Est, où le marché est en plein développement avec le soutien des fonds d'investissements européens, Compagnie Signature propose des équipements de signalisation verticale et des produits de marquage routier.
- Compagnie Signature poursuit également son développement sur de nouveaux territoires : bassin méditerranéen, Afrique subsaharienne et Madagascar ainsi qu'en Chine où elle commercialise des machines de marquage.

En deux ans, Compagnie Signature est passée d'une présence de 20 à 30 pays.



Nouvel atelier de tôlerie automatisé à l'usine Signature Jacques Neuhaus, située à Urrugne (Pyrénées-Atlantiques).

L'année 2004 a été marquée par des investissements majeurs qui ont permis de moderniser l'outil de production. L'optimisation de l'organisation industrielle et la force des offres de services sont déterminantes pour la sécurité des usagers et sont les garants de la croissance future de la Compagnie Signature.

Après la mise en service d'une nouvelle chaîne de peinture en 2003, l'usine Signature Jacques Neuhaus d'Urrugne (Pyrénées-Atlantiques) a réalisé un nouvel investissement de 4 millions d'euros pour l'installation d'un atelier de tôlerie entièrement automatisé.

Ce dispositif, qui s'adapte à tous les standards européens, garantit la performance de toutes les phases, de la découpe à l'emboutissage. Sa capacité de découpe s'est trouvée très significativement augmentée avec une flexibilité de livraison accrue.

En Allemagne, la réorganisation industrielle a permis de fusionner les activités de Signature Verkehrstechnik et de Signature Stadtmobiliar. Le site du nouvel ensemble Signature Deutschland GmbH à Birkenfeld (Rhénanie-Palatinat) est désormais entièrement dédié au mobilier urbain et à la signalisation routière.

En complément de leurs activités de conception, de fabrication et d'installation, les filiales françaises, espagnoles et anglaises de Compagnie Signature sont organisées pour offrir à leurs clients écoute, réactivité et service de proximité. En France, 24 centres réalisent la mise en place, la maintenance et la réparation des équipements, garantissant ainsi sur le long terme leur fiabilité et pérennité.

Croisement d'expertise et prestations sur mesure

Compagnie Signature propose la gamme de produits la plus large d'Europe. Tous ces produits concourent à une meilleure lisibilité de la route et à une conduite maîtrisée. Aujourd'hui, les filiales souhaitent accélérer les échanges de produits entre les pays. Ainsi, Signal AG (Suisse) a mis au service de clients hollandais son expertise dans la signalétique de sécurité dans les tunnels : signaux éclairés à longue durée de vie et panneaux statiques à très forte photoluminescence. Dans un délai très court, elle a adapté deux de ses caissons lumineux au standard de la signalisation néerlandaise pour le Calandtunnel, à l'ouest de Rotterdam. Ce même principe d'échange d'expertise a été retenu pour l'équipement du tunnel de IJtramtunnel, au nord d'Amsterdam.

Signalogie® , pour une meilleure gestion du patrimoine de signalisation verticale

Signature SA propose aussi un service unique qui permet d'optimiser la gestion du parc de signalisation verticale pour garantir la sécurité des usagers. Outil innovant mis à la disposition des maîtres d'ouvrage, Signalogie® planifie l'ensemble des opérations de gestion et contribue à optimiser les budgets. Plus généralement, collectivités locales et Directions Départementales de l'Équipement sont accompagnées dans leur démarche de mise en conformité de leur parc de signalisation verticale.

Peintures à l'eau et marquages anti-glissants

Le respect de l'environnement et la santé des applicateurs sont les deux priorités en matière de recherche et de développement des produits de marquage.

L'évolution récente des technologies permet aujourd'hui d'utiliser des produits ininflammables et non toxiques : peintures à l'eau extrêmement performantes contenant moins de 5 % de solvants ou peintures solvantées sans toluène.

Afin de garantir la sécurité des usagers vulnérables, en particulier des deux-roues, Signature propose une gamme de produits dont les propriétés d'anti-glissance répondent aux différentes attentes des usagers et des gestionnaires de réseaux :

- revêtement de surface extérieur Plastirex, idéal pour le traitement très longue durée des zones où l'adhérence maximale est exigée,
- peinture Agripp'Hélis qui combine rapidité de mise en œuvre et tenue durable.

Sécurité des usagers et des périmètres scolaires

La sécurité des enfants est une priorité pour les collectivités locales qui souhaitent répondre aux attentes des parents dans ce domaine. Cette priorité passe bien sûr par l'éducation à la sécurité routière, mais aussi par des aménagements adaptés agissant sur le comportement des usagers. De l'étude préalable à la réalisation des travaux, l'offre de Signature permet de réduire la vitesse des véhicules, de sécuriser le déplacement des enfants et des accompagnants.

Au-delà des périmètres scolaires Compagnie Signature propose une approche identique pour sécuriser : entrées et traversées d'agglomérations, passages piétons, « zones 30 » et pistes cyclables.



Chantier de marquage au sol à Bilbao (Espagne).

“ En 2004, le montant des loyers et des charges facturés s'est élevé à 5,6 millions d'euros. ”

Créée en 1989, Sofiparc gère le patrimoine immobilier non industriel du Groupe : immeubles de bureaux à Levallois et terrains dans la région lyonnaise.

L'ensemble immobilier de Levallois (Hauts-de-Seine) donnant sur le Parc de la Planchette représente une surface totale de bureaux de 13 200 m² et 306 places de parkings. Ceux-ci sont loués au groupe Plastic Omnium et au groupe Expositum, organisateur de salons professionnels.



Immeuble de Sofiparc à Levallois.

Sofiparc possède également, à Lyon, des terrains donnés en bail à construction au groupe Accor pour deux hôtels, un Novotel et un Ibis. Ces deux établissements représentent une capacité totale de 320 chambres. Deux autres terrains, à Saint-Priest dans le Rhône, font aussi l'objet de baux à construction avec la société McDonald's France et le groupe Aqua Center. Sofiparc détient également à Saint-Priest deux terrains nus. L'ensemble du patrimoine de la région lyonnaise représente une superficie de 30 000 m².

Après l'expiration du contrat de crédit-bail en juin 2004, les résultats de Sofiparc devraient connaître une hausse significative en 2005.

BURELLE PARTICIPATIONS

Créée en 2001, Burelle Participations est une société de capital investissement dont la vocation est d'investir dans des sociétés performantes offrant des perspectives de croissance et opérant dans des secteurs autres que ceux des principales filiales de Burelle SA.

Cette société du Groupe intervient directement en tant qu'actionnaire minoritaire au sein de tours de tables majoritaires dans des opérations de reprise d'entreprises avec effet de levier. Elle investit également indirectement dans des opérations du même type au travers de fonds spécialisés gérés par des équipes reconnues.

A la fin de l'exercice 2004, les engagements totaux de Burelle Participations s'élevaient à 7,3 millions d'euros dont 2,2 millions d'euros concernaient un fonds et une société de capital investissement spécialisés dans les rachats d'entreprises moyennes. Ce type d'investissement permet à Burelle Participations de diversifier les risques et d'avoir accès à certains segments du marché.

Burelle Participations détient une participation de 40 % dans le holding de reprise de l'hôtel Beau Rivage, un des hôtels 4* historiques de Nice, situé en centre ville. Cet établissement de 119 chambres a fait l'objet en 2003-2004 d'une importante rénovation menée par le Cabinet d'Architecture Jean-Michel Wilmotte. Il a été réouvert à la fin du premier trimestre 2004. Burelle Participations est associée dans cette opération avec des investisseurs en rénovations hôtelières.

Au cours de l'année 2004, Burelle Participations a pris une participation minoritaire dans le rachat de la société SES monté par LBO France. Concepteur de systèmes d'étiquettes électroniques de gondoles pour la grande distribution, cette société connaît une forte croissance et s'est établie comme un des leaders mondiaux dans ce domaine. L'investissement de Burelle Participations s'inscrit dans un tour de table réunissant des investisseurs financiers menés par LBO France ainsi que les dirigeants et le personnel de SES.



Hôtel Beau Rivage de Nice : espace et esprit design.

RAPPORT FINANCIER 2004

Comptes Consolidés	32
Rapport de Gestion du Groupe	32
Informations environnementales et sociales	34
Compte de résultat consolidé	37
Bilan consolidé	38
Tableau des flux de trésorerie consolidé	39
Analyse de la variation des capitaux propres	40
Annexe aux comptes consolidés	41
Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2004	51
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés	53
Rapport du Président	54
Rapport des Commissaires aux Comptes sur le rapport du Président	59
Comptes Sociaux	61
Rapport de gestion	62
Compte de résultat	64
Bilan	65
Tableau des flux de trésorerie	66
Annexe aux comptes annuels	67
Tableau des filiales et participations	70
Rapport Général des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels	71
Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées	72
Résolutions soumises à l'Assemblée Générale Ordinaire	73
Liste de l'ensemble des mandats et fonctions	75
Résultat des cinq derniers exercices	79

COMPTES CONSOLIDÉS | RAPPORT DE GESTION DU GROUPE

présenté par le Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale.

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE BURELLE

En 2004, le groupe Burelle a réalisé un chiffre d'affaires de 2 038 millions d'euros contre 1 951 millions d'euros en 2003, en hausse de 4,5 %. La croissance du chiffre d'affaires est amputée de 42 millions d'euros par un effet devises défavorable lié essentiellement à la dépréciation du dollar. A taux de change constants, la progression s'établit à 6,6 %.

Les variations de périmètre concernent la consolidation de la Compagnie Plastic Omnium. Elles regroupent principalement l'intégration de Temaco à compter du 1^{er} janvier 2004, la sortie de Plastic Omnium Médical à effet au 31 mars 2004 ainsi que la création en juillet 2004 de la société HBPO à part égales avec les équipementiers allemands Hella KG et Behr KG. Ces changements de périmètre ont un impact positif de 2,8 %. Hors effets de change et de structures, le chiffre d'affaires consolidé du groupe Burelle progresse de 3,8 %.

Les ventes hors de France représentent 65 % du chiffre d'affaires du Groupe, dont 37 % sont réalisées en Europe, 22 % en Amérique du Nord et 5 % dans le reste du monde.

Les chiffres d'affaires des deux filiales industrielles de Burelle SA, la Compagnie Plastic Omnium et la Compagnie Signature, et celle de sa filiale immobilière, Sofiparc, évoluent de la manière suivante :

	2004	2003	% évolution
Compagnie Plastic Omnium	1 827	1 723	6,0 %
Compagnie Signature	210	225	- 6,7 %
Sofiparc	6	6	0,0 %
Interco	- 5	- 3	
TOTAL CA CONSOLIDÉ	2 038	1 951	4,5 %

Principale filiale de Burelle SA, la Compagnie Plastic Omnium contribue pour 89 % au chiffre d'affaires consolidé. La bonne tenue de ses activités automobiles est le principal facteur contribuant à la progression du chiffre d'affaires du groupe Burelle. Dans le secteur de la signalisation routière, la Compagnie Signature a connu un recul de son activité. Sofiparc réalise un chiffre d'affaires en léger repli.

En 2004, le groupe Burelle réalise un résultat d'exploitation de 87,6 millions d'euros contre 83,3 millions d'euros en 2003. La Compagnie Plastic Omnium contribue pour 82,4 millions d'euros à ce résultat. La marge d'exploitation consolidée reste stable à 4,3 % du chiffre d'affaires.

Les charges financières nettes s'établissent à 22,3 millions d'euros contre 20,4 millions d'euros l'exercice précédent. En 2003, le résultat financier intègre une reprise de provision sur les titres d'autocontrôle de la Compagnie Plastic Omnium pour 5 millions d'euros. Cet impact mis à part, les charges financières ressortent en baisse grâce à une réduction des pertes de change.

Le résultat exceptionnel de l'exercice comprend principalement 16 millions d'euros de provisions et charges de restructuration et 3 millions d'euros de dépréciations d'actifs qui viennent en déduction de 13 millions d'euros de plus-value réalisée sur la cession de Plastic Omnium Médical.

La charge d'impôt s'établit à 5,1 millions d'euros contre 18 millions d'euros en 2003. Elle n'intègre pas la plus-value de cession de Plastic Omnium Médical qui n'est pas imposée.

Le résultat net de l'ensemble consolidé ressort à 39,1 millions d'euros en 2004 contre 31,8 millions d'euros l'exercice précédent. Il intègre une dotation aux amortissements des écarts d'acquisition de 12,2 millions d'euros. Le résultat net part du Groupe s'élève à 14,7 millions d'euros par rapport à 13,9 millions d'euros en 2003.

La marge brute d'autofinancement consolidée du groupe Burelle en 2004 est stable à 120 millions d'euros par rapport à l'exercice précédent. En raison de

la construction par la Compagnie Plastic Omnium de deux nouvelles usines automobiles et de la modernisation de l'atelier de tôlerie de la Compagnie Signature, les investissements consolidés sont en forte hausse à 127 millions d'euros contre 87 millions d'euros en 2003. Les besoins en fonds de roulement étant en diminution de 21 millions d'euros par rapport à 2003, l'endettement net au 31 décembre 2004 ressort à 371 millions d'euros contre 366 millions d'euros à la fin de l'exercice précédent.

Les capitaux propres et subventions consolidés au 31 décembre 2004 s'élèvent à 340 millions d'euros contre 324 millions d'euros au 31 décembre 2003.

Au cours de l'exercice, Burelle a acheté 96 699 actions propres pour 8,4 millions d'euros à un coût unitaire moyen de 87 euros. Au 31 décembre 2004, un montant total de 11 millions d'euros était inscrit en déduction des capitaux propres consolidés correspondant à 140 815 actions propres.

L'endettement net au 31 décembre 2004 représente 109 % des capitaux propres consolidés et intérêts minoritaires contre 113 % au 31 décembre 2003.

Le bénéfice net par action progresse de 7,09 euros en 2003 à 7,84 euros, en tenant compte des 140 815 actions propres inscrites en déduction des capitaux propres contre 44 116 actions à la fin de l'exercice 2003. Avant amortissement des survaleurs, le bénéfice net par action s'établit à 11,99 euros contre 10,83 euros en 2003.

Compagnie Plastic Omnium

Filiale à 51,6 % de Burelle SA, la Compagnie Plastic Omnium est cotée à l'Eurolist Paris Compartiment B. Elle publie séparément des documents financiers pour l'information de ses actionnaires.

La Compagnie Plastic Omnium a poursuivi son développement à un rythme soutenu en 2004. Son chiffre d'affaires atteint 1 826,9 millions d'euros, en hausse de 6 % par rapport à l'exercice précédent. Après correction de l'effet négatif de change lié principalement à la dépréciation du dollar et des évolutions de périmètre décrites précédemment, le taux de progression de l'activité est de 5,3 %.

La croissance de la Compagnie Plastic Omnium est principalement portée par la bonne tenue de l'activité des deux entités automobiles - Plastic Omnium Extérieur, numéro deux mondial dans les pièces et modules de carrosserie extérieure, et Inergy Automotive Systems, premier fabricant mondial de systèmes à carburants détenu à 50 % en joint venture avec le groupe Solvay. Dans les principales zones géographiques où ces deux entités sont implantées, elles ont connu une croissance supérieure à celle du marché, soutenue par le lancement ou la montée en cadence de plusieurs nouveaux modèles.

Les activités automobiles de la Compagnie Plastic Omnium représentent 81,8 % de son chiffre d'affaires 2004, soit un montant de 1 494,2 millions d'euros contre 1 383,4 millions d'euros en 2003. Le chiffre d'affaires de l'exercice intègre une contribution de 56 millions d'euros de HBPO, société consolidée à compter de juillet 2004.

En dehors du secteur automobile, Plastic Omnium Environnement est le principal actif de la Compagnie Plastic Omnium, représentant 13,4 % du chiffre d'affaires consolidé. Leader mondial sur le marché de la pré-collecte des déchets, cette division réalise un chiffre d'affaires qui progresse de 9,9 % de 223,3 millions d'euros en 2003 à 245,4 millions d'euros. La société Temaco, consolidée au 1^{er} janvier 2004, contribue pour 22 millions d'euros à la croissance du chiffre d'affaires.

Spécialiste en plastiques hautes performances pour les industries chimique, automobile et aéronautique, 3P-Produits Plastiques Performants poursuit sa restructuration dans un marché toujours difficile. En 2004, son chiffre d'affaires s'élève à 78,3 millions d'euros, en recul de 9,6 % à taux de change réels. Retraité des variations de change et de la cession de l'activité appareillage chimique en juillet 2003, le chiffre d'affaires de cette entité est en progression de 2 %.

Cédée en avril 2004, la société Plastic Omnium Médical n'est consolidée que sur le premier trimestre 2004. Elle participe au chiffre d'affaires consolidé à hauteur de 9 millions d'euros.

Le résultat d'exploitation consolidé de la Compagnie Plastic Omnium progresse de 10 % en 2004, atteignant 82,4 millions d'euros contre 75,2 millions d'euros l'année précédente. La marge d'exploitation ressort à 4,5 % du chiffre d'affaires contre 4,4 % en 2003. Elle intègre un impact négatif de 4 millions d'euros résultant de la hausse des matières premières et 5 millions d'euros de coûts de démarrage de deux nouvelles usines automobiles.

Les activités automobiles contribuent au résultat d'exploitation consolidé à hauteur de 76,4 millions d'euros contre 66,5 millions d'euros en 2003. Leur marge d'exploitation augmente de 4,8 % du chiffre d'affaires à 5,1 %.

Plastic Omnium Auto Exterior dégage la plus forte contribution avec un résultat d'exploitation de 43,1 millions d'euros équivalent à 4,8 % du chiffre d'affaires. Le résultat d'exploitation d'Inergy Automotive Systems s'établit à 33,3 millions contre 28,1 millions d'euros l'exercice précédent, en hausse de 19 %. Il représente 5,6 % du chiffre d'affaires.

Plastic Omnium Environnement affiche un résultat d'exploitation en baisse de 9,7 millions d'euros en 2003 à 8,4 millions d'euros sous l'effet notamment du renchérissement des matières premières. La marge d'exploitation de l'exercice ressort à 3,4 % contre 4,3 % en 2003.

Produits Plastiques Performants - 3P réduit sa perte d'exploitation de 6,5 millions d'euros en 2003 à 4,8 millions d'euros, bénéficiant des mesures de restructuration engagées.

Les charges financières nettes ressortent à 16,2 millions d'euros en 2004 contre 14,7 millions d'euros sur le précédent exercice. En 2003, une reprise de provision sur titres d'autocontrôle de 5 millions d'euros avait réduit d'autant les charges financières nettes.

Le résultat exceptionnel est négatif à hauteur de 5,5 millions d'euros, par suite de provisions et charges de restructuration inscrites en déduction de la plus value de cession de Plastic Omnium Médical et d'autres cessions d'actifs.

Après une charge d'impôts de 3,5 millions d'euros et une dotation aux écarts d'acquisition de 9,3 millions d'euros, le résultat net de l'ensemble consolidé ressort à 50,1 millions d'euros contre 35,2 millions d'euros l'année précédente, en progression de 42 %.

Compagnie Signature

Filiale à 100 % de Burelle SA, la Compagnie Signature est le leader de la signalisation routière et autoroutière en Europe. Ses activités comprennent la signalisation verticale, le marquage de voies et les équipements de sécurité.

En 2004, la Compagnie Signature réalise un chiffre d'affaires de 210,4 millions d'euros contre 225,6 millions d'euros en 2003. Cette évolution reflète principalement des performances commerciales décevantes à la fois dans la signalisation verticale et dans la signalisation horizontale, essentiellement en France. Le chiffre d'affaires réalisé en dehors de France est en légère progression.

Malgré une réduction des frais de structure, le résultat d'exploitation a diminué de 10 millions d'euros en 2003 à 7 millions d'euros en 2004. Après des coûts exceptionnels de restructurations de 5,1 millions d'euros et une charge d'amortissement des écarts d'acquisition de 2,4 millions d'euros, le résultat net est négatif à hauteur de 5 millions d'euros.

En 2004, la Compagnie Signature a investi dans la modernisation de l'atelier de tôlerie de son usine d'Urrugne (Pyrénées-Atlantiques). Le réseau commercial a été réorganisé et renforcé pour accroître la proximité vis-à-vis des clients. La Compagnie Signature a également accru sa présence à l'international. Ces investissements commerciaux et industriels porteront leurs fruits dans la durée.

Sofiparc

Filiale à 100 % de Burelle SA, Sofiparc gère un parc immobilier dont le principal actif est un ensemble de bureaux de 13 200 m² et 306 parkings situés à Levallois (Hauts-de-Seine) et loués pour partie à la Compagnie Plastic Omnium. Sofiparc est également propriétaire de terrains nus ou donnés en bail à construction à Lyon et dans sa région.

En juillet 2004, Sofiparc a levé l'option d'achat dont elle disposait sur l'immeuble de Levallois à l'expiration du contrat de crédit-bail. La société est désormais propriétaire de cet ensemble immobilier.

En 2004, les montants des loyers et les charges refacturées qui constituent le chiffre d'affaires de Sofiparc s'élèvent à 5,6 millions d'euros contre 5,8 millions d'euros en 2003, reflétant une réduction de la surface moyenne louée au cours de l'exercice. Après prise en compte des impacts liés à la fin du contrat de crédit-bail et à la levée de l'option d'achat, le résultat avant impôt s'établit à 1,2 million d'euros contre 0,7 million d'euros en 2003.

En 2005, Sofiparc devrait réaliser un chiffre d'affaires et un résultat d'exploitation en nette progression, en raison d'une augmentation des surfaces louées et de l'économie de redevance de crédit-bail en année pleine.

Burelle Participations

Filiale à 100 % de Burelle SA, Burelle Participations a été créée en 2001 pour prendre des participations minoritaires dans des sociétés performantes de taille moyenne offrant des perspectives de croissance dans une optique de valorisation à moyen terme.

Au 31 décembre 2004, Burelle Participations détient un portefeuille de 7,3 millions d'euros dont 3,2 millions d'euros sont investis dans une participation de 40 % dans la société holding propriétaire de l'hôtel Beau Rivage. Situé au centre de Nice, cet hôtel 4 étoiles de 119 chambres est géré par une nouvelle direction depuis sa rénovation par le Cabinet d'Architecture Jean-Michel Wilmotte.

A la fin de l'exercice, Burelle Participations a pris une participation de 0,9 million d'euros dans l'achat de SES par un groupe d'investisseurs menés par LBO France aux côtés des dirigeants. La société SES est spécialisée dans les systèmes électroniques d'affichage de prix pour la grande distribution.

Le reste du portefeuille de Burelle Participations est constitué de valeurs mobilières de placement pour 1 million d'euros et de participations à des structures de capital-investissement pour 2,2 millions d'euros.

Perspectives 2005

Dans un contexte où la hausse du prix du pétrole laisse peser des incertitudes sur la production automobile et les marges, Burelle aborde l'exercice 2005 avec une confiance prudente.

Dans le domaine automobile, les efforts des équipes de la Compagnie Plastic Omnium resteront centrés sur l'amélioration de l'efficacité industrielle et la poursuite des initiatives stratégiques engagées. L'activité dans ce secteur devrait continuer à surperformer de 5 % la progression de la production automobile sur les principaux marchés. La croissance attendue sera nourrie par un carnet de commandes étoffé, la contribution de HBPO et le démarrage d'une nouvelle usine au Mexique en fin d'année. Le prochain exercice devrait également marquer les débuts de l'implantation du Groupe en Chine avec la finalisation de l'acquisition par Inergy Automotive Systems de 55 % de Yapp, le leader chinois des systèmes à carburant.

Les objectifs 2005 des activités non automobiles tant au niveau de la Compagnie Plastic Omnium que pour la Compagnie Signature seront axés sur un meilleur dynamisme commercial et une plus grande efficacité opérationnelle.

COMPTES CONSOLIDÉS | INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

données dans le cadre de l'article L. 225-102-1 du Code de Commerce (décret n° 2002-221 du 20 février 2002 et arrêté du 30 avril 2002).

Burelle SA est une société holding qui n'a pas d'activité industrielle. Les informations environnementales et sociales indiquées ci-dessous correspondent au même périmètre que celui de la consolidation financière, avec les mêmes règles d'intégration des filiales.

INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

Burelle SA a lancé en 2001, par le biais de ses filiales, une nouvelle phase de formalisation de son management environnemental.

Le principe de management et de reporting retenu est celui de l'implication de tous les acteurs au travers du référentiel ISO 14001, avec décentralisation des responsabilités au niveau de chaque entité. La centralisation ne concerne que la stratégie générale et la consolidation des données brutes communiquées par les sites.

Les partenaires et les fournisseurs sont progressivement intégrés à la démarche globale.

La forte implication de la Direction Générale des filiales et le déploiement d'un management de l'Environnement et de la Sécurité depuis 2002 se sont traduits par une amélioration de divers indicateurs durant l'année 2004 :

- Malgré une croissance de l'activité, le volume total de déchets générés est en baisse de 12 % (soit 3 713 tonnes de moins) et la part des déchets non valorisés a été réduite de 1 143 tonnes soit - 13,7 % par rapport à 2003.
- Une diminution de 11 % des émissions de Composés Organiques Volatils (COV), malgré une augmentation de 8,7 % des activités de peinture.
- La réalisation de 95 % des actions d'éradication totale de l'amiante réglementaire (sites « amiante free »).
- Dans le domaine de la sécurité, une nouvelle baisse sur un an de 31 % du Taux de Fréquence (TF) et de 11 % du Taux de Gravité des Accidents de Travail (TG) succède aux progrès enregistrés en 2003 de 30 % sur le TF et 42 % sur le TG par rapport à 2002.

Concrètement, cela représente près de 100 accidents de travail avec arrêt évités en 2004 par rapport à 2003. Cependant, nous avons eu à déplorer un accident mortel sur l'un de nos sites en France.

Par ailleurs, le programme de certification ISO 14001 s'est poursuivi en 2004, le nombre de sites certifiés ayant plus que doublé (50 à fin 2004 contre 22 à fin 2003).

L'objectif de 100 % visé pour 2004 a dû être légèrement décalé, certains sites ayant dû reporter la date d'obtention de leur certification.

A noter cependant que les variations de périmètres, d'assiette de répartition et de taux de réponse entre 2003 et 2004 ont une légère influence sur l'évolution des indicateurs.

Données environnementales

Impacts environnementaux

Consommations 2004 en eau, électricité, gaz :

	2002	2003	2004
Eau (en m³)			
Consommation annuelle	565 925	1 086 496	756 536
Part du chiffre d'affaires couvert	74 %	94 %	98 %
Electricité (en kwh)			
Consommation annuelle	254 709 899	427 604 200	467 399 400
Part du chiffre d'affaires couvert	74 %	94 %	98 %
Gaz (en m³)			
Consommation annuelle	11 610 041	12 553 522	16 962 885
Part du chiffre d'affaires couvert	65 %	94 %	98 %

Consommations 2004 matières plastiques :

	2002	2003	2004
Plastiques vierges (en tonnes)			
Consommation annuelle	119 285	140 479	139 800
Part du chiffre d'affaires couvert des sites concernés	93 %	95 %	99 %
Plastiques recyclés (en tonnes)			
Consommation annuelle	10 524	19 727	17 028
Part du chiffre d'affaires couvert des sites concernés	93 %	95 %	99 %
Total plastiques (en tonnes)			
Consommation annuelle	129 809	160 206	156 828
Part du chiffre d'affaires couvert des sites concernés	93 %	95 %	99 %

Consommations 2004 peintures et solvants :

	2002	2003	2004
Peintures (en tonnes)			
Consommation annuelle	3 180	1 586	1 725
Part du chiffre d'affaires couvert des sites concernés	98 %	100 %	98 %
Solvants (en tonnes)			
Consommation annuelle	6 113	7 691	6 343
Part du chiffre d'affaires couvert des sites concernés	98 %	100 %	98 %
Solvants + peintures (en tonnes)			
Consommation annuelle	9 293	9 277	8 068
Part du chiffre d'affaires couvert des sites concernés	98 %	100 %	98 %

Rejets atmosphériques 2004 :

- COV (composés organiques volatils) :

	2002	2003	2004
COV équivalent Carbone (en tonnes)	1 720	1 287	1 145
Part du chiffre d'affaires couvert des sites concernés	97 %	91 %	94 %

• Pas de rejets concourant à l'acidification, à l'eutrophisation ou à la pollution photochimique.

• L'activité de Burelle SA n'est pas directement génératrice de Gaz à Effet de Serre : les seules émissions sont issues des énergies consommées (voir ci-dessus).

Déchets 2004 :

	2002	2003	2004
Déchets recyclés (en tonnes)			
Consommation annuelle	-	6 485	1 186
Part du chiffre d'affaires couvert	-	93 %	99 %
Déchets valorisés (en tonnes)			
Consommation annuelle	13 481*	16 242	18 971
Part du chiffre d'affaires couvert	50 %	93 %	99 %
Déchets mis en décharge (en tonnes)			
Consommation annuelle	6 829	8 341	7 198
Part du chiffre d'affaires couvert	49 %	95 %	99 %
Total déchets (en tonnes)			
Consommation annuelle	23 402	31 068	27 355
Part du chiffre d'affaires couvert	68 %	95 %	99 %

* Représente l'ensemble des déchets recyclés et valorisés (pas de détail en 2002).

- Coût global du traitement des déchets : 2,8 millions d'euros (88 % du chiffre d'affaires couvert).
- Bénéfice tiré du recyclage : 1,8 millions d'euros (88 % du chiffre d'affaires couvert).

Utilisation de matériaux recyclés en 2004 :

- Consommation de matières plastiques recyclées : 17 028 tonnes.
- Par ailleurs, Plastic Recycling, filiale à 50/50 de Plastic Omnium et CFF Recycling, a recyclé 7 000 tonnes de matières plastiques.

Certifications

50 sites sont désormais certifiés ISO 14001, soit 74 % des 68 sites à certifier au sein du groupe Burelle.

Organisation

- L'organisation Environnement et Sécurité initiée en 2001 repose sur :
- un Coordinateur Environnement et Sécurité, membre associé du Comité de Direction Groupe,
 - un Directeur Sécurité Groupe, animant et coordonnant les plans d'actions associés au Système de Management Sécurité,
 - un « réseau Environnement » et un « réseau Sécurité » constitués de correspondants dédiés dans chaque entité,

- une intégration dans les objectifs individuels des performances sécurité,
- un reporting mensuel des principaux indicateurs Environnement et Sécurité, examiné en parallèle des indicateurs financiers au cours de chaque Comité de Direction Groupe.

Formation Sécurité & Environnement

- Information/Sensibilisation : 17 584 heures ont été dispensées en 2004, touchant 4 492 participants (79 % du chiffre d'affaires couvert).
- Formation : 8 416 heures ont été dispensées en 2004, touchant 2 623 participants (79 % du chiffre d'affaires couvert).
- Un programme de formation baptisé « Top Safety » a été présenté à la Direction Générale en fin d'année et va être déployé au 1^{er} semestre 2005 auprès de 200 salariés issus de tous les niveaux de l'entreprise, qui auront ensuite pour mission de le démultiplier sur l'ensemble des sites.

Dépenses et investissements relatifs à l'environnement

- Recherche et Développement : 84,6 millions d'euros, soit 4,2 % du chiffre d'affaires consolidé.
- Dépenses Environnement et Sécurité : 4,6 millions d'euros (84 % du chiffre d'affaires couvert).
- Investissements Industriels : 127 millions d'euros.
- Investissements spécifiques Environnement et Sécurité : 3,9 millions d'euros (84 % du chiffre d'affaires couvert).
- Provision pour risque environnemental : non significatif
- Pas de produits transformés à base d'amiante.

INFORMATIONS SÉCURITÉ

Indicateurs sécurité

Ces indicateurs font partie du tableau de bord examiné mensuellement par le Comité de Direction.

Collectés au niveau de chaque entité, ils sont consolidés au niveau de chaque Division et au niveau du Groupe.

	2003	2004	Evolution
Nombre de 1 ^{er} soins	3 005	2 666	- 11,3 %
Nombre d'accidents du travail sans arrêt	553	495	- 10,5 %
Nombre d'accidents du travail avec arrêt	322	224	- 30,4 %
Nombre de jours perdus pour accidents de travail avec arrêt	6 731	5 755	- 14,5 %

Près de 100 accidents de travail avec arrêt ont pu être évités en 2004 par rapport à 2003.

D'autre part, 38 % des entités du Groupe n'ont connu aucun accident du travail avec arrêt en 2004.

Taux de Fréquence et Taux de Gravité

	2002	2003	2004
Taux de fréquence des accidents du travail (en nombre d'accidents avec arrêt par million d'heures travaillées)	20	13,91	9,56 %
Taux de gravité des accidents du travail (en nombre de jours perdus pour accidents avec arrêt par 1 000 heures travaillées)	0,48 %	0,28 %	0,25 %

Ces chiffres traduisent directement le résultat des actions entreprises depuis 2 ans pour lutter contre les accidents du travail.

COMPTES CONSOLIDÉS | INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

données dans le cadre de l'article L. 225-102-1 du Code de Commerce (décret n° 2002-221 du 20 février 2002 et arrêté du 30 avril 2002).

INFORMATIONS SOCIALES

Les sociétés du groupe Burelle SA s'attachent à recruter les meilleurs collaborateurs dans toutes leurs activités et à mettre en place des outils de gestion performants pour assurer leur fidélisation et leur épanouissement.

L'organisation fait une large place aux méthodes de gestion en groupes de projets dans les activités de développement et en unités autonomes de production sur les sites industriels.

Tout en veillant à maintenir une culture de groupe international, le groupe Burelle favorise le management local et la résolution des problèmes au plus près du terrain. Le groupe est respectueux des lois locales et recherche le consensus avec les partenaires sociaux qui sont représentés à tous les niveaux de l'entreprise.

Les sociétés du groupe se sont fixé comme objectif d'améliorer de manière significative les conditions de travail de leurs collaborateurs, notamment dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité au travail : en 2004, une baisse de 31 % du Taux de Fréquence et de 11 % du Taux de Gravité des Accidents de Travail a ainsi été obtenue. Cependant, un accident mortel sur un site en France est à déplorer en 2004.

Données sociales

Données financières consolidées 2004

Salaires et appointements	381 460 millions d'euros
Dont intéressement	2 620 millions d'euros
Charges salariales	96 955 millions d'euros
Participation	575 millions d'euros

Autres données 2004

Les données présentées ci-dessous portent sur 100 % de l'effectif total, soit 10 459 salariés.

Contrats à durée indéterminée	9 700
Contrats à durée déterminée	759
Effectif total au 31.12.2004	10 459
Hommes	7 688
Femmes	2 771
Recrutements en contrat à durée indéterminée en 2004	952
Recrutements en contrat à durée déterminée en 2004	538
Total des recrutements en 2004	1 490
Licenciements économiques en 2004	321
Licenciements pour autre motif en 2004	465
Total des licenciements en 2004	786
Temps de travail hebdomadaire de 35 à 48 heures selon les pays	
Nombre d'heures supplémentaires en 2004	565 226
<i>soit 2,8 % des heures théoriques travaillées équivalent à 290 personnes</i>	
Intérimaires en équivalent temps plein	1 434
Salariés travaillant en équipes	5 193
- dont salariés travaillant la nuit seule	439
- dont salariés travaillant le week-end seul	50
Salariés à temps partiel	203

Taux d'absentéisme pour accident du travail	0,19 %
<i>heures travaillées</i>	
Taux d'absentéisme pour autres motifs	2,83 %
<i>heures travaillées</i>	
Taux d'absentéisme total	3,02 %
<i>heures travaillées</i>	
Nombre de femmes cadres	404
% femmes cadres sur l'ensemble des femmes	14,60 %
Nombre de femmes cadres recrutées dans l'année	70
<i>soit 4,70 % du total des recrutements</i>	
Comité existants (CE-DP-CHSCT ou équivalent)	121
Syndicats représentés	28
Nombre d'accords signés	68
Taux de fréquence des accidents du travail	9,57
<i>(en nombre d'accidents avec arrêt x 1 000 000 heures travaillées)</i>	
Taux de Gravité des accidents du travail	0,25
<i>(en nombre de jours d'arrêt AT x 1 000 heures travaillées)</i>	
Total des factures de formation externe seule	3 333 000
Total des heures de formation externe et interne	227 925
Nombre d'heures de formation/an/salarié	22
Nombre de handicapés	149
Postes de travail modifiés pour handicapés	4
Montant des œuvres sociales (France)	848 000 €
Respect des Conventions Fondamentales de l'OIT intégré dans les conditions d'achat	

Après avoir pris connaissance du rapport des Commissaires aux Comptes, nous vous demandons de bien vouloir approuver les comptes consolidés clos le 31 décembre 2004 qui vous ont été communiqués.

COMPTES CONSOLIDÉS | COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

en milliers d'euros

	Notes	2004	%	2003	%
Chiffre d'affaires net	1	2 038 059	100,0 %	1 950 958	100,0 %
Coût des ventes		- 1 697 224	83,3 %	- 1 612 785	82,7 %
Marge brute		340 835	16,7 %	338 173	17,3 %
Frais de recherche et développement nets	2	- 40 713	2,0 %	- 41 016	2,1 %
Frais commerciaux		- 68 810	3,4 %	- 70 867	3,6 %
Frais administratifs et autres charges et produits d'exploitation		- 143 711	7,1 %	- 142 949	7,3 %
Résultat d'exploitation	1	87 601	4,3 %	83 341	4,3 %
Charges et produits financiers	3	- 22 306	1,1 %	- 20 384	1,0 %
Résultat courant des entreprises intégrées		65 295	3,2 %	62 957	3,2 %
Charges et produits exceptionnels	4	- 10 945	0,5 %	- 3 730	0,2 %
Impôts sur les résultats	5	- 5 114	0,3 %	- 18 033	0,9 %
Résultat net des entreprises intégrées		49 236	2,4 %	41 194	2,1 %
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence		2 113		1 917	
Résultat net avant amortissement des écarts d'acquisition		51 349	2,5 %	43 111	2,2 %
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	7	- 12 271	0,6 %	- 11 322	0,6 %
Résultat net de l'ensemble consolidé		39 078	1,9 %	31 789	1,6 %
Intérêts minoritaires		24 417		17 840	
Résultat net (part du groupe)		14 661	0,7 %	13 949	0,7 %
Résultat par action (euros)		7,84		7,09	

COMPTES CONSOLIDÉS | BILAN CONSOLIDÉ

en milliers d'euros

Actif

	Notes	2004	2003
ACTIF IMMOBILISÉ			
Ecarts d'acquisition	7	147 968	142 790
<i>Immobilisations incorporelles brutes</i>		70 470	60 204
<i>Moins amortissements</i>		- 39 955	- 34 687
Immobilisations incorporelles nettes	6	30 515	25 517
<i>Immobilisations corporelles brutes</i>		971 626	897 384
<i>Moins amortissements</i>		- 510 515	- 466 337
Immobilisations corporelles nettes	8	461 111	431 047
Prêts et créances à plus d'un an*	9	4 496	7 125
Titres mis en équivalence	9	22 881	21 774
Autres titres de participation	9	5 598	7 946
Autres valeurs immobilisées et charges à répartir		810	602
Impôts différés à long terme	5	36 446	30 848
Total actif immobilisé		709 825	667 648
ACTIF CIRCULANT			
Stocks et en-cours nets	10	325 948	294 839
Créances clients et comptes rattachés nets	11	325 432	319 360
Autres créances et comptes de régularisation nets	12	79 750	75 610
Impôts différés à court terme	5	1 177	221
Créances financières à moins d'un an*	12	4 058	7 811
Disponibilités, valeurs mobilières de placement*	13	151 454	208 380
Total actif circulant		887 819	906 221
TOTAL ACTIF		1 597 644	1 573 869

Passif

	Notes	2004	2003
CAPITAUX PROPRES			
Capital		30 167	30 167
Primes d'émission, de fusion, d'apport		25 626	25 626
Réserves et résultat consolidés		87 089	86 330
Capitaux propres groupe		142 882	142 123
Intérêts minoritaires		188 218	173 286
Subventions d'investissement		8 766	9 092
Capitaux propres et subventions		339 866	324 500
Provisions pour risques et charges	14	30 982	30 531
Impôts différés à long terme	5	9 620	10 985
DETTES			
Emprunts et dettes financières*	15		
A long terme		166 167	259 933
A court terme		364 517	329 455
Total		530 684	589 388
Dettes d'exploitation	16	599 137	518 427
Autres dettes et comptes de régularisation	16	87 355	100 038
Total dettes		1 217 176	1 207 853
TOTAL PASSIF		1 597 644	1 573 869

* La dette financière nette s'élève à 371 M€ au 31/12/04 contre 366 M€ au 31/12/03 (cf. note 15).

COMPTES CONSOLIDÉS | TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

en milliers d'euros

	2004	2003
I. OPÉRATIONS D'EXPLOITATION		
Résultat net de l'ensemble consolidé - Part groupe	14 661	13 949
Elimination des charges et des produits sans incidence sur l'endettement net provenant des opérations d'exploitation		
Dépréciation et amortissements d'actifs immobilisés	100 657	92 064
Provision pour dépréciation des créances et des stocks d'exploitation	656	13 669
Variation des autres provisions	- 2 333	- 12 053
Résultat sur cessions d'actifs immobilisés	- 8 193	- 2 050
Part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence, nette des dividendes reçus	- 1 915	- 1 917
Part des intérêts minoritaires	24 417	17 840
Subventions et impôts différés	- 8 396	- 1 586
Marge brute d'autofinancement opérationnelle	119 554	119 916
Stocks et en-cours	- 24 746	- 11 855
Créances clients et comptes rattachés	5 656	- 41 877
Dettes fournisseurs d'exploitation	49 461	18 565
Autres actifs et passifs d'exploitation	- 9 266	8 313
Variation du besoin en fonds de roulement	21 105	- 26 855
Total	140 659	93 062
II. OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles	- 126 971	- 87 256
Acquisition d'autres actifs immobilisés	- 14 253	- 3 610
Acquisition d'immobilisations financières	- 1 568	- 10 384
Cession d'immobilisations corporelles	12 779	11 693
Cession d'autres actifs immobilisés	176	2 254
Cession d'immobilisations financières	143	3 405
Endettement sur acquisition ou cession de filiales	- 7 143	- 9 873
Total	- 136 838	- 93 771
III. OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Dividendes versés aux actionnaires	- 6 164	- 4 954
Variations des capitaux propres	- 8 401	- 3 043
Fonds reçus par subventions d'investissement	797	1 223
Total	- 13 768	- 6 774
Effet des variations des cours de change sur l'endettement net	5 484	19 160
(Augmentation)/diminution de l'endettement net	- 4 464	11 677
Endettement financier net en début d'exercice	- 366 212	- 377 890
Endettement financier net en fin d'exercice	- 370 677	- 366 212

COMPTES CONSOLIDÉS | ANALYSE DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

en milliers d'euros

	Part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres avant résultat 2002	131 597	157 621	289 217
Résultat 2002	10 220	10 287	20 507
Capitaux propres après résultat 2002	141 817	167 908	309 724
Actions d'autocontrôle	- 3 044		- 3 044
Variation de périmètre		167	167
Dividendes distribués	- 1 249	- 3 705	- 4 954
Mouvement de la réserve de conversion	- 9 350	- 8 924	- 18 274
Capitaux propres avant résultat 2003	128 174	155 446	283 619
Résultat 2003	13 949	17 840	31 789
Capitaux propres après résultat 2003	142 123	173 286	315 408
Actions d'autocontrôle	- 8 399		- 8 399
Dividendes distribués aux autres actionnaires	- 906	- 5 258	- 6 164
Variation de périmètre	0	- 328	- 328
Changement de méthode comptable*	- 856	- 601	- 1 457
Mouvement de la réserve de conversion**	- 3 741	- 3 297	- 7 038
Capitaux propres avant résultat 2004	128 221	163 801	292 022
Résultat 2004	14 661	24 417	39 078
Capitaux propres après résultat 2004	142 882	188 218	331 100

* Comptabilisation des médailles du travail.

** Le mouvement de la réserve de conversion est principalement lié à la baisse du dollar américain.

COMPTES CONSOLIDÉS | ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

en milliers d'euros

I. FAITS SIGNIFICATIFS ET ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Entrées de périmètre

Acquisitions

• Consolidation par intégration proportionnelle à compter du 1^{er} juillet 2004, dans la division Auto Exterior, de la société **HBPO** constituée à parts égales entre Plastic Omnium et les équipementiers automobiles allemands, Hella KG et Behr KG. Cette société a pour but de concevoir, développer et produire des modules bloc-avant pour les constructeurs automobiles.

Huit nouvelles entités sont entrées dans le périmètre de consolidation : HBPO participation, HBPO Etats-Unis, HBPO Allemagne, HBPO République Tchèque, HBPO Slovaquie, HBPO Espagne, HBPO Mexique, SHB Corée (détenue conjointement avec la société Samlip 50 % et HBPO 50 %). La contribution des ces entités au chiffre d'affaires du Groupe est de 56,3 M€.

L'écart d'acquisition enregistré est amorti prorata temporis au 31 décembre 2004.

• Acquisition de la société **TEMACO**, et de la société **Eco Ouest** détenue par TEMACO, consolidées en intégration globale à compter du 1^{er} janvier 2004, dans la division Environnement. La contribution de ces entités au chiffre d'affaires du Groupe est de 22 M€.

L'écart d'acquisition enregistré est amorti prorata temporis au 31 décembre 2004.

Première consolidation

• Intégration proportionnelle, à hauteur de 50 %, à compter du 1^{er} janvier 2004 de la société **Inergy Automotive Systems Romania**, non consolidée auparavant car sans activité.

• Intégration globale à compter du 1^{er} janvier 2004 de la société **Plastic Omnium Automobile Polski zoo**, dans la division Plastic Omnium Auto Exterior, non consolidée auparavant car sans activité.

• Intégration globale à compter du 1^{er} janvier 2004 de la société **Plastic Omnium Ré AG**, société captive de ré-assurance non consolidée auparavant.

Création

• Intégration proportionnelle, à hauteur de 50 %, à compter du 1^{er} juillet 2004 de la société **Inergy Automotive Systems Reinsurance Ltd**, société captive irlandaise de ré-assurance.

• Intégration globale à compter du 1^{er} juillet 2004 de la société **Plastic Omnium Environnement Guyane**, dans la division Environnement.

• Intégration globale à compter du 1^{er} janvier 2004 de la société **Signature Deutschland GmbH**.

Variation du pourcentage de consolidation

• Acquisition des 25 % restants d'intérêts minoritaires de la société La Réunion Ville Propre par la division Plastic Omnium Environnement.

Sorties de périmètre

• Sortie du périmètre, au 31 mars 2004, de **Plastic Omnium Médical**, suite à sa cession.

• Sortie du périmètre de la division Plastic Omnium Environnement, au 31 mars 2004, de la société **Caraïbes Collecte Collectivité**, suite à sa cession.

II. MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés de Burelle SA sont établis en conformité avec la loi française. Ils respectent notamment le règlement n° 99-02 du Comité de Réglementation Comptable relatif aux comptes consolidés.

Les méthodes préférentielles concernant la comptabilisation des prestations de retraite et des contrats de location-financement n'ont pas été adoptées :

• les coûts des prestations de retraite et prestations assimilées (indemnités de départ, compléments de retraite, couverture médicale,...) au bénéfice du personnel actif et retraité, mis à la charge de l'entreprise sont mentionnés en hors-bilan,

• les contrats de location financement sont comptabilisés dans les comptes pour la part des redevances payées sur la période. Les biens financés sont mentionnés en engagements hors bilan.

Les états financiers des sociétés sont consolidés selon trois méthodes :

• l'intégration globale pour les sociétés dans lesquelles Burelle SA exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif,

• l'intégration proportionnelle pour les sociétés dont le contrôle est partagé avec un ou plusieurs partenaires,

• la mise en équivalence pour les sociétés dans lesquelles Burelle SA exerce une influence notable.

Les sociétés dont l'activité est nulle sont exclues du périmètre de consolidation. Les sociétés qui ne répondent pas à ces critères de matérialité sont, toutefois, consolidées si le Groupe prévoit qu'elles présentent un potentiel de développement rapide, ou si elles détiennent des titres d'autres entreprises consolidées en vertu du critère mentionné ci-dessus.

III. PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes sociaux des sociétés consolidées sont établis et intégrés en consolidation selon les principes comptables et méthodes suivants :

Changement de méthode comptable

A compter de l'exercice 2004, les médailles du travail font l'objet d'une provision dans les comptes consolidés, conformément à la nouvelle réglementation.

L'impact négatif à l'ouverture, de 1 457 K€ net d'effet d'impôt, a été imputé dans les capitaux propres des comptes consolidés, conformément à l'avis du CNC 2004-05 du 25/03/2004.

Conversion des états financiers exprimés en devises

Les postes du bilan sont convertis aux taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice, ceux du compte de résultat aux taux moyens de change de l'exercice.

Les écarts de conversion résultant, d'une part de l'impact de la variation du taux de change entre le 31 décembre 2003 et le 31 décembre 2004 sur les capitaux propres d'ouverture et, d'autre part de l'utilisation de taux différents pour le compte de résultat et le bilan, sont inscrits sous une rubrique « Ecart de conversion » en capitaux propres.

COMPTES CONSOLIDÉS | ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

en milliers d'euros

Homogénéité des comptes consolidés

Les comptes sociaux des sociétés consolidées sont établis en accord avec les principes comptables et les réglementations de leur pays. Il est opéré certains retraitements en consolidation afin de se conformer aux principes comptables énoncés ci-après.

Frais de recherche et développement

Les frais de cette nature sont pris en charge dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Ils correspondent principalement à des frais de recherche amont sur des produits nouveaux ou non directement rattachables à des projets commerciaux.

Frais de démarrage

Les frais de cette nature sont pris en charge dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Ils correspondent à la mise en exploitation de nouvelles capacités ou techniques de production.

Écarts d'acquisition

L'écart constaté lors de l'acquisition de titres de participation entre le prix d'acquisition et la quote-part des capitaux propres de la participation est affecté :

- le cas échéant, aux différents postes du bilan des sociétés acquises,
- au poste « Écarts d'acquisition » à l'actif du bilan pour le solde résiduel ; cet écart est amorti sur une durée maximale de 20 ans.

Les écarts d'acquisitions font l'objet d'un amortissement exceptionnel lorsque la rentabilité constatée ou les perspectives d'avenir de la société concernée ne permettent pas de maintenir la valeur nette de ces actifs au bilan consolidé.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Valeurs brutes

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Dans la mesure où ces immobilisations ont fait l'objet de cession ou d'apport à l'intérieur du Groupe, les plus-values ou moins-values constatées sont éliminées des comptes consolidés. En cas de fusion, les biens immobiliers sont maintenus en valeur brute pour leur valeur nette comptable dans les comptes de la société apporteuse.

Amortissements

Les immobilisations sont amorties suivant le mode linéaire. Les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :

- constructions 20 ans
- mobiliers, agencements et matériels de bureau 5-10 ans
- matériels de production et équipements 5-10 ans

Provisions

Des provisions sont constituées, le cas échéant, sur les actifs en cours de restructuration sur la base de la valeur de réalisation attendue.

Immobilisations financières

Les titres de participation non consolidés sont évalués à leur coût d'acquisition. Les titres des sociétés déconsolidées en 2000, du fait d'une activité nulle, sont repris à l'actif du bilan pour la quote-part de capitaux propres qu'ils représentaient à la date de déconsolidation, augmentée de

l'écart d'acquisition résiduel. S'il y a lieu, une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute. La valeur d'inventaire est déterminée en tenant compte de la quote-part de la situation nette et des perspectives de rentabilité.

La valeur des titres mis en équivalence correspond à la quote-part des capitaux propres de l'entreprise consolidée.

Stocks

Matières Premières et autres approvisionnements

Les stocks de matières premières et autres approvisionnements sont valorisés au dernier prix d'achat conduisant à obtenir un résultat très proche de celui qui aurait été produit par l'application de la règle « premier entré-premier sorti » (FIFO), augmentée d'un coefficient de frais d'achats.

En-cours de production et de services et produits finis

Les en-cours de production et de services et les stocks de produits finis sont valorisés au coût de production, comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production incorporables. Le coût ainsi obtenu ne comporte ni frais généraux centraux, ni frais de recherche et développement, ni frais commerciaux. Les marges internes figurant le cas échéant dans les stocks des comptes sociaux sont éliminées lors de la consolidation. Ces stocks font l'objet d'une appréciation de leur valeur nette de réalisation et sont dépréciés si nécessaire. De plus, une dépréciation pour rotation lente est constatée sur les références en stock concernées.

Les travaux en cours incluent les coûts engagés à la demande des constructeurs pour le développement et l'étude des équipements de nouveaux modèles de véhicules, si ces dépenses sont financées par le client, ou si ces travaux en cours permettent de dégager une rentabilité projet suffisante. Ces coûts sont rapportés au résultat au fur et à mesure de la réalisation du chiffre d'affaires correspondant.

Provisions réglementées et subventions d'investissement

Les provisions à caractère fiscal (amortissements dérogatoires, provisions pour hausse de prix ou implantation à l'étranger...) sont retraitées et inscrites dans les capitaux propres sous déduction de l'impôt à payer. Leurs variations affectant le résultat sont neutralisées.

Les subventions d'investissement ne sont pas immédiatement rapportées au résultat mais reprises au rythme des amortissements de biens immobilisés acquis. L'impôt est constaté lors de leur prise en résultat.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont des passifs dont le montant ou l'échéance ne sont pas fixés de façon précise. Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe une obligation à l'égard d'un tiers entraînant une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de ce tiers.

Impôts différés

Les différences temporaires entre l'actif net comptable des sociétés consolidées tel qu'il apparaît dans la consolidation, et le montant résultant de l'application de la réglementation fiscale, donnent lieu à la constatation d'impôts différés ; ceux-ci sont établis selon la méthode du report variable, sur la base des conditions d'imposition connues à la fin de l'exercice.

Des impôts sont constatés en compte de résultat et au bilan pour tenir compte des déficits reportables dès l'année où la probabilité de récupération apparaît effective.

Titres de Burelle SA et de la Compagnie Plastic Omnium

Les actions de Burelle SA et de la Compagnie Plastic Omnium sont comptabilisées à leur prix d'acquisition.

Figurent en valeurs mobilières de placement, les actions détenues dans le cadre de l'animation des titres Compagnie Plastic Omnium et Burelle gérés par contrats de liquidité conclus avec des prestataires habilités et conformes à la Charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers ou de plans d'options d'achat en faveur de salariés et mandataires sociaux. Les autres actions de **Burelle SA** figurent en moins des capitaux propres.

Pour les actions détenues dans le cadre des contrats de liquidité, une provision pour risque est constituée lorsque le prix d'acquisition est supérieur au cours moyen du dernier mois de l'exercice.

Pour les actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat, l'écart entre le prix d'acquisition et le prix d'exercice prévu par ces plans fait l'objet d'une provision pour risques.

Instruments financiers

Toutes les positions de change et de taux d'intérêt sont prises au moyen d'instruments cotés sur des marchés organisés ou de gré à gré sans caractère spéculatif.

Les résultats dégagés sur les instruments financiers constituant des opérations de couverture sont comptabilisés de manière symétrique aux résultats sur les éléments couverts.

Résultat par action

Le résultat par action correspond au résultat net part du Groupe divisé par le nombre d'actions disponibles ordinaires, soit 1 870 303 actions. Le nombre d'actions disponibles exclut les actions figurant en moins des capitaux propres, soit 140 815 actions. Le résultat par action est indiqué au pied du compte de résultat.

En l'absence d'éléments de dilution, le résultat dilué par action est égal au résultat par action.

IV. NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

Note 1. Informations par secteur d'activité et par zone géographique

1.1 Informations par secteur d'activité

31 décembre 2004	Groupe Plastic Omnium	Groupe Signature	Holding et Sofiparc*	Total
Chiffre d'affaires	1 827	210	1	2 038
% du chiffre d'affaires	89,6 %	10,3 %	0,0 %	100 %
Résultat d'exploitation	82	7	- 2	88
% du chiffre d'affaires du groupe concerné	4,5 %	3,3 %	N/A	4,3 %
Écarts d'acquisition, immobilisations corporelles, incorporelles nettes	554	78	8	640
Investissements corporels, incorporels	131	10		141
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	10	2	0	12
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles, incorporelles (hors écarts d'acquisition)	76	6		83

31 décembre 2003	Groupe Plastic Omnium	Groupe Signature	Holding et Sofiparc*	Total
Chiffre d'affaires	1 723	225	2	1 951
% du chiffre d'affaires	88,3 %	11,5 %	0,1 %	100 %
Résultat d'exploitation	75	10	- 2	83
% du chiffre d'affaires du groupe concerné	4,4 %	4,4 %	N/A	4,3 %
Écarts d'acquisition, immobilisations corporelles, incorporelles nettes	512	79	9	599
Investissements corporels, incorporels	84	7		91
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	9	2	0	11
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles, incorporelles (hors écarts d'acquisition)	75	7		82

* Dans « Holdings et Sofiparc » ne figurent que les résultats ou actifs immobilisés qui n'ont pu être affectés directement ou indirectement en fonction du chiffre d'affaires au groupe Plastic Omnium ou au groupe Signature.

COMPTES CONSOLIDÉS | ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

en milliers d'euros

1.2 Chiffre d'affaires par zone géographique

	2004	2003
France	720	718
%	35 %	37 %
Amérique du Nord	456	468
%	23 %	24 %
Europe (hors France)	756	688
%	37 %	35 %
Autres	106	77
%	5 %	4 %
TOTAL	2 038	1 951
%	100 %	100 %

Le chiffre d'affaires est classé en fonction du pays de destination des produits.

Note 2. Analyse des coûts opérationnels

2.1 Frais de personnel

	2004	2003
Salaires et appointements	- 381 460	- 382 416
Charges salariales	- 96 955	- 95 166
Participation	- 575	- 1 114
TOTAL	- 478 990	- 478 696

2.2 Dotations aux amortissements

	2004	2003
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles, incorporelles et charges à répartir	- 82 803	- 84 237
Dotations/Reprises aux provisions pour dépréciation à caractère d'exploitation	16 607	- 4 509
TOTAL	- 66 196	- 88 746

2.3 Frais d'études, de recherche et développement

Les frais d'études, de recherche et développement se sont élevés à 84,6 millions d'euros en 2004, soit 4,2 % du chiffre d'affaires, dont 43,9 millions d'euros ont été ou seront refacturés aux clients, soit une charge nette de 40,7 millions d'euros. Ils étaient de 84,1 millions d'euros en 2003, soit 4,3 % du chiffre d'affaires et représentaient une charge nette de 41 millions d'euros.

Note 3. Résultat financier

	2004	2003
Frais financiers nets	- 20 417	- 16 594
Couvertures à terme	- 2 496	- 2 733
Résultat de change	535	- 6 488
Dotation/reprise de provisions à caractère financier	- 103	5 067
Produits financiers de participations	176	364
TOTAL	- 22 306	- 20 384

Note 4. Résultat exceptionnel par nature d'événements

	2004	2003
Cessions d'actifs	10 310	1 362
Restructurations	- 15 946	- 6 606
Risques sur contrats, litiges et pénalités	- 3 339	0
Autres charges et produits exceptionnels	- 1 970	1 512
TOTAL	- 10 945	- 3 730

Note 5. Impôts sur les bénéfices

	2004	2003
Impôts sur les bénéfices - courant	- 11 392	- 14 730
Impôts sur les bénéfices - différé	6 278	- 3 303
TOTAL	- 5 114	- 18 033

	2004	2003
Impôts différés - actifs court et long terme	37 623	31 069
Impôts différés - passifs court et long terme	- 11 199	- 10 799
TOTAL	26 425	20 270

Analyse de la charge d'impôts

(en millions d'euros)	2004	2003
Résultat net des entreprises intégrées	49 236	41 194
Impôt sur les résultats	- 5 114	- 18 033
Résultat avant impôt	54 350	59 227
<i>Charge d'impôt théorique à 35 %</i>	<i>- 19 023</i>	<i>- 20 729</i>
Activation et utilisation d'impôt différé non constaté antérieurement	15 176	8 651
Non activation d'impôts sur les déficits de l'exercice	- 9 059	- 6 090
Différence des taux d'impôts sur filiales étrangères	1 369	1 494
Impôts sur les réintégrations permanentes	238	- 1 895
Provision pour impôts	1 000	- 2 100
Crédits d'impôts, exonérations et autres	8 184	2 636
Charge d'impôt réelle	- 5 114	- 18 033
<i>Taux effectif d'impôt réel</i>	<i>- 9,4 %</i>	<i>- 30,4 %</i>

Ventilation des actifs et passifs d'impôts différés comptabilisés par grande catégorie :

	2004	2003
Différences temporaires	1 304	1 553
Reports fiscaux déficitaires	25 121	18 717
TOTAL	26 425	20 270

NOTES SUR LE BILAN

Note 6. Immobilisations incorporelles

	2003	Mouvements monétaires	Variations de périmètre et autres mouvements	Augmentations	Diminutions	Dotations aux amortissements	2004
Frais d'établissement	332	- 14	15	43	0	- 60	315
Concessions et brevets	5 040	1	4	1 038	- 63	- 468	5 552
Autres	20 145	- 237	952	13 172	- 1039	- 8 344	24 648
TOTAL	25 517	- 250	970	14 253	- 1 102	- 8 872	30 515

Note 7. Ecart d'acquisition

	2003	Mouvements monétaires	Variations de périmètre et autres mouvements	Augmentations	Diminutions	Dotations aux amortissements	2004
Groupe Signature	29 618	1	0	0	0	- 3 470	26 149
Groupe Plastic Omnium	113 172	- 2 168	21 054	149	- 511	- 9 877	121 819
TOTAL	142 790	- 2 167	21 054	149	- 511	- 13 347	147 968

COMPTES CONSOLIDÉS | ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

en milliers d'euros

Note 8. Immobilisations corporelles

	2003	Mouvements monétaires	Variations de périmètre et autres mouvements	Reclassements	Augmentations	Diminutions	Dotations aux amortissements	2004
Terrains, constructions et aménagements	170 382	- 289	- 4 999	5 848	- 3 670	- 3 608	- 9 370	154 293
Installations techniques, matériels et outillages	189 492	- 2 577	3 033	18 154	54 422	- 3 447	- 47 364	211 713
Autres	43 314	- 700	2 844	4 946	22 722	- 4 145	- 19 036	49 945
Immobilisations en cours	27 859	- 1 512	- 11	- 28 948	53 497	- 5 280	- 446	45 160
TOTAL	431 047	- 5 078	866	0	126 971	- 16 480	- 76 215	461 111

Note 9. Immobilisations financières

	2003	Mouvements monétaires	Variations de périmètre et autres mouvements	Quote-part dans les résultats des entreprises mise en équivalence	Augmentations	Diminutions	Dépréciation	2004
Titres de participation (sociétés non consolidées)	7 946	2	- 3 485		1 568	- 154	- 279	5 599
Titres mis en équivalence	21 774	- 1	- 1 005	2 113				22 880
Prêts	7 125	40	- 3 284		2 483	- 1 867	10	4 506
TOTAL	36 846	41	- 7 775	2 113	4 051	- 2 022	- 269	32 985

Les valeurs d'équivalence des sociétés déconsolidées ont été reclassées en 2003 et 2004 en « Titres de participation (sociétés non consolidées) ».

Les principales sociétés mises en équivalence et valeurs d'équivalence des sociétés déconsolidées sont les suivantes :

	Pourcentage détenu	Valeur d'équivalence au 31/12/04	Contribution au résultat consolidé
Inoplast SA	34 %	15 943	923
Inopart (anciennement Socodip)	49 %	6 938	1 190
Plastic Omnium AS*	100 %	- 360	-
Sociedad Plastic Omnium SA*	100 %	- 111	-
Fransaf Ltd*	100 %	1 131	-
3P NV*	100 %	353	-
TOTAL		23 894	2 113

* Sociétés sorties du périmètre de consolidation compte-tenu de leur activité nulle. La valeur d'équivalence représente la quote-part de capitaux propres au 1^{er} janvier 2000, augmentée de l'écart d'acquisition résiduel. Une provision pour dépréciation a été constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute.

Note 10. Stocks et en-cours

	2004	2003
Matières premières et approvisionnements	65 553	56 357
Moules, outillages et études	212 108	202 526
Autres en-cours de production	1 344	5 465
Produits finis	47 938	45 401
Marchandises	10 715	10 376
Sous-total	337 658	320 125
Provision pour dépréciation	- 11 710	- 25 286
TOTAL	325 948	294 839

Note 11. Créances clients et comptes rattachés

	2004	2003
Avances et acomptes versés	21 960	21 915
Créances clients et comptes rattachés	310 106	304 361
Sous-total	332 066	326 276
Provisions créances clients et comptes rattachés	- 6 634	- 6 916
TOTAL	325 432	319 360

Les créances clients ont une échéance inférieure à un an.

Note 12. Autres créances

	2004	2003
Créances financières	4 145	7 898
Autres créances	81 044	76 114
Sous-total	85 188	84 012
Provisions sur créances financières et autres créances	- 1 391	- 591
TOTAL	83 797	83 421

Les autres créances sont à échéance inférieure à un an.

Note 13. Disponibilités

	2004	2003
Valeurs mobilières de placement	36 901	23 288
Disponibilités	114 552	185 092
TOTAL	151 454	208 380

Le poste « Valeurs mobilières de placement » comprend notamment au 31 décembre 2004 :

- 11 415 titres Burelle SA pour un montant de 904 K€ et représentant 0,57 % du capital social, gérés au titre de l'animation du marché secondaire des titres de la société Burelle SA par un prestataire de services au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte déontologique reconnue par l'AMF,
- 654 100 titres Compagnie Plastic Omnium pour un montant brut de 22 392 K€ et net de 20 975 K€, représentant 6,99 % du capital social.

Les titres Compagnie Plastic Omnium sont détenus par la Compagnie Plastic Omnium. Ces achats ont été autorisés par les Assemblées Générales Ordinaires antérieures effectués en vue notamment de l'animation du marché secondaire du titre et de l'attribution d'options d'achat d'actions à des salariés et mandataires sociaux du Groupe.

Ces titres se répartissent ainsi :

- 180 000 actions propres achetées et affectées au plan d'options d'achat d'actions décidé par le Conseil d'Administration du 28 septembre 1999 et dûment autorisé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 24 juin 1999 ; le coût moyen d'achat de ces titres est de 35,70 €,
- 180 000 actions propres dédiées au plan d'options d'achat d'actions décidé par le Conseil d'Administration du 14 mai 2003 et autorisé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 16 mai 2002 ; le coût moyen d'achat de ces titres est de 33,82 €,
- 294 100 actions propres non encore définitivement affectées au 31 décembre 2004. Il sera proposé à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 avril 2005 d'affecter 180 000 actions à un plan d'options d'achat d'actions destiné à des salariés et mandataires sociaux du Groupe. Le coût moyen d'achat de ces titres est de 33,59 €. Les actions propres acquises au titre de l'animation du marché secondaire sont gérées dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec un prestataire de services et conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers.

COMPTES CONSOLIDÉS | ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

en milliers d'euros

Note 14. Provisions pour risques et charges

	31/12/03	Dotations	Reprises de provisions devenues sans objet	Utilisations	Ecarts de conversion	Impact périmètre et changement de méthode comptable*	31/12/04
Garanties clients	3 561	3 209	- 107	- 1 421	64	33	5 338
Réorganisation	5 968	4 211	- 505	- 2 633	2		7 044
Provisions pour impôts	1 433	1 313	- 187	- 117	5	55	2 502
Risques sur contrats	2 250	4 326	- 1 500	18	17		5 111
Garanties de passif	2 182	30		- 1 364			848
Sociétés déconsolidées	359						359
Titres d'autocontrôle	1 733		- 402				1 331
Litiges	5 909		- 5 909				
Autres	7 137	1 305	- 1 293	- 1 180	8	2 474	8 450
Provisions	30 531	14 394	- 9 903	- 6 698	96	2 562	30 982

Affectation des mouvements de provision par agrégat

	31/12/03	EBIT	Exceptionnel	Financier	Impôt	Ecarts de conversion	Impact périmètre et changement de méthode comptable*	31/12/04
Garanties clients	3 561	- 750	1 574	856		64	37	5 342
Réorganisation	5 968	- 1 328	3 307	- 906		2	1	7 044
Provisions pour impôts	1 433	- 25	34		1 000	5	55	2 502
Risques sur contrats	2 250	2 526	318			17	1	5 111
Garanties de passif	2 182	30	- 1 364					848
Sociétés déconsolidées	359							359
Titres d'autocontrôle	1 733			- 402				1 331
Litiges	5 909		- 5 909					
Autres	7 137	- 1 546	198	179		8	2 468	8 444
Provisions	30 531	- 1 093	- 1 842	- 273	1 000	96	2 562	30 982
dont utilisées		- 2 808	- 3 687	- 203				

* Comptabilisation au bilan des médailles du travail pour 1849 K€, au 31/12/04.

Note 15. Endettement financier net

	2004	- 1 an	+ 1 an - 5 ans	+ 5 ans	2003	- 1 an	+ 1 an - 5 ans	+ 5 ans
Dettes financières à long terme	166 167	0	166 167	0	259 933	0	259 933	0
Créances financières à long terme	- 4 496	0	- 4 496	0	- 7 125	0	- 7 125	0
Dettes financières à court terme*	209 006	209 006	0	0	113 404	113 404	0	0
Endettement net	370 677	209 006	161 671	0	366 212	113 404	252 808	0

* Les dettes financières à court terme comprennent les dettes financières à court terme diminuées des créances financières à court terme, des valeurs mobilières de placement et des disponibilités.

Détail de la dette financière nette par devises :

(en % de la dette financière)	2004	2003
Euro	74 %	73 %
US Dollar	22 %	27 %
Livre Sterling	2 %	- 1 %
Autres devises	2 %	2 %
TOTAL	100 %	100 %

Analyse de la dette financière brute par nature de taux d'intérêt :

(en % de la dette financière)	2004	2003
Taux variables couverts	67 %	61 %
Taux variables non couverts	24 %	31 %
Taux fixes	9 %	8 %
TOTAL	100 %	100 %

Le taux de financement moyen sur l'exercice 2004 s'élève à 4,2 % contre 4,3 % sur l'exercice 2003.

Au 31 décembre 2004, le groupe Burelle SA bénéficie de plusieurs ouvertures de crédit bancaire confirmé à échéance moyenne à 3 ans. Le montant de ces lignes bancaires confirmées est supérieur au montant des utilisations et s'élève à 623 millions d'euros. Le montant des lignes de crédits bancaires non utilisées au 31 décembre 2004 s'élève à 330 millions d'euros contre 211 millions d'euros au 31 décembre 2003.

Note 16. Dettes d'exploitation et autres dettes

	2004	2003
Avances et acomptes	23 042	22 045
Fournisseurs	425 010	362 370
Dettes fiscales et sociales	99 002	89 939
Dettes sur immobilisations	23 031	10 395
Autres dettes d'exploitation et comptes de régularisation	116 408	133 716
TOTAL	686 492	618 465

Les dettes d'exploitation ont une échéance inférieure à 1 an.

Note 17. Rémunérations des organes de direction

La rémunération totale ainsi que les avantages en nature font l'objet d'une information dans le rapport de gestion des comptes sociaux de Burelle SA ainsi que de la Compagnie Plastic Omnium.

Note 18. Relations avec les parties liées

Au 31 décembre 2004 Burelle Participations détient un compte courant de + 2 459 K€, intérêts compris, dans SIRH, la holding de reprise de l'hôtel Beau-Rivage.

NOTES DIVERSES

Effectifs à fin d'année

	2004	2003	Evolution
France	4 609	4 936	- 6,62 %
%	43,0 %	46,4 %	
Union Européenne hors France	3 438	3 210	7,10 %
%	32,1 %	30,1 %	
Hors Union Européenne	2 671	2 508	- 6,50 %
%	24,9 %	23,5 %	
TOTAL	10 718*	10 655	0,59 %

* Dont 2 241 pour la quote-part contrôlée des effectifs employés des entreprises consolidées par intégration proportionnelle.

Engagements donnés

	2004	2003
Engagements sociaux*	21 056	19 398
Autres engagements donnés	20 904	17 772
TOTAL	41 960	37 170

* Le montant des avantages du personnel est calculé au 31 décembre 2004 par application de la norme IAS19 sur la base d'une **évaluation actuarielle** (méthode des unités de crédits projetés avec services proratisés) intégrant :

- une hypothèse de date de départ à la retraite fixée selon les termes de la législation et en particulier pour les salariés français, à 61 ans pour les non cadres (départ volontaire) et à 65 ans pour les cadres (départ à l'initiative de l'employeur),
- des hypothèses de mortalité,
- des probabilités de départ avant la retraite pour les personnels actifs,
- des estimations d'évolution de salaires jusqu'à l'âge de la retraite,
- des taux financiers d'actualisations et d'inflation,
- des hypothèses de rentabilité à long terme pour les actifs investis en vue de couvrir les engagements de retraite,
- la prise en compte immédiate des écarts actuariels (non étalement).

Les **taux financiers d'actualisation** retenus au 31 décembre 2004 sont :

- Pour la France 4,5 % pour les indemnités de départ à la retraite 4,25 % pour les médailles du travail
- Pour la Zone Euro 4,5 %
- Pour la Zone US 6,0 %

Les **taux d'inflation** retenus sont de 2 % l'an pour la zone Euro et de 2,5 % l'an sur la zone US.

Pour les autres sociétés étrangères, les différentiels de taux sont déterminés en considération des conditions locales.

A fin 2004, les engagements sur médailles du travail sont comptabilisés au bilan et ne font donc plus partie des engagements hors bilan.

COMPTES CONSOLIDÉS | ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

en milliers d'euros

Au 31 décembre 2004, après élimination des opérations réciproques, les instruments financiers souscrits assurent :

- dans le cadre de la gestion des taux d'intérêt dont l'échéance est à plus d'1 an, une couverture économique contre une hausse des taux d'intérêt sur un montant nominal de 100 millions de dollars et 330 millions d'euros au 31 décembre 2004,
- dans le cadre de la gestion du risque de change dont l'échéance est au plus à 1 an, une couverture économique sur une position nette d'un montant équivalent à 10 millions d'euros,
- dans le cadre de l'utilisation des excédents de trésorerie constatés en euros et des besoins de financement exprimés par les membres en US dollars, des opérations de swap de change ont été réalisées pour un montant équivalent à 33 millions d'euros.

Les engagements donnés relatifs à la couverture du risque de change et des swaps de change se décomposent ainsi :

Engagements	Couverture du risque de change*	Swap de change*
GBP/EURO	0	0
USD/GBP	3	2
USD/EURO	11	44

* En millions d'unités exprimées dans la devise d'engagement contre euro ou autre devise.

Vente parfaite d'actifs

En 2004, le Groupe a mis en place un programme de cession de créances commerciales de 150 M€ détenues sur les constructeurs automobiles et de 67 M€ sur les collectivités locales, répondant aux critères de déconsolidation selon l'IAS 39. Au 31 décembre 2004, le montant de la vente parfaite de ces créances s'est élevé à 141 M€.

Immobilisations en crédit-bail (en millions d'euros)

Nature des immobilisations	Coût d'entrée en capital	Amortissements		Valeurs nettes	Emprunts	Intérêts financiers		Redevances	
		Exercice	Cumulés			2004	A payer	2004	A payer*
Terrains	2	0	0	2				0	0
Constructions	67	- 4	- 28	38				7	25
Installations techniques, matériel et outillages	25	- 3	- 14	11				5	7
Autres	55	- 11	- 22	33				13	34
TOTAL	148	- 18	- 64	84	80	3	8	24	66

* Part à 1 an des redevances de crédit-bail immobilier et mobilier restant à payer : 19 M€.

Evolution des monnaies

	2004			2003		
	Ouverture	Moyen	Clôture	Ouverture	Moyen	Clôture
Euro	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000
Livre Sterling	0,705	0,679	0,705	0,651	0,693	0,705
Dollar US	1,263	1,246	1,362	1,049	1,142	1,263
Réal Brésilien	3,626	3,628	3,614	3,689	3,481	3,626
Peso Argentin	3,667	3,670	4,051	3,532	3,359	3,667
Bath Thaïlandais	50,043	50,191	53,145	44,883	47,301	50,043
Couronne Slovaque	41,169	40,016	38,745	41,503	41,440	41,169
Livre Turque (1000)	1 773,050	1 779,359	1 838,235	1 739,130	1 703,578	1 773,050
Rand Sud Africain	8,328	7,942	7,690	9,009	8,448	8,328
Won Coréen	1 506,024	1 416,543	1 410,049	1 243,766	1 362,398	1 506,024
Yen Japonais	133,049	133,908	139,650	124,390	131,596	133,049
Zloty Polonais	4,702	4,517	4,085	4,021	4,449	4,702

Libellé juridique	% d'intérêts	Méthode de consolidation	Siège des entités françaises	SIREN
France				
Burelle SA	Société Mère		19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	785 386 319
Atlas SAS	75,0	G	169 chemin des Cardelines - 06370 Mouans Sartoux	695 821 322
Compagnie Plastic Omnium SA	52,0	G	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	955 512 611
Compagnie Signature SAS	100,0	G	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	384 032 629
Caraïbes Collecte Collectivités SAS****	52,0	G	36 Avenue de l'Emancipation - 97200 Fort de France	412 084 055
Burelle Participations SA	100,0	G	1 rue François 1 ^{er} - 75008 Paris	440 050 144
Euroliners SAS	100,0	G	Route de Metz - 57200 Boulay	779 855 543
Financière de Marquage SARI***	100,0	G	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	379 043 276
Plastic Omnium Finance GIE	52,0	G	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	392 860 490
Ludoparc SAS	52,0	G	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	352 212 427
Métroplast SAS	52,0	G	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	330 026 656
Plastic Omnium Auto Extérieur SA	52,0	G	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	410 313 647
Plastic Omnium Auto Exteriors SAS	52,0	G	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	410 313 555
Plastic Omnium Auto SAS	52,0	G	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	885 680 322
Plastic Omnium Caraïbes SAS	52,0	G	36 Avenue de l'Emancipation - 97200 Fort de France	332 127 638
Plastic Omnium Gestion SNC	52,0	G	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	410 314 207
Plastic Omnium Guyane SAS	52,0	G	17 Lot Calimbe - 97300 Cayenne	384 992 319
Plastic Omnium Médical SA*****	52,0	G	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	388 056 962
Plastic Omnium Plastiques				
Hautes Performances SAS	52,0	G	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	775 726 177
Plastic Recycling - SAS	26,0	P	Zone d'activités du Monay Saint Eusebe 71210 Montchanin	353 047 798
Plastic Omnium Services SAS	52,0	G	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	350 686 408
Plastic Omnium Systèmes Urbains SA	52,0	G	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	778 151 944
Produits Plastiques Performants - 3 P SA	52,0	G	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	410 314 322
La Réunion Ville Propre SA**	52,0	G	132 rue Charles Darwin - 97420 Le port	324 927 789
Société d'Applications Routières SAS	100,0	G	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	662 024 660
SDS SA	49,4	P	Zone Industrielle de cenon - 33370 Artigues	301 331 435
Signature Holding SAS	100,0	G	4 rue de l'Acadie - 91940 Les Ulis	340 809 730
Signature SA	100,0	G	Zone de Berroueta - 64122 Urrugne	552 721 193
Signature Traffic Systems SAS	100,0	G	Zone de Berroueta - 64122 Urrugne	327 357 851
Signalisation Sécurité SARL	100,0	G	14 chemin Vordorer Semmweg - 68000 Colmar	390 875 797
Farcor SAS	100,0	G	Le Pré Guillaume ZA de Lumbin - 38660 Lumbin	313 052 664
Sodilor SAS	100,0	G	Rue du Champs de Mars - 57200 Sarreguemines	657 380 531
Sofiparc SAS	100,0	G	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	351 529 581
Sectra	49,4	P	190 allée des deux poteaux - 33127 St Jean d'Illac	394 227 805
Transit SAS	52,0	G	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	410 314 744
Vandipaint SA	100,0	G	22 rue Georges Pompidou - 78690 Les Essarts le Roi	384 260 246
Inoplastic Omnium SAS	26,0	P	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	421 362 542
Inergy Automotive Systems France SA	26,0	P	18 rue de Calais - 75009 Paris	324 925 106
Inergy Automotive Systems SA	26,0	P	18 rue de Calais - 75009 Paris	428 897 508
Inergy Automotive Systems Management SA	26,0	P	18 rue de Calais - 75009 Paris	410 314 090
Inoplast SA	17,7	E	Le Berlioz - Domaines de la Gare - 07100 Annonay	306 348 632
Inopart (anciennement Socodip)	25,5	E	Le Berlioz - Domaines de la Gare - 07100 Annonay	315 920 298
Valéo Plastic Omnium SNC	26,0	P	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	433 798 808
Beauvais Diffusion SA	52,0	G	6 avenue de Scandinavie - 91940 Les Ulis	309 567 261
Techniques et Matériels de Collecte - "Temaco"	52,0	G	240 rue Louis Dubreuil - 13793 Aix en Provence	302 396 189
Eco Ouest Environnement SARL*	52,0	G	ZI "La croix rouge" - rue Jean Monnet - 44260 Malville	398 139 717
Plastic Omnium Environnement Guyane SAS*	52,0	G	ZI "Cogneau Lavirot" - 97351 Cayenne	434 185 864

Libellé juridique	% d'intérêts	Méthode de consolidation		
Afrique du Sud				
Inergy Automotive Systems South Africa LTD	26,0	P		
Plastic Omnium Urban Systems (Pty) LTD	52,0	G		
Allemagne				
3P - Performance Plastics Products GMBH	52,0	G		
Berlak GMBH	100,0	G		
Compagnie Signature GMBH	100,0	G		
Signature Verkehrstechnik GMBH	100,0	G		
Signature Stadtmobiliär GMBH	100,0	G		
Signature Markierstechnik	100,0	G		
Plastic Omnium Automotive Components GMBH	52,0	G		
Plastic Omnium Entsorgungstechnik GMBH	52,0	G		
Inergy Automotive Systems Germany GMBH	26,0	P		
Signature Deutschland GMBH*	100,0	G		
HBPO GMBH*	17,3	P		
HBPO Germany GMBH*	17,3	P		
Argentine				
Inergy Automotive Systems Argentina SA	26,0	P		
Belgique				
Didier Vandenweghe NV	100,0	G		
Plastic Omnium Automotive NV	52,0	G		
Plastic Omnium NV	52,0	G		
Inergy Automotive Systems Belgium Research NV	26,0	P		
Inergy Automotive Systems Belgium SA	26,0	P		
Vandipaint NV	100,0	G		
Brésil				
Inergy Automotive Systems do Brasil LTDA	26,0	P		
Plastic Omnium do Brasil LTDA	52,0	G		
Canada				
Inergy Automotive Systems Canada INC	26,0	P		
Chili				
Plastic Omnium SA Chili	52,0	G		
Corée du Sud				
Inergy Automotive Systems Co. LTD	26,0	P		
Posedo	26,0	P		
SHB Korea*	8,7	P		
Espagne				
Compania Plastic Omnium SA	52,0	G		
Plastic Omnium Equipamientos Exteriores SA	52,0	G		
Plastic Omnium Sistemas Urbanos SA	52,0	G		
Inergy Automotive Systems Valladolid SL	26,0	P		
3P - Productos Plasticos Performantes SA	52,0	G		
Inergy Automotive Systems SA	26,0	P		
Valeo Plastic Omnium SL	26,0	P		
Signature Senalizacion SA	100,0	G		
Ludoparc Espagne	52,0	G		
Inoplastic Omnium SA	26,0	P		
Ciucalimp SA	52,0	G		
Jv Ute Posa Focsa Ute I	26,0	P		
Jv Ute Posa Focsa Ute II	26,0	P		
Jv Ute Posa Focsa Ute III	26,0	P		
HBPO Iberia SL*	17,3	P		
Etats-Unis				
Epsco International INC	52,0	G		
Plastic Omnium Auto Exteriors LLC	52,0	G		
Performance Plastics Products - 3 P INC.	52,0	G		
Plastic Omnium INC	52,0	G		
Plastic Omnium Industries INC	52,0	G		
Inergy Automotive Systems (USA) LLC	26,0	P		
Plastic Omnium Urban System INC	52,0	G		
HBPO North America INC*	17,3	P		
Italie				
Plastic Omnium SpA***	52,0	G		
Plastic Omnium-Lander SpA	52,0	G		
Produits Plastiques Performants - 3P SpA	52,0	G		
Irlande				
Inergy Automotive Systems Reinsurance LTD*	26,0	P		
Japon				
Inergy Automotive Systems KK	26,0	P		
Plastic Omnium KK	52,0	G		
Mexique				
Plastic Omnium Auto Exteriores SA de CV	52,0	G		
Plastic Omnium Automovil SA de CV	52,0	G		
Plastic Omnium Auto Exteriores Ramos				
Arizpe SA de CV	52,0	G		
Plastic Omnium del Bajio SA de CV*	52,0	G		
Inergy Automotive Systems Mexico SA de CV	26,0	P		
Inoplastic Omnium SA de CV	26,0	P		
Inoplastic Omnium Industrial SA de CV	26,0	P		
Plastic Omnium Sistemas Urbanos SA de CV	52,0	G		
HBPO Mexico SA de CV*	17,3	P		
Pays-Bas				
Plastic Omnium BV	52,0	G		
Plastic Omnium International BV	52,0	G		
Performance Plastics Products - 3 P BV	52,0	G		
Pologne				
Inergy Automotive Systems Poland SP ZOO	26,0	P		
Plastic Omnium Auto Exteriors SP ZOO*	52,0	G		
Portugal				
Plastic Omnium SA Portugal	52,0	G		
République Tchèque				
HBPO CZECH S.R.O.*	17,3	P		
Roumanie				
Inergy Automotive Systems Romania*	26,0	P		
Royaume-Uni				
Performance Plastics Products - 3P LTD	52,0	G		
Plastic Omnium Automotive LTD	52,0	G		
Plastic Omnium LTD	52,0	G		
Plastic Omnium Urban Systems LTD	52,0	G		
Inergy Automotive Systems UK LTD	26,0	P		
Road Signs Franco LTD	100,0	G		
Signature LTD	100,0	G		
Slovaquie				
Plastic Omnium Auto Exteriors SRO	52,0	G		
Inergy Automotive Systems Slovaquia SRO	26,0	P		
HBPO Slovakia SRO*	17,3	P		
Suède				
Plastic Omnium AB	52,0	G		
Suisse				
Plastic Omnium International AG	52,0	G		
Plastic Omnium AG	52,0	G		
Plastic Omnium RE AG*	56,8	G		
Signal AG	50,0	G		
Tchèque				
Vodorovne Dopravni Znacent SAR SRO	100,0	G		
Thaïlande				
Inergy Automotive Systems (Thailand) LTD	26,0	P		
Turquie				
BPO AS	26,0	P		

G : Intégration globale P : Intégration proportionnelle E : Mise en équivalence
* Sociétés nouvellement consolidées ** Variation du pourcentage de consolidation
*** Société liquidée **** Société créée le 08/04/04 ***** Société créée le 01/04/04

Exercice clos le 31 décembre 2004

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Burelle relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2004, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard, des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note III de l'annexe intitulé « Changements de méthode comptable » et relatif à l'impact de la première comptabilisation des médailles du travail conformément à l'avis du CNC 2004-05 du 25 mars 2004.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 225-235, du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note III de l'annexe dans sa partie relative aux écarts d'acquisition précise que ceux-ci font l'objet d'un amortissement exceptionnel lorsque la rentabilité constatée ou les perspectives d'avenir de la société concernée ne permettent pas de maintenir la valeur nette de ces actifs au bilan consolidé. Nous avons revu les méthodes d'évaluation utilisées par votre société ainsi que les calculs effectués.
- La note III de l'annexe dans sa partie relative aux encours de production et services indique que les encours incluent les coûts engagés à la demande des constructeurs pour le développement et l'étude des équipements de nouveaux modèles de voitures, si ces dépenses sont financées par le client, ou si les projets concernés permettent de dégager une rentabilité suffisante. Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par votre société pour l'évaluation de la rentabilité attendue de ces projets sur la base des éléments disponibles à ce jour.
- La note III de l'annexe dans sa partie relative aux impôts différés précise que des actifs d'impôts sont constitués pour tenir compte des déficits reportables dès l'exercice où la probabilité de récupération apparaît effective. Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par votre société pour l'évaluation du caractère récupérable de ces déficits fiscaux, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et avons mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes.

Dans le cadre de notre appréciation de ces différentes estimations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des modalités retenues et des évaluations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations, données dans le rapport sur la gestion du Groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris et Lyon, le 11 avril 2005

Les Commissaires aux Comptes

Bernard Chabanel

Mazars & Guérard
Jean Videlaïne

COMPTES CONSOLIDÉS | RAPPORT DU PRÉSIDENT

prévu par l'article L. 225-37 du Code de Commerce (art. 117 de la Loi de Sécurité financière) au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2004.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du Code de Commerce, l'objet de ce rapport est de rendre compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la société.

I. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration de Burelle SA est composé de dix administrateurs dont cinq sont indépendants, n'entretenant avec la société aucune relation risquant de compromettre leur liberté de jugement. Chaque administrateur est nommé pour une durée de 3 ans, renouvelable sans limitation et doit détenir statutairement au moins 100 actions pendant la durée de son mandat.

Le Conseil d'Administration participe à l'élaboration de la stratégie. Assisté du Comité des Comptes, il contrôle la gestion et veille à la fiabilité et à la qualité des informations fournies aux actionnaires et au marché.

En 2004, le Conseil d'Administration s'est réuni trois fois, avec un taux de présence de 93 %.

Le Comité des Comptes a pour objectif de s'assurer de la transparence des informations financières fournies par le Groupe. Ainsi, il est chargé d'examiner les comptes avant leur présentation au Conseil d'Administration et donne son opinion sur :

- l'application et la pertinence des principes et méthodes comptables retenus,
 - la couverture des zones de risques et la justification des provisions et des engagements hors bilan,
 - l'évolution des résultats et de la trésorerie,
- Il s'informe des procédures de contrôle interne.

Le Comité des Comptes se réunit au moins deux fois par an, préalablement à l'arrêté des comptes semestriels et annuels, et rend compte au Conseil d'Administration. Il est composé de trois administrateurs indépendants. Sa présidence est assurée par M. Dominique Léger.

Le Secrétaire Général et le Directeur Financier ainsi que le Collège des Commissaires aux Comptes sont invités à participer aux délibérations du Comité des Comptes.

Dans le cadre du passage aux normes IFRS au 1^{er} janvier 2005, le Comité des Comptes s'est fait informer de son déploiement par la Direction Financière du Groupe, en présence des Commissaires aux Comptes.

II. LIMITATIONS DES POUVOIRS DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

En application des dispositions de la loi du 15 mai 2001 sur les nouvelles régulations économiques (NRE), les statuts de la société ont été modifiés lors de l'Assemblée Générale du 23 mai 2002 afin de permettre au Conseil d'Administration de se prononcer sur une éventuelle séparation des fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général.

Le Conseil d'Administration du 26 septembre 2002 a décidé de ne pas dissocier les fonctions de Président et de Directeur Général.

Le Conseil n'a pas apporté de limitation particulière aux pouvoirs du Président - Directeur Général qui exerce ceux-ci dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs attribués par la loi au Conseil d'Administration.

III. PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE

Ce rapport présente de manière descriptive le système de contrôle interne de Burelle SA, holding financier du groupe Burelle. Portant sur le contrôle interne d'une société mère, il s'attache donc particulièrement à présenter les procédures visant à optimiser le contrôle de celle-ci sur ses filiales et participations et à garantir notamment la fiabilité des comptes consolidés.

1. Objectifs de la société en matière de procédures de contrôle interne

Les procédures de contrôle interne en vigueur chez Burelle SA ont pour objet :

- d'une part, de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements des personnels s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités de l'entreprise par les organes sociaux, par les lois et règlements applicables, et par les valeurs, normes et règles internes à l'entreprise,
- d'autre part, de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux de la société reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la société.

L'un des objectifs du système de contrôle interne est de prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise et les risques d'erreurs ou de fraudes, en particulier dans les domaines comptable et financier. Comme tout système de contrôle, il ne peut cependant fournir une garantie absolue que ces risques sont totalement éliminés.

2. Description synthétique des procédures de contrôle mises en place

a. Les acteurs du contrôle interne du Groupe

Burelle SA est le holding financier du groupe Burelle comprenant :

- la Compagnie Plastic Omnium, filiale industrielle contrôlée à 51,6 %,
- la Compagnie Signature, filiale industrielle contrôlée à 100 %,
- la société Sofiparc, contrôlée à 100 %, qui détient et gère le patrimoine immobilier non industriel du Groupe,
- la société Burelle Participations, société de capital investissement contrôlée à 100 %.

Outre son Conseil d'Administration, le principal organe de contrôle de Burelle SA est le **Comité Burelle**. Celui-ci a pour mission de veiller à la bonne marche des affaires du Groupe en dehors des réunions des différents Conseils d'Administration des sociétés constituantes. Pour chacune des principales entités, il examine l'activité, les grands développements, les résultats mensuels et le suivi des questions importantes. Il est constitué du Président-Directeur Général et des trois Directeurs Généraux Délégués. Il se réunit une fois par mois.

Le Président-Directeur Général de Burelle SA est Président ou membre des Conseils d'Administration des principales sociétés du Groupe. **Les Directeurs Généraux Délégués de Burelle SA** sont membres des Conseils d'Administration des principales filiales et des sous-filiales de Burelle SA, soit en tant que Président-Directeur Général ou Vice-Président, soit en tant qu'administrateur, dans certains cas aux côtés d'administrateurs externes au Groupe.

Les deux principales filiales du groupe Burelle, la Compagnie Plastic Omnium et la Compagnie Signature, sont gérées et supervisées au niveau opérationnel par un **Comité de Direction** qui se réunit une fois par mois pour débattre de façon collégiale des activités courantes et des perspectives.

Ce Comité de Direction examine de façon transversale les objectifs commerciaux, les investissements industriels, les sujets sociaux et légaux, les axes de recherche et développement, les opérations de fusions-acquisitions et les aspects financiers et budgétaires.

Depuis début 2003, le Comité de Direction examine chaque mois un rapport de développement durable, intégrant toutes les données de sécurité, d'environnement et de mise aux normes de chaque site du Groupe dans le monde.

L'ensemble des grandes hypothèses et orientations de la Compagnie Plastic Omnium, de la Compagnie Signature et de leurs filiales respectives sont ensuite validées par la Direction Générale et présentées au Conseil d'Administration compétent.

La Compagnie Plastic Omnium contrôle également 50 % du capital d'Inergy Automotive Systems et 33,33 % de HBPO : ces sociétés sont supervisées trimestriellement par un Conseil d'Administration composé des représentants des maisons-mères.

Un département d'audit interne a été mis en place en 1996. Composé de trois auditeurs expérimentés, il est rattaché à la Direction Financière. Il rapporte systématiquement au Directeur Financier du Groupe et au Secrétaire Général et, sur demande, au Président-Directeur Général. Son rôle est d'assister le management des filiales et du Groupe par une démarche d'analyse indépendante et la poursuite des objectifs de contrôle et de conseil suivants :

- permettre l'optimisation des performances de chaque entité en mettant en évidence des axes d'amélioration,
- garantir l'intégrité, la pertinence et la permanence des informations financières remontées au Groupe,
- s'assurer de l'application des lois en vigueur dans le pays,
- s'assurer de l'application des procédures mises en place par le Groupe,
- assurer la protection et la sauvegarde du patrimoine.

Chaque site ou filiale du Groupe est audité au moins une fois tous les trois ans. Pour Inergy Automotive Systems, les missions d'audit interne sont réalisées conjointement avec les auditeurs du groupe Solvay.

En 2004, 29 missions d'audit interne ont été réalisées. Aucune d'entre elles n'a révélé de dysfonctionnements majeurs pouvant remettre en cause l'efficacité du contrôle interne au sein du Groupe.

b. Informations synthétiques sur les procédures de contrôle internes mises en place par la société

Les employés de Burelle SA, de la Compagnie Plastic Omnium et de la Compagnie Signature doivent respecter un **code de conduite** qui formalise leur engagement éthique. Ce code de conduite s'applique à ces sociétés et à toutes leurs filiales et sociétés affiliées dans lesquelles elles détiennent une participation majoritaire. La Compagnie Plastic Omnium et la Compagnie Signature exercent toute leur influence et leurs droits pour encourager leurs autres filiales à mettre en place des lignes de conduite cohérentes avec les dispositions de ce code.

Basé sur le respect des règles de droit, ce code de conduite aborde les domaines de l'emploi, de la sécurité, de l'environnement. Il définit également la nature des relations que Burelle SA, la Compagnie Plastic Omnium et la Compagnie Signature souhaitent avoir avec leurs partenaires (clients, actionnaires, fournisseurs...) dans le cadre de leur politique de développement durable, et particulièrement dans celui de leur développement à l'international. Identifiant les bonnes pratiques, il fixe ainsi les conduites à tenir dans les conditions d'un marché globalisé.

Les procédures de contrôle interne à l'intérieur du groupe Burelle reposent par ailleurs sur un manuel des procédures qui comprend les principales règles groupe comptables, de fonctionnement et d'engagement de dépenses.

Les procédures comptables : dans le cadre du passage aux normes IFRS au 1^{er} janvier 2005, l'ensemble des procédures comptables a été revu et audité par les Commissaires aux Comptes. Ces procédures sont en vigueur pour l'ensemble du périmètre de Burelle SA.

Les procédures de fonctionnement recensent l'étendue des responsabilités internes et externes attribuées à chaque directeur opérationnel ou fonctionnel ainsi que les délégations de pouvoir que chacun d'eux est susceptible d'attribuer. Les différents pouvoirs accordés et/ou délégués sont soumis à un double contrôle préalable de la Direction Générale et de la Direction Générale de la Division Opérationnelle concernée le cas échéant.

Ces procédures de fonctionnement précisent par ailleurs les limites de pouvoirs apportées aux membres du personnel nommés mandataires sociaux des sociétés à l'intérieur du Groupe, aux plans juridique, financier, personnel et commercial.

Enfin, elles définissent les règles et les responsabilités respectives du groupe/des divisions/des filiales/des sites industriels ou des établissements commerciaux dans différents domaines clés.

COMPTES CONSOLIDÉS | RAPPORT DU PRÉSIDENT

prévu par l'article L. 225-37 du Code de Commerce (art. 117 de la Loi de Sécurité financière) au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2004.

Les procédures d'engagement fixent les autorisations nécessaires pour engager une dépense, notamment un investissement, une embauche, des frais généraux (location, honoraires, frais de communication et de marketing). Chacune de ces dépenses doit faire l'objet d'une autorisation avant son engagement, suivant un circuit d'autorisation reposant sur différents niveaux hiérarchiques de signatures avec des plafonds correspondant à chaque niveau. Le niveau le plus élevé est celui du Président-Directeur Général.

Ces procédures régissent également les autorisations bancaires.

Suivi des principaux risques

Risques de marché

La trésorerie du groupe Burelle est gérée au niveau mondial à travers une entité du Groupe qui traite des risques de change, de taux et de liquidité.

La stratégie en matière de risque de marché est mise en œuvre par la Direction Financière Groupe après validation par le Président-Directeur Général.

Burelle SA, la Compagnie Plastic Omnium, la Compagnie Signature et Sofiparc possèdent leurs propres lignes de crédit et de cessions de créances. La position de trésorerie de chaque entité est suivie hebdomadairement.

• Risque de change

Burelle SA, à travers ses principales filiales industrielles Compagnie Plastic Omnium et Compagnie Signature, a une activité qui repose essentiellement sur des usines de proximité. De ce fait, le Groupe est peu soumis aux fluctuations de change, hormis pour la conversion comptable des états financiers.

Pour réagir aux fluctuations de change, la politique du Groupe consiste à couvrir systématiquement et sans spéculation le risque de change né d'opérations transfrontalières. Cette couverture est réalisée uniquement par la trésorerie centrale groupe en liaison avec les filiales et les pays.

• Risque de taux

Le risque de taux est géré pour la dette nette consolidée du Groupe avec pour objectif principal de garantir une couverture de 3 à 5 ans des risques, permettant d'assurer la rentabilité de l'exploitation au regard du ratio résultat d'exploitation/frais financiers.

Au 31 décembre 2004, 72 % de la position de taux sur dettes en euros et 91 % de la position de taux sur dettes en dollars est couverte à moyen terme par des instruments financiers qui sont exclusivement des caps et des swaps.

• Risque de liquidité

Le Groupe doit disposer à tout moment des ressources financières suffisantes pour financer l'activité courante et les investissements nécessaires à son développement mais également pour faire face à tout événement à caractère exceptionnel.

Cet objectif est assuré par le recours aux marchés de capitaux sous la forme d'une part de ressources à long terme venant sécuriser sur une longue période le niveau de son endettement net (lignes de crédit moyen terme et programme de cession de créances) et d'autre part, d'instruments financiers à court terme (billets de trésorerie).

La situation de trésorerie de la Compagnie Plastic Omnium et de la Compagnie Signature fait l'objet d'un rapport de synthèse remis chaque lundi à leur Président-Directeur Général.

Au 31 décembre 2004, les ressources financières confirmées à moyen terme s'élèvent à 623 millions d'euros pour des besoins actuels de 371 millions d'euros.

• Risque sur actions

Le risque sur actions concerne essentiellement :

– les titres *autodétenus* de la Compagnie Plastic Omnium, inscrits en valeurs mobilières de placement, soit 654 100 actions au 31 décembre 2004. Une variation de 10 % par action implique une plus ou moins value brute de 2,3 millions d'euros,

– les titres *autodétenus* de Burelle SA, inscrits en valeurs mobilières de placement, soit 11 415 actions au 31 décembre 2004. Toute variation du cours de bourse par rapport au cours d'achat de 81,19 € génère une plus-value latente ou une moins-value comptable.

Tout achat ou vente de titres en *auto-détention*, dont l'utilisation a préalablement été autorisée par l'Assemblée Générale, est du ressort exclusif du Président-Directeur Général.

Risques opérationnels

• Risques liés à l'environnement

Les deux filiales industrielles de Burelle SA, la Compagnie Plastic Omnium et la Compagnie Signature, ont mis en œuvre une politique en matière d'hygiène, de sécurité et d'environnement en faveur de leurs employés et du respect de leur environnement, décrite pour la Compagnie Plastic Omnium dans un rapport développement durable spécifique.

Cette politique est déployée au sein de chaque filiale par le biais de réseaux internes coordonnés par un responsable Sécurité, avec une volonté de responsabilisation des différents acteurs. Elle a pour objectif de mettre en place progressivement un système de management environnemental (SME). Elle est pilotée par le Comité de Direction, qui suit mensuellement la performance en matière de sécurité et d'environnement de tous les sites du Groupe dans le monde.

Les Directeurs de filiales et de division sont responsables de la gestion et du suivi des risques liés à l'environnement en coordination avec le Secrétaire Général.

• Risques liés aux produits et services vendus

Le Groupe est exposé au risque d'actions en garantie ou en responsabilité de la part de ses clients au titre des produits et services vendus. Les risques actuels sont raisonnablement provisionnés.

Il est également soumis au risque d'actions en responsabilité en cas de défaut des produits et services vendus provoquant des dommages. Pour se prémunir de ce risque, Compagnie Plastic Omnium et Compagnie Signature ont souscrit une assurance garantissant les conséquences financières de ces réclamations.

- **Risques projets automobiles (Compagnie Plastic Omnium)**

Toute acceptation d'un projet automobile fait l'objet d'une étude de rentabilité standardisée avec des critères de rentabilité et de retour sur investissements fixés par la Direction Générale de la Division Automobile concernée.

Une fois le projet accepté, il est suivi, de son démarrage jusqu'à 6 mois après le démarrage en production, en tranches d'étapes (« jalons ») où toutes les données financières et techniques sont analysées et corrigées si besoin.

- **Risques clients**

A chaque Comité de Direction, le Directeur Financier Groupe remet à tous les membres l'état des en-cours et des échus par filiale, par pays et par activité. Par ailleurs, un état des litiges de toutes sortes est suivi par le Secrétaire Général et présenté de façon régulière au Président-Directeur Général de Compagnie Plastic Omnium et de Compagnie Signature.

Assurance - Couverture des risques

Il a été mis en place un programme mondial d'assurances comportant les mêmes garanties pour toutes les sociétés filiales.

Ce programme est accompagné de polices locales dans tous les pays où le Groupe est implanté. Ce programme porte sur l'ensemble des risques qui pourraient affecter ses activités, ses résultats ou son patrimoine et validé une fois par an par le Président-Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium et de la Compagnie Signature.

Les couvertures et les montants de garantie sont conformes à la pratique du secteur.

c. Contrôle interne relatif à l'élaboration de l'information financière et comptable de la société mère

La fonction comptable est décentralisée en filiale. Il existe un premier niveau de contrôle et d'analyse des états financiers des filiales au niveau de la division opérationnelle pour la Compagnie Plastic Omnium et de la holding de tête pour la Compagnie Signature. La Direction Financière du Groupe représente un deuxième niveau de contrôle de ces éléments, avec un rôle supplémentaire d'homogénéisation de l'information financière produite localement et de production d'information financière consolidée.

Les principales missions de la Direction Financière Groupe, qui orientent le contrôle interne relatif à l'élaboration de l'information financière et comptable de Burelle SA, sont donc les suivantes :

- suivi centralisé de la trésorerie du Groupe,
- définition des normes financières groupe et gestion centralisée des systèmes d'information financière,
- production et contrôle de l'information financière du Groupe.

1. Suivi centralisé de la trésorerie du Groupe

La Direction Financière Groupe a mis en place en 1995 un suivi centralisé de la trésorerie comportant un cash pooling et un netting en temps réel au niveau mondial, qui permet de produire quotidiennement une situation de trésorerie de l'ensemble des filiales du Groupe.

L'entité de financement assure ainsi exclusivement, pour Burelle SA et l'ensemble de ses filiales, la gestion des financements, des flux et des risques de change et de taux.

Aucune société du Groupe hors Burelle SA, la Compagnie Plastic Omnium, la Compagnie Signature et Sofiparc, n'a de ligne de crédit en propre. Chacune d'elle se voit attribuer en début d'année une ligne de crédit interne : le montant de celle-ci est défini pour chaque mois après approbation par la Direction Générale du budget annuel mensualisé. Dès que cette ligne de crédit est utilisée à au moins 95 %, tout tirage supplémentaire doit être justifié par le Directeur Général de la filiale, le Directeur Général de la Division ou le Président-Directeur Général, selon les montants et les justifications produits à la Direction Financière Groupe.

Un reporting de trésorerie hebdomadaire est transmis chaque semaine à la Direction Générale Groupe.

2. Définition des normes financières groupe et gestion centralisée des systèmes d'information financière

L'homogénéité des états financiers du Groupe est d'abord garantie par l'adoption d'un plan de compte et de procédures comptables communs à toutes les entités du Groupe. Ce plan de compte et ces procédures comptables tiennent compte de la spécificité des différentes activités des filiales du Groupe et sont définis par la Direction Comptable et Fiscale qui est seule compétente pour le modifier.

Cette homogénéité est sécurisée par une gestion centralisée au niveau groupe des systèmes d'information financière qui concourent à la production de l'information financière de chaque filiale du Groupe : la comptabilité, le système de reporting et le système de consolidation. Les systèmes d'information financière sont en effet sous la seule responsabilité de la Direction Financière Groupe pour ce qui concerne leur définition, leur implantation et leur administration.

3. Production et contrôle de l'information financière du Groupe

L'information financière groupe est produite par la Direction Financière Groupe à l'occasion :

- du reporting mensuel et du process budgétaire,
- de la consolidation statutaire tous les six mois.

Toutes les filiales contrôlées par la Compagnie Plastic Omnium et par la Compagnie Signature entrent dans le périmètre du reporting. Le périmètre de la consolidation comprend en plus la société Sofiparc et Burelle Participations.

COMPTES CONSOLIDÉS | RAPPORT DU PRÉSIDENT

prévu par l'article L. 225-37 du Code de Commerce (art. 117 de la Loi de Sécurité financière) au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2004.

Reporting mensuel et process budgétaire

Le reporting mensuel est transmis en J+11 à la Direction Générale et analysé tous les mois en Comité de Direction.

Le reporting comprend un compte de résultat détaillé par destination. Il donne également, au niveau bilantiel, la marge brute d'autofinancement, les investissements, le besoin en fonds de roulement et la dette. Ces éléments sont fournis pour chaque filiale opérationnelle et chaque division.

Le reporting établit une comparaison de ces différents éléments, en mensuel et en cumul, avec le réalisé de l'année précédente et le budget de l'année en cours. Il en analyse les principales variations.

Il présente enfin chaque mois une prévision de l'activité sur les 3 mois à venir.

Le processus budgétaire est réalisé en parallèle du reporting. Il débute en septembre par l'élaboration du budget de l'année suivante par les filiales et divisions opérationnelles pour soumission à la Direction Générale en novembre et validation définitive en décembre puis présentation au Conseil d'Administration compétent. Ce budget est ré-estimé 3 fois en cours d'année, sans pour autant remettre en cause le budget initial qui reste la seule référence. Ces ré-estimations sont un moyen de gestion permettant d'affiner si nécessaire les plans d'actions et sont utilisées par la Direction Générale afin d'assurer une communication financière actualisée vis-à-vis de la communauté financière.

Ce budget s'appuie sur le plan stratégique, approuvé en juillet de l'année précédente par la Direction Générale, qui présente les prévisions à 5 ans pour le compte de résultat et le bilan, en fonction de la stratégie commerciale, industrielle et financière du Groupe et des divisions opérationnelles.

Consolidation statutaire semestrielle

La consolidation statutaire est établie semestriellement sur une application différente de celle du reporting. Elle est systématiquement rapprochée du reporting et les écarts analysés, ce qui fiabilise la production des comptes consolidés.

En ce qui concerne les engagements hors bilan :

- toutes les lettres d'intention relatives au périmètre du Groupe ou à son activité sont exclusivement signées par la Direction Générale à l'intérieur d'un montant maximum autorisé par le Conseil d'Administration,
- les engagements de retraite du Groupe sont calculés et validés par un organisme externe.

Aucun incident notable et significatif ne s'est produit en 2004 qui puisse remettre en cause l'efficacité du contrôle interne décrit ci-dessus.

PLAN D' ACTIONS POUR 2005

Burelle SA et ses filiales sont engagées depuis fin 2002 dans un projet visant à :

- fluidifier et simplifier les processus de remontée et de traitement de l'information,
- réduire les délais de production et de publication des comptes, dans le contexte de l'adoption des normes IFRS au 1^{er} janvier 2005.

Dans le cadre de cette démarche, ont été réalisés en 2004 :

- le choix et la mise en place d'un nouvel outil unifié de reporting et de consolidation, pour une utilisation dans toutes les filiales du Groupe au deuxième trimestre 2005,
- la définition d'un nouveau plan de compte groupe, général et analytique, aux normes IFRS, soutenu par la rédaction d'un manuel des procédures de comptabilisation,
- un plan de formation aux normes IFRS qui a concerné plus de 100 personnes,
- la poursuite de la démarche d'optimisation de la qualité et des délais.

Pour ce qui concerne plus précisément le passage aux normes IFRS, le Groupe, après avoir, en 2003, évalué l'analyse de l'impact sur les comptes 2002 et 2003, a, en 2004 :

- évalué le passage aux normes IFRS sur les capitaux propres d'ouverture 2004 et sur les comptes 2004 ; ces comptes pro-forma seront présentés avec les résultats semestriels 2005,
- établi son budget 2005 en normes IFRS,
- réalisé son reporting 2005 en normes IFRS dès le 1^{er} janvier 2005.

Le Groupe s'est donc préparé de telle sorte que la transition aux normes IFRS s'effectue en toute rigueur et transparence.

COMPTES CONSOLIDÉS | RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LE RAPPORT DU PRÉSIDENT

établi en application du dernier alinéa de l'article L.225-235 du Code de Commerce, sur le rapport du Président du Conseil d'Administration de la société Burelle pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Exercice clos le 31 décembre 2004

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de la société Burelle SA et en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L.225-235 du Code de Commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du Code de Commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2004.

Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations données dans le rapport du Président concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux selon la doctrine professionnelle applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations dans le rapport du Président concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des objectifs et de l'organisation générale du contrôle interne, ainsi que des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, présentés dans le rapport du Président ;
- prendre connaissance des travaux qui sous-tendent les informations ainsi données dans le rapport.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du Président du Conseil d'Administration, établi en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L.225-37 du Code de Commerce.

Fait à Paris et Lyon, le 11 avril 2005

Les Commissaires aux Comptes

Bernard Chabanel

Mazars & Guérard

Jean Videlaïne

Comptes Sociaux	61
Rapport de gestion	62
Compte de résultat	64
Bilan	65
Tableau des flux de trésorerie	66
Annexe aux comptes annuels	67
Tableau des filiales et participations	70
Rapport Général des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels	71
Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées	72
Résolutions soumises à l'Assemblée Générale Ordinaire	73
Liste de l'ensemble des mandats et fonctions	75
Résultats des cinq derniers exercices	79

ÉLÉMENTS FINANCIERS

Les prestations de services rendues aux filiales, Compagnie PO et sa filiale PO Gestion, Compagnie Signature, Sofiparc et Burelle Participations, composent le chiffre d'affaires 2004 d'un montant de 5,1 millions d'euros contre 4,2 millions d'euros en 2003.

Le résultat d'exploitation de l'exercice s'établit à -2,9 millions d'euros contre -2,7 millions d'euros en 2003 et résulte, pour l'essentiel, des charges liées au statut de holding de Burelle SA.

Le résultat financier présente un profit de 2,8 millions d'euros contre un profit de 3,1 millions d'euros en 2003. Cette évolution résulte, pour l'essentiel, de l'augmentation du dividende versé par Compagnie Plastic Omnium de 1 euro par action en 2004 contre 0,8 euro par action en 2003.

La qualité de tête du groupe fiscal Burelle intégrant Sofiparc et les principales filiales françaises du groupe Signature, permet à la société de dégager un crédit d'impôt de 2,8 millions d'euros contre 0,8 million d'euros en 2003.

Le résultat net se traduit en conséquence par un profit de 2,6 millions d'euros en 2004 contre un profit de 1,1 million d'euros en 2003.

Au cours de l'année 2004, Burelle SA a poursuivi son programme d'achats d'actions propres. Le montant des achats d'actions propres comptabilisées en titres immobilisés s'est élevé pour l'année 2004 à 8,4 millions d'euros. Au cours de l'exercice, Burelle SA a acheté 2 771 actions et a vendu 4 816 actions dans le cadre du contrat de liquidité géré par un prestataire habilité.

La participation de Burelle SA dans le capital de la société Compagnie Plastic Omnium, et des sociétés Compagnie Signature, Sofiparc et Burelle Participations restent inchangés; les taux de détention respectifs sont de 51,6 % pour la société Compagnie Plastic Omnium, et de 100 % pour les sociétés Compagnie Signature, Sofiparc et Burelle Participations.

Enfin, l'endettement net social de Burelle SA est passé de 79,8 millions d'euros au 31 décembre 2003 à 91,4 millions d'euros au 31 décembre 2004. Cette variation d'endettement s'explique principalement par les achats d'actions propres à hauteur de 8,4 millions d'euros et l'appel du solde de l'augmentation de capital de Burelle Participations à hauteur de 2 millions d'euros.

PUBLICITÉ DES RÉMUNÉRATIONS

Conformément à l'article L. 226-102-1 du Code de Commerce, il est rendu compte de la rémunération totale et des avantages en nature versés durant l'exercice à chaque mandataire social :

Par Burelle	Rémunérations de Direction Générale	Jetons de présence
• Monsieur Jean Burelle*	806 853 €	10 490 €
<i>dont part fixe</i>	76 053 €	
• Monsieur Laurent Burelle*	806 854 €	7 490 €
<i>dont part fixe</i>	76 054 €	
• Monsieur Paul Henry Lemarié*	592 754 €	7 490 €
<i>dont part fixe</i>	76 054 €	
• Monsieur Pierre Burelle*	299 954 €	7 490 €
<i>dont part fixe</i>	76 054 €	
• Monsieur François De Wendel		7 490 €
• Madame Eliane Lemarié		7 490 €
• Monsieur Dominique Léger		14 390 €
• Monsieur Henri Monod		11 390 €
• Monsieur Henri Moulard		4 890 €
• Monsieur Philippe Sala		11 390 €

Par Compagnie Plastic Omnium, filiale de Burelle SA	Jetons de présence
• Monsieur Jean Burelle	9 345 €
• Monsieur Laurent Burelle	13 345 €
• Monsieur Paul Henry Lemarié	9 345 €
• Monsieur Pierre Burelle	9 345 €

* Chacun des dirigeants dispose d'un véhicule de fonction. Aucun autre avantage en nature ne leur est alloué.

Des prestations de services intégrant les rémunérations de Direction Générale présentées ci-dessus font l'objet de facturations aux filiales directes et indirectes de Burelle SA, notamment Compagnie Plastic Omnium et sa filiale Plastic Omnium Gestion, Compagnie Signature et Sofiparc.

D'autre part, le Conseil d'Administration de Burelle SA a décidé au cours de l'année 2003, de la mise en place d'un plan de retraite complémentaire dont bénéficieront les mandataires sociaux exerçant des fonctions salariées, à hauteur de 10 % de leur rémunération actuelle. Le coût de ce plan pour ces mandataires sociaux a été en 2003 et 2004 et sera en 2005 de 367 670 euros, puis de 50 000 euros à compter de 2006.

CAPITAL SOCIAL

Au 31 décembre 2004 le capital social est de 30 166 770 euros et est divisé en 2 011 118 actions de 15 euros de valeur nominale.

A la fin de l'exercice 2004, Burelle SA détenait 152 230 actions propres représentant 7,57 % de son capital, contre 57 576 au 31 décembre 2003. Au cours de l'année 2004, la société Burelle SA a, dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 mai 2004, acquis 99 470 actions et vendu 4 816 actions.

ACTIONNARIAT

Au 31 décembre 2004, la famille Burelle détient 65,4 % de Burelle SA, directement ou indirectement par son contrôle exercé sur la société Sogec 2, actionnaire à 32,6 % de Burelle SA, et sur la société Compagnie Financière de la Cascade, actionnaire à 13,5 % de Burelle SA. Les sociétés Sogec 2, Compagnie Financière de la Cascade et les membres de la famille Burelle ont signé des engagements collectifs de conservation des actions de la société Burelle SA en application de l'article 787 B du Code Général des Impôts. La Banque de Vizille détient également 5,4 % du capital social de Burelle SA. A la connaissance de la société, aucun autre actionnaire ne possède 5 % ou plus du capital social.

Au 31 décembre 2004, il n'existe pas de plan d'épargne d'entreprise ou de fonds commun de placement d'entreprise comportant des actions de la société. Les salariés ne disposent pas non plus d'actions au titre de l'actionnariat prévu par les articles 225-194 et 225-197 du Code de Commerce, ni au titre de la participation aux résultats de l'entreprise.

ÉVOLUTION BOURSIÈRE

Le cours de clôture au 31 décembre 2004 de l'action Burelle s'est établi à 89,55 euros contre 78,10 euros à fin décembre 2003, soit en hausse de 15 %. A ces mêmes dates, le SBF 250 a progressé de 9 %.

La capitalisation boursière ressort au 31 décembre 2004 à 180 millions d'euros.

PROJET D'AFFECTATION DU RÉSULTAT

Le résultat net de Burelle SA, pour l'exercice 2004, s'élève à 2 571 089 euros.

Le bénéfice distribuable atteint 9 874 219 euros et se décompose comme suit :

• report à nouveau disponible à fin 2003 duquel a été déduit au titre de la taxe exceptionnelle prévue à l'article 39 de la loi de finances rectificative pour 2004 la somme de 3 707 €	7 303 130 €
• résultat de l'exercice 2004	2 571 089 €
= bénéfice distribuable	9 874 219 €

Sur ce bénéfice, nous vous proposons la distribution d'un dividende total de 1 407 783 euros, soit pour chacune des actions qui composent le capital social, un dividende de 0,70 euro par action. La somme ainsi répartie entre les actionnaires est intégralement éligible à la réfaction de 50 % prévue à l'article 158-3-2° du Code Général des Impôts.

Si vous approuvez cette proposition, les sommes nécessaires à cette distribution seront prélevées sur le bénéfice distribuable dont nous vous proposons d'affecter le solde, soit 8 466 436 euros :

• en autres réserves, suivant le transfert de la réserve spéciale des plus-values à long terme d'un montant de 576 646 € qui sera effectuée avant le 31 décembre 2005 en application de l'article 39 de la loi de finances rectificative pour 2004	- 3 707 €
• le solde, en report à nouveau	8 470 143 €

Les dividendes non versés en raison des actions propres détenues par Burelle SA au moment de leur mise en paiement, seront affectés en report à nouveau.

Nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices, dividendes non versés sur actions propres déduits, ont été les suivants :

	2001	2002	2003
Nombre d'actions ayant droit au dividende	1 998 382	1 997 611	1 953 474
Dividende distribué	0,60 €	0,60 €	0,60 €
Avoir fiscal	0,09/0,30 €	0,06/0,30 €	0,06/0,30 €
Revenu global	0,69/0,90 €	0,66/0,90 €	0,66/0,90 €

AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION

Après avoir entendu lecture du rapport général de vos Commissaires aux Comptes ainsi que du rapport spécial établi conformément aux prescriptions de l'article L. 225-40 du Code de Commerce, nous vous demandons de bien vouloir approuver les comptes sociaux et consolidés qui vous ont été communiqués, et, en conséquence, de donner le quitus de leur gestion aux membres du Conseil d'Administration pour les opérations conduites pour l'exercice 2004.

Dans le cadre des dispositions prévues aux articles L. 225-209 et suivants du Code de Commerce et du Règlement Européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003, nous vous proposons ensuite de renouveler l'autorisation donnée à votre société lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 mai 2004, de procéder à l'achat de ses propres actions en vue, dans un ordre de priorité décroissant, de :

- l'annulation ultérieure des actions,
- la remise d'actions en échange, notamment dans le cadre d'opérations de croissance externe,
- l'animation du marché secondaire des titres de la société dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec un prestataire de services et conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers,
- l'attribution d'actions gratuites à des salariés et mandataires sociaux du Groupe dans le cadre des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de Commerce,
- l'attribution d'options d'achat d'actions à des salariés et mandataires sociaux du Groupe,

dans les conditions suivantes :

- le prix maximum auquel les actions seront acquises est de 160 euros par action, et le prix minimum auquel les actions seront vendues de 40 euros par action,
- le nombre maximum d'actions susceptibles d'être achetées, correspond légalement à 10 % du nombre total des actions composant le capital social, soit sur la base du capital social actuel, 201 111 actions,
- les rachats d'actions seront effectués par tous moyens, sur le marché boursier ou de gré à gré y compris par l'utilisation de tout instrument financier, par des opérations optionnelles telles que des achats d'options d'achat ou par achats de blocs, sans limitation particulière pour ces acquisitions de blocs.

Les actionnaires seront informés, dans le cadre de la prochaine Assemblée Générale Annuelle, de l'affectation précise des actions acquises aux différents objectifs poursuivis pour l'ensemble des rachats effectués.

Il vous est proposé de donner cette autorisation à votre Conseil d'Administration pour une durée maximale de 18 mois à compter de la présente Assemblée.

Monsieur Henri Monod a fait part au Président du Conseil d'Administration, de son souhait de se retirer du Conseil à la date de la présente Assemblée Générale. Le Président ainsi que l'ensemble du Conseil d'Administration remercient chaleureusement Monsieur Henri Monod pour son importante contribution aux travaux du Conseil. Il vous est proposé de nommer Monsieur Patrice Hoppenot en tant que nouvel Administrateur.

Enfin, nous vous proposons de porter le montant des jetons de présence alloués au Conseil d'Administration à 108 000 euros et ce à compter du 1^{er} janvier 2005.

En complément de ces informations, vous trouverez en fin du présent rapport annuel, la liste des mandats et fonctions exercés par chaque mandataire social ainsi que le tableau des résultats des cinq derniers exercices, lesquels font partie intégrante du rapport de gestion.

COMPTES SOCIAUX | COMPTE DE RÉSULTAT

en milliers d'euros

	Notes	2004	2003
Produits d'exploitation	A	5 083	4 230
Achats et charges externes	B	- 1 678	- 1 397
Impôts et taxes		- 257	- 226
Charges de personnel		- 5 939	- 5 172
Dotations aux amortissements et provisions	C	- 60	- 50
Autres charges		- 94	- 84
Résultat d'exploitation		- 2 945	- 2 699
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		- 23	- 73
Résultat financier	D	2 824	3 089
Résultat courant		- 144	317
Résultat exceptionnel	E	48	8
Résultat avant impôts		- 96	325
Impôts sur les bénéfices	F	2 667	772
Résultat net		2 571	1 097

COMPTES SOCIAUX | BILAN

en milliers d'euros

Actif

	Notes	Valeurs Brutes	2004 Amortissements et provisions	Montants nets	2003 Montants nets
ACTIF IMMOBILISÉ					
Immobilisations incorporelles	G	4	2	2	2
Immobilisations corporelles	H	433	163	270	287
Immobilisations financières	I	191 701	11 925	179 776	171 705
Total actif immobilisé		192 138	12 090	180 048	171 994
ACTIF CIRCULANT					
Créances clients	J	973		973	426
Créances financières Groupe	J	1 126		1 126	21 500
Autres créances	J	2 205		2 205	453
Disponibilités	K	1 146		1 146	1 346
Total actif circulant		5 450		5 450	23 725
Charges constatées d'avance	L	379		379	462
TOTAL		197 967	12 090	185 877	196 181

Passif

	Notes	2004 Montants avant affectation du résultat	2003
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	M	30 167	30 167
Primes d'émission, de fusion, d'apport	N	25 626	25 626
Autres réserves	O	29 542	29 621
Résultat de l'exercice		2 571	1 097
Total capitaux propres		87 906	86 511
Provisions pour risques et charges	C	199	184
DETTES			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		93 221	102 385
Emprunts et dettes financières divers		488	280
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 223	745
Dettes fiscales et sociales		2 281	2 064
Autres dettes		558	4 012
Total des dettes	P	97 771	109 486
TOTAL		185 877	196 181

COMPTES SOCIAUX | TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

en milliers d'euros

	2004	2003
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	1 287	1 290
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ		
Résultat de l'exercice	2 571	1 097
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité	413	- 1 504
<i>dont dotations nettes aux amortissements et provisions</i>	413	- 1 501
<i>dont plus-values nettes de cessions</i>		- 3
Capacité d'autofinancement	2 984	- 406
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	- 4 974	2 089
<i>dont créances d'exploitation</i>	- 2 216	631
<i>dont dettes d'exploitation</i>	- 2 758	1 458
Flux de trésorerie générés par l'activité	- 1 990	1 683
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	- 38	- 19
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		3
Acquisitions ou augmentations d'immobilisations financières	- 8 412	- 9 375
Cessions d'immobilisations financières		
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	- 8 450	- 9 391
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Dividendes versés	- 1 172	- 1 199
Exit tax	- 4	
Variation des dettes financières à long et moyen terme	- 9 135	38 989
Variation des créances financières à court terme	20 374	- 21 500
Variation des dettes financières à court terme	178	- 8 585
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	10 241	7 706
VARIATION DE TRÉSORERIE	- 199	- 2
TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	1 088	1 288

COMPTES SOCIAUX | ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

en milliers d'euros

I. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis conformément à la réglementation comptable française en vigueur. Aucun changement de règles et de méthodes comptables n'a été effectué au titre de l'exercice 2004.

	2004
STRUCTURE FINANCIÈRE	
Capital	30 167
Capitaux propres	87 906
Dettes financières nettes	91 436
Valeurs immobilisées nettes	180 047
Total du bilan	185 877
ACTIVITÉ	
Produits d'exploitation	5 083
Résultat d'exploitation	- 2 945
Résultat courant avant impôts	- 143
Résultat net	2 571
Résultat net par action (en euros)	1,28

II. NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

Note A. Chiffre d'affaires et autres produits d'exploitation

La répartition de ces produits est la suivante :

	2004	2003
Par secteurs d'activité		
- prestations de services	5 083	4 227
- autres		3
Par marchés géographiques		
- France	5 083	4 230
- Etranger		

Les produits d'exploitation de l'exercice correspondent, pour l'essentiel, à la facturation, aux principales filiales, de prestations de services de direction générale couvrant la coordination et l'animation des activités du Groupe. Au titre de l'exercice 2004, cette facturation de prestations de service de direction générale représente un total de 4 816 K€, se décomposant comme suit :

	2004	2003
Plastic Omnium Gestion SNC	3 034	2 580
Sofiparc SAS	690	604
Compagnie Plastic Omnium SA	565	489
Compagnie Signature SAS	527	366
TOTAL	4 816	4 039

Note B. Achats et charges externes

	2004	2003
Honoraires	243	172
Publications et communication	190	182
Services bancaires et assimilés	296	220
Locations et charges locatives	448	435
Autres achats et charges externes	501	388
TOTAL	1 678	1 397

Note C. Variations des amortissements et provisions

	2003	+	-	2004
SUR ÉLÉMENTS DE L'ACTIF				
Brevets et marques	2			2
Aménagements agencements sur constructions	64	28		92
Véhicules de tourisme	8	8		16
Mobilier, matériel informatique	35	19		54
Titres de participations	11 582	343		11 925
TOTAL	11 691	398		12 089
SUR ÉLÉMENTS DE PASSIF				
Provisions pour risques	184	103	88	199
TOTAL	184	103	88	199
<i>Dont</i>		<i>Augmentations</i>		<i>Diminutions</i>
Dotations et reprises d'exploitation		60		
Dotations et reprises financières		345		
Dotations et reprises exceptionnelles ⁽¹⁾		96		88
		501		88

(1) 88 K€ utilisés au cours de l'exercice.

La société Burelle SA retient les durées d'amortissement suivantes :

Aménagements agencements sur constructions	10 ans
Véhicules de tourisme	5 ans
Mobilier	5 ans
Matériel informatique	4 ans

Le détail des provisions sur titres de participation est communiqué dans le tableau des filiales et participations.

Les provisions pour risques constatées à la clôture de l'exercice 2004 sont destinées en leur totalité à couvrir les pertes des sociétés dont la société Burelle SA est l'actionnaire principal ou le membre, ou à couvrir les risques de non imputation des impositions forfaitaires annuelles versées au titre du groupe fiscal.

Note D. Résultat financier

	2004	2003
Produits de participation	5 824	3 872
Produits et charges d'intérêts	- 2 659	- 2 304
Dotations et reprises sur provisions	- 345	1 520
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	5	1
TOTAL	2 825	3 089

Le détail des produits de participation est communiqué dans le tableau des filiales et participations.

Les variations de provisions, à hauteur de - 345 K€, résultent principalement de la dotation aux provisions pour dépréciation des titres de la société Burelle Participations SA, filiale à 100 % de la société Burelle SA, pour un montant de 343 K€.

Le résultat sur opérations faites en commun d'un montant de - 23 K€, présente un caractère purement financier.

COMPTES SOCIAUX | ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

en milliers d'euros

Note E. Résultat exceptionnel

	2004		Net
	Produits	Charges	
Sur opérations en capital	56		56
Sur dotations et reprises de provisions	88	96	- 8
TOTAL	144	96	48

Note F. Impôts sur les bénéfices

	Résultat 2004		Net
	Courant	Except.	
• Résultat avant impôts	- 144	48	- 96
• Incidences fiscales	- 5 378	8	- 5 370
= Base	- 5 522	56	- 5 466
Impôts théoriques			0
Impact intégration fiscale			- 2 755
Autres			88
Total impôts sur les bénéfices			- 2 667
RÉSULTAT APRÈS IMPÔTS			2 571

Burelle SA est la société-mère d'un groupe fiscal intégrant les 12 filiales suivantes : Sofiparc SAS, Compagnie Signature SAS, Signature Holding SAS, Signature SA, Sodilor SAS, Société d'Applications Routières SAS, Euroliners SAS, Signature Traffic Systems SAS, Farcor SAS, Signalor SAS et Signalisation Sécurité SARL.

L'économie d'impôts réalisée en 2004 grâce à ce groupe fiscal est de 2 755 K€. Cette économie est constatée entièrement chez Burelle SA en produits.

Les déficits reportables du Groupe s'élèvent à 24 574 K€.

Burelle SA présente un impôt latent relatif aux opérations d'apport partiel d'actif réalisées au profit des sociétés Sofiparc en 1989 et Compagnie Signature en 1992.

III. NOTES SUR LE BILAN

Ces montants sont présentés en valeurs brutes.

Note G. Immobilisations incorporelles

	2003	+	-	2004
Brevets et marques	4			4
TOTAL	4			4

Note H. Immobilisations corporelles

	2003	+	-	2004
Aménagement agencements sur constructions	266	36		302
Véhicules de tourisme	40			40
Mobilier	73			73
Matériel informatique	16			16
TOTAL	395	36		431

Note I. Immobilisations financières

	2003	+	-	2004
Titres de participation	180 149			180 149
Autres titres immobilisés	3 044	8 412		11 456
Autres immobilisations financières	94	2		96
TOTAL	183 287	8 414		191 701

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition. S'il y a lieu, une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute. La valeur d'inventaire est déterminée en tenant compte de la quote-part de la situation nette et des perspectives de rentabilité.

Le poste « autres titres immobilisés » enregistre, pour l'essentiel, les achats d'actions propres, autorisés en Assemblée Générale Ordinaire.

Au 31 décembre 2004, Burelle SA détient 140 815 titres entrant dans ces catégories acquis au prix moyen de 81 € et représentant 7,00 % du capital social.

Note J. Créances

	2004	Echéance - 1 an	Sociétés liées
Créances clients	973	973	973
Créances fiscales	293	293	
Créances financières Groupe	1 126	1 126	1 126
Autres créances	1 912	1 912	1 905
TOTAL	4 304	4 304	2 587

Aucune créance n'a d'échéance supérieure à 1 an.

Les créances fiscales représentent les crédits d'impôts sur les bénéfices et les crédits de taxe sur la valeur ajoutée.

Les créances financières correspondent aux avances en compte courant rémunéré dont dispose Burelle SA sur les sociétés du Groupe.

Les autres créances correspondent, pour l'essentiel, à l'impôt sur les bénéfices 2004 dû, par les filiales françaises, à Burelle SA dans le cadre du régime d'intégration fiscale.

Note K. Disponibilités

	2003	+	-	2004
Valeurs mobilières de placement	1 158		27	1 131
Disponibilités	187		172	15
TOTAL	1 345		199	1 146

Le poste « valeurs mobilières de placement » enregistre, pour l'essentiel, les achats d'actions propres effectués dans le cadre de l'animation du cours et autorisés en Assemblée Générale Ordinaire.

Ces achats d'actions propres sont effectués dans le cadre du contrat de liquidité confié par Burelle SA à un prestataire de services et géré conformément à la charte de déontologie de l'Association Française des Entreprises d'Investissement approuvée par l'Autorité des Marchés Financiers.

Au 31 décembre 2004, Burelle SA détient 11 415 titres entrant dans cette catégorie acquis au prix moyen de 79,16 € et représentant 0,57 % du capital social.

Note L. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance à fin 2004 correspondent, pour l'essentiel, à l'étalement, sur la durée de couverture, des primes versées par Burelle SA sur les instruments de couverture de taux souscrits sur l'exercice 2003, tels que présentés au point IV.

Note M. Capital social

Au 31 décembre 2004, le capital social est de 30 166 770 € représenté par 2 011 118 actions de 15 €.

Note N. Primes d'émission

Les primes d'émission, de fusion et d'apport sont de 25 626 K€.

Note O. Réserves

	2003	+	-	2004
Réserve légale	2 945			2 945
Réserves plus-values à long terme	71			71
Réserves réglementées et indisponibles	1 110			1 110
Autres réserves	18 113			18 113
Report à nouveau	7 382		79	7 303
TOTAL	29 621		79	29 542

Le report à nouveau tient compte, à hauteur de 4 K€, de la taxe libératoire sur la réserve spéciale des plus-values à long terme au taux de 2,5 %.

Note P. Dettes

	2004	Echéance - 1 an	Sociétés liées
Etablissements de crédit	93 221	14 162	
Dettes financières Groupe	488	488	488
Fournisseurs	1 223	1 223	80
Dettes sociales	2 122	2 122	
Dettes fiscales	159	159	
Autres dettes	558	558	526
TOTAL	97 771	18 712	1 014

Le montant des dettes à plus d'un an auprès des établissements de crédit est de 79 059 K€.

Aucune dette n'a une échéance à plus de 5 ans.

IV. INFORMATIONS DIVERSES

Avantages du personnel

Le montant des avantages du personnel, non constatés au 31 décembre 2004, dans les comptes de la société Burelle SA, se détaille comme suit :

	2004
Indemnités de départ à la retraite	1 517
Plan de retraite complémentaire	1 833
TOTAL	3 350

En application du règlement CRC 00-06 sur les passifs (PCG, art. 212-1) et de l'avis CNC n° 2004-05 du 25 mars 2004, les médailles du travail ont fait l'objet d'une provision en 2004 à hauteur de 5 K€.

Instruments financiers souscrits

Burelle SA a souscrit en 2003, des couvertures économiques sous la forme d'instruments financiers, en vue de se garantir contre les hausses d'intérêts sur les emprunts et lignes de crédit souscrits. Au 31 décembre 2004, le montant des couvertures souscrites porte sur un nominal de 60 000 K€ se décomposant comme suit :

	Engagements	Terme
CAP	15 000	juillet 2007
	15 000	septembre 2008
COLLAR	15 000	septembre 2007
SWAP	5 000	juillet 2007
	10 000	septembre 2007

Avances et crédits alloués aux dirigeants

Aucun crédit, ni avance n'a été alloué aux dirigeants de la société conformément à l'article L. 225-43 du Code de Commerce.

Rémunération des dirigeants

La rémunération des organes d'administration durant l'exercice 2004, s'élève à 2 617 K€.

COMPTES SOCIAUX | TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

en milliers d'euros

Sociétés	Capital Social (milliers de devises)	Capitaux propres autres que le capital social	Quote-part de capital détenue (en %)	Valeur comptable des titres détenus brute et nette	Prêts et avances consentis par la société	Chiffre d'Affaires du dernier exercice écoulé	Bénéfice ou (perte) du dernier exercice écoulé	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
FILIALES								
Compagnie Plastic Omnium SA 19, avenue Jules Carteret 69342 Lyon Cedex 07	9 356	264 340	52 %	68 583 68 583	0	5 212	16 896	4 829
Sofiparc SAS 19, avenue Jules Carteret 69342 Lyon Cedex 07	24 578	3 574	100 %	24 979 24 979	0	5 580	(855)	0
Compagnie Signature SAS 19, avenue Jules Carteret 69342 Lyon Cedex 07	29 250	4 346	100 %	79 026 68 035	0	2 828	1 086	994
Burelle Participations SA 1, rue François 1 ^{er} 75008 Paris	7 500	(934)	100 %	7 500 6 566	0	0	(343)	0
PARTICIPATIONS								
Autres Titres				61				0
TOTAL				180 149 168 224				5 823

Exercice clos le 31 décembre 2004

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2004, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Burelle, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note IV de l'annexe intitulé « Avantages au personnel » et relatif à l'impact de la première comptabilisation des médailles du travail conformément à l'avis du CNC 2004-05 du 25 mars 2004.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 225-235, du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- l'actif de votre société est essentiellement constitué de titres de participation. Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par votre société pour justifier que les valeurs d'inventaires des titres de participation sont au moins égales à leurs valeurs nettes comptables. Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations comptables et des évaluations qui en résultent ;
- les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion sans réserve exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris et Lyon, le 11 avril 2005

Les Commissaires aux Comptes

Bernard Chabanel

Mazars & Guérard

Jean Videlaine

Exercice clos le 31 décembre 2004

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions autorisées au cours de l'exercice

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune nouvelle convention visée à l'article L. 225-38 du Code de Commerce.

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice :

Prestations de services de la Direction Générale du Groupe

Votre société a conclu une convention de services, révisée au deuxième semestre 2001, rémunérant les prestations d'animation et de coordination de l'ensemble des activités du Groupe. Cette convention a été autorisée par votre Conseil d'Administration en date du 12 décembre 2000.

Au titre de cette convention, les prestations de services de la Direction Générale mises à la charge des différentes sociétés du Groupe, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2004, se sont élevées respectivement à :

• Compagnie Signature SAS	397 271 €
• Sofiparc SAS	653 310 €
• Compagnie Plastic Omnium SA	496 576 €

En complément de cette refacturation et suivant les accords des Conseils d'Administration de Burelle SA du 19 décembre 2003 et de Compagnie Plastic Omnium SA du 11 décembre 2003 approuvant la mise en place d'un plan de retraite complémentaire allouant à leurs Comités de Direction et à leurs mandataires sociaux exerçant des fonctions salariées un complément de retraite de 10 % de leur rémunération actuelle, une quote part de cette charge de Burelle SA a été affectée à Compagnie Plastic Omnium SA, à Compagnie Signature SAS et à Sofiparc SAS, dans la même proportion que celle arrêtée pour les prestations de services de Direction Générale Groupe dont elles font partie. Toutefois, suivant la décision de ces Conseils d'Administration, cette refacturation n'intègre pas de coefficient de couverture de frais fixes.

Le montant mis à la charge de ces sociétés en 2004, au titre de ce plan de retraite complémentaire s'est élevé à :

• Compagnie Plastic Omnium SA	95 552 €
• Compagnie Signature SAS (dont 50 074 euros de régularisation 2003)	129 987 €
• Sofiparc SAS (dont 13 990 euros de régularisation 2003)	36 491 €

Fait à Paris et Lyon, le 11 avril 2005

Les Commissaires aux Comptes

Bernard Chabanel

Mazars & Guérard
Jean Videlaïne

PREMIÈRE RÉOLUTION

Approbation des comptes consolidés

L'Assemblée Générale après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés, approuve tels qu'ils lui sont présentés les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2004, avec toutes les opérations qu'ils traduisent ou qui sont mentionnées dans ces rapports et desquels il résulte un résultat net consolidé de 39,1 millions d'euros et un résultat net consolidé-part du Groupe de 14,7 millions d'euros.

DEUXIÈME RÉOLUTION

Approbation des comptes annuels

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport général des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2004 tels qu'ils lui sont présentés, avec toutes les opérations qu'ils traduisent ou qui sont mentionnées dans ces rapports et desquels il résulte un bénéfice de 2 571 089 euros.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne aux administrateurs quitus de leur gestion au cours de l'exercice écoulé.

TROISIÈME RÉOLUTION

Conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de Commerce

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux Comptes établi en application des articles L. 225-38 et suivants du Code de Commerce, approuve les conventions mentionnées dans ce rapport.

QUATRIÈME RÉOLUTION

Affectation du résultat

L'Assemblée Générale décide, sur la proposition du Conseil d'Administration, que le résultat de l'exercice écoulé, bénéficiaire de 2 571 089 euros, majoré du report antérieur bénéficiaire de 7 303 130 euros duquel a été déduit au titre de la taxe exceptionnelle prévue à l'article 39 de la loi de finances rectificative pour 2004 la somme de 3 707 €, sera affecté de la manière suivante :

- A titre de dividendes 1 407 783 €
- En autres réserves - 3 707 €
- Le solde en report à nouveau 8 470 143 €

Le Conseil d'Administration propose la distribution d'un dividende net pour chacune des 2 011 118 actions qui composent le capital social, de 0,70 € par action. La somme ainsi répartie entre les actionnaires est intégralement éligible à la réfaction de 50 % prévue à l'article 158-3-2° du Code Général des Impôts.

Ce dividende sera mis en paiement à compter de la date fixée par le Conseil d'Administration soit le 31 mai 2005.

Les dividendes non versés en raison des actions propres détenues par Burelle SA au moment de leur mise en paiement, seront affectés en report à nouveau.

L'Assemblée Générale constate que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

	2001	2002	2003
Nombre d'actions ayant droit au dividende	1 998 382	1 997 611	1 953 474
Dividende distribué	0,60 €	0,60 €	0,60 €
Avoir fiscal	0,09/0,30 €	0,06/0,30 €	0,06/0,30 €
Revenu global	0,69/0,90 €	0,66/0,90 €	0,66/0,90 €

En application des dispositions de l'article 39 de la loi de finances rectificative pour 2004 qui prévoit que « les sommes portées à la réserve spéciale mentionnée au 1 de l'article 209 quater du CGI inscrite au bilan à la clôture du 1^{er} exercice clos à compter du 31 décembre 2004 sont virées à un autre compte de réserve avant le 31 décembre 2005 dans la limite de 200 M€ », l'Assemblée Générale décide dès à présent l'affectation en « Autres Réserves » du montant de la réserve spéciale des plus-values à long terme telle qu'elle figure au bilan au 31 décembre 2004 soit 576 646 €.

CINQUIÈME RÉOLUTION

Autorisation d'opérer en Bourse sur ses propres actions

L'Assemblée Générale, statuant en application des dispositions de l'article L. 225-209 et suivants du Code de Commerce, du Règlement Européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003, et après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et de la note d'information visée par l'Autorité des Marchés Financiers, renouvelle, pour une durée qui ne pourra excéder 18 mois à compter de cette Assemblée, l'autorisation faite au Conseil d'Administration de procéder à l'achat des propres actions de la société en vue, dans un ordre de priorité décroissant, de :

- l'annulation ultérieure des actions,
- la remise d'actions en échange, notamment dans le cadre d'opérations de croissance externe,
- l'animation du marché secondaire des titres de la société par un prestataire de services au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers,
- l'attribution d'actions gratuites à des salariés et mandataires sociaux du Groupe dans le cadre des articles L.225-197-1 et suivants du Code de Commerce,
- l'attribution d'options d'achat d'actions à des salariés et mandataires sociaux du Groupe.

Le prix maximal auquel les actions peuvent être acquises est fixé à 160 euros par action, et le prix minimum auquel les actions peuvent être vendues est fixé à 40 euros par action.

Le nombre maximal d'actions susceptibles d'être achetées par la société dans ces conditions, ne pourra excéder 10 % du nombre total des actions composant le capital social soit, sur la base du capital social actuel, un nombre maximum de 201 111 actions.

L'achat des actions ainsi que leur vente ou leur transfert pourront être réalisés par tous moyens, sur le marché boursier ou de gré à gré, y compris par l'utilisation de tout instrument financier, par des opérations optionnelles telles que des achats d'options d'achat ou par achats de blocs, sans limitation particulière pour ces acquisitions de blocs.

L'Assemblée Générale délègue au Conseil d'Administration, en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, le pouvoir d'ajuster les prix d'achat et de vente susvisés afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

La présente autorisation prend effet à l'issue de la présente Assemblée et est donnée pour une durée de dix-huit mois à compter de ce jour; elle annule et remplace celle donnée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 mai 2004 dans sa 6^{ème} résolution.

En vue d'assurer la mise en œuvre et l'exécution de la présente autorisation, l'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Conseil d'Administration, lequel pourra déléguer, à l'effet de passer tous ordres de bourse, conclure tous accords, effectuer toutes déclarations et toutes formalités auprès de tous organismes et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire.

L'Assemblée Générale prend acte que les actionnaires seront informés, dans le cadre de la prochaine Assemblée Générale Annuelle, de l'affectation précise des actions acquises aux différents objectifs poursuivis pour l'ensemble des rachats effectués et de toutes les informations relatives aux achats d'actions et cessions réalisés dans le cadre de cette autorisation.

SIXIÈME RÉSOLUTION

Nomination d'un administrateur

L'Assemblée Générale décide de nommer comme nouvel administrateur Monsieur Patrice Hoppenot, demeurant 4, rue Paul Déroulède - 78170 La Celle Saint Cloud, pour une durée de trois ans qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2007.

SEPTIÈME RÉSOLUTION

Fixation du montant des jetons de présence alloués aux membres du Conseil d'Administration

L'Assemblée Générale décide de porter à 108 000 euros le montant des jetons de présence alloués au Conseil d'Administration et ce à compter de l'exercice 2005 inclus. Ce montant restera en vigueur jusqu'à une nouvelle décision de l'Assemblée Générale.

HUITIÈME RÉSOLUTION

Pouvoirs

L'Assemblée confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour effectuer toutes les formalités de publicité prescrites par la loi.

COMPTES SOCIAUX | LISTE DE L'ENSEMBLE DES MANDATS ET FONCTIONS

exercés dans d'autres Sociétés par chacun des mandataires sociaux de la Société au cours de l'exercice 2004.

Monsieur Jean Burelle

Fonction : Dirigeant Salarié

Pays	Sociétés	Mandats
<i>Espagne</i>	Compania Plastic Omnium SA	Administrateur
<i>France</i>	Burelle SA Burelle Participations SA Compagnie Plastic Omnium SA Sogec 2 SA Essilor International Sycovest 1 (Sicav) Medef	Président-Directeur Général Président-Directeur Général Président d'honneur - Administrateur Directeur Général Délégué - Administrateur Administrateur et Président du Comité des Mandataires Président du Conseil d'Administration Membre du Conseil Exécutif
<i>Suisse</i>	Plastic Omnium International AG Signal AG	Administrateur Administrateur

Monsieur Pierre Burelle

Fonction : Dirigeant Salarié

Pays	Sociétés	Mandats
<i>Espagne</i>	Compania Plastic Omnium SA	Administrateur
<i>France</i>	Burelle SA Sofiparc SAS Compagnie Plastic Omnium Sogec 2 SA Compagnie Bourbon Plastique Union Industrielle	Directeur Général Délégué - Administrateur Président Représentant Permanent de la Société Burelle SA Président-Directeur Général Représentant Permanent de la Société Compagnie Plastic Omnium Président du Conseil de Surveillance
<i>Suisse</i>	Plastic Omnium International AG	Président

Monsieur Laurent Burelle

Fonction : Dirigeant Salarié

Pays	Sociétés	Mandats
<i>Allemagne</i>	Plastic Omnium GmbH Compagnie Signature GmbH Signature Markiertechnik GmbH	Gérant Liquidateur co-Gérant (démission le 09/02/04)
<i>Espagne</i>	Compania Plastic Omnium SA Plastic Omnium Equipamientos Exteriores SA Productos Plasticos Performantes SA Plastic Omnium Sistemas Urbanos SA Ciudalimp SA Soldecon Metal	Président - Administrateur délégué Président - Administrateur délégué Président - Administrateur délégué Président - Administrateur délégué Président (démission le 31/01/04) Administrateur délégué (démission le 31/01/04) Président (démission le 31/01/04) Administrateur délégué (démission le 31/01/04)
<i>Etats-Unis</i>	Performance Plastics Products - 3P Inc. Epsco International Inc. Plastic Omnium Auto Exteriors LLC Plastic Omnium Inc.	Chairman Chairman Chairman Chairman

COMPTES SOCIAUX | LISTE DE L'ENSEMBLE DES MANDATS ET FONCTIONS

exercés dans d'autres Sociétés par chacun des mandataires sociaux de la Société au cours de l'exercice 2004.

Monsieur Laurent Burelle *(suite)*

Pays	Sociétés	Mandats
<i>France</i>	Burelle SA	Directeur Général Délégué - Administrateur
	Sogec 2 SA	Administrateur
	Burelle Participations SA	Administrateur
	Compagnie Plastic Omnium SA	Président-Directeur Général
	Plastic Omnium Services SAS	Président
	Plastic Omnium Systèmes Urbains SA	Administrateur (jusqu'au 26/02/2004)
	Transit SAS	Président
	Plastic Omnium Auto SAS	Président
	Valeo Plastic Omnium SNC	Co-Gérant
		Représentant Légal de la Société Plastic Omnium Auto Exteriors
		Président
		Président
		Président
		Administrateur (jusqu'au 05/05/2004)
		Administrateur
		Président
	Président du Conseil d'Administration	
<i>Grande-Bretagne</i>	Plastic Omnium Ltd	Chairman
<i>Pays-Bas</i>	Plastic Omnium International BV	Président
<i>Suisse</i>	Signal AG	Administrateur

Monsieur Paul Henry Lemarié

Fonction : Dirigeant Salarié

Pays	Sociétés	Mandats
<i>Belgique</i>	Performance Plastics Products - 3P NV	Président
	Plastic Omnium Automotive NV	Président (démission le 13/01/04)
<i>Espagne</i>	Compania Plastic Omnium SA	Administrateur
	Plastic Omnium Equipamientos Exteriores SA	Administrateur (démission le 31/01/04)
<i>Etats-Unis</i>	Inergy Automotive Systems Holding USA Inc.	Administrateur
	Inergy Automotive Systems USA LLC	Administrateur
<i>France</i>	Burelle SA	Directeur Général Délégué - Administrateur
	Burelle Participations SA	Administrateur
	Compagnie Plastic Omnium SA	Directeur Général Délégué - Administrateur
	Inergy Automotive Systems SA	Administrateur - Vice-Président
	Inergy Automotive Systems Management SA	Administrateur
	Inoplast SA	Représentant Permanent de la Société Plastic Omnium Auto
<i>Grande-Bretagne</i>	Plastic Omnium Ltd	Administrateur
	Plastic Omnium Automotive Ltd	Administrateur
<i>Italie</i>	Produits Plastiques Performants - 3P SpA	Président (démission le 07/01/04)
<i>Japon</i>	Plastic Omnium KK	Administrateur (démission le 27/02/04)
<i>Slovaquie</i>	Plastic Omnium Auto Exteriors SRO	Membre du Conseil de surveillance (démission le 20/01/04)

Monsieur Patrice Hoppenot⁽¹⁾

Pays	Sociétés	Mandats
France	Bacou Dalloz Elior	Administrateur - Membre du Comité des Comptes Membre du Conseil de Surveillance Membre du Comité d'Audit Membre du Comité des Nominations et des Rémunérations
	Kos Rollet Masson	Membre du Conseil de Surveillance Membre du Conseil de Surveillance
Ile Maurice	Investisseur & Partenaire pour le Développement	Président

Monsieur Dominique Léger

Pays	Sociétés	Mandats
France	Burelle SA Foncière Elysées	Administrateur - Président du Comité des Comptes Président du Conseil de Surveillance (démission fin février 2004)
	CCF	Directeur Général Délégué (démission fin février 2004)
	Erisa	Administrateur (démission fin février 2004)
	Erisa Iard	Administrateur (démission fin février 2004)

Madame Eliane Lemarié

Fonction : Directrice Agence Irma Communication

Pays	Sociétés	Mandats
France	Burelle SA Sogec 2 SA Union Industrielle	Administrateur Administrateur Membre du Conseil de Surveillance

Monsieur Henri Monod⁽²⁾

Pays	Sociétés	Mandats
France	Burelle SA	Administrateur - Membre du Comité des Comptes
	Laboratoire HRA Pharma	Administrateur
	Aymond SARL	Gérant
	Fondation de la Maison de la Chimie	Administrateur Honoraire
	Pasteur-Weizmann Paris	Membre Honoraire du Conseil
	Mouvement Universel de la Responsabilité Scientifique - MURS	Membre Honoraire du Conseil d'Administration
	Centre International d'Etudes et de Recherches en Anthropologie Médicale - CIERAM	Membre du Conseil d'Administration
Fondation Européenne des Sciences des Arts et de la Culture	Membre Fondateur - Président du Conseil d'Administration	
Cour Internationale de la Chambre de Commerce Internationale	Arbitre	
Israël	Institut Weizmann des Sciences	Membre Honoraire du Conseil des Gouverneurs

(1) Nomination soumise à l'Assemblée Générale du 25 mai 2005.

(2) Démissionnaire à l'Assemblée Générale du 25 mai 2005.

COMPTES SOCIAUX | LISTE DE L'ENSEMBLE DES MANDATS ET FONCTIONS

exercés dans d'autres Sociétés par chacun des mandataires sociaux de la Société au cours de l'exercice 2004.

Monsieur Henri Moulard

Pays	Sociétés	Mandats
<i>France</i>	Invest in Europe SAS	Président
	HM et Associés SAS	Président
	Dixence SAS	Président du Conseil de Surveillance
	Gerpro SAS	Censeur
	Burelle SA	Administrateur
	Foncia	Administrateur et Membre du Comité d'Audit
	La Française des Placements	Administrateur
	Crédit Agricole	Censeur et Président du Comité d'Audit
	Calyon	Censeur et Président du Comité d'Audit
	Crédit Lyonnais	Censeur et Président du Comité des Risques et des Comptes
	GFI Informatique	Censeur et Président du Comité de rémunération
	ELF Acquitaine	Administrateur
	Unibail	Administrateur - Membre du Comité d'Audit
	Financière Centuria SAS	Membre du Conseil de Surveillance
	Fondation de France	Membre du Comité d'Audit
<i>Maroc</i>	Attijariwafa	Administrateur - Trésorier
		Administrateur - Président du Comité d'Audit des succursales européennes

Monsieur Philippe Sala

Pays	Sociétés	Mandats
<i>France</i>	Burelle SA	Administrateur - Membre du Comité des Comptes
	Ibexsa Holding SA	Président du Conseil de Surveillance
	SA Les Etangs de Corot	Président-Directeur Général
	BFI Optilas International SA	Consultant via Ibexsa Holding SA

Monsieur François de Wendel

Pays	Sociétés	Mandats
<i>France</i>	Burelle SA	Administrateur
	Société Lorraine de Participations Sidérurgiques (SLPS)	Administrateur
	Crown Emballage France SAS	Président
	Wendel Investissement	Administrateur
	Crown Europe Group Services	Co-gérant
	Eole	Président-Directeur Général
<i>Portugal</i>	Crown Cork & Seal de Portugal Embalagens SA	Administrateur
<i>Grande-Bretagne</i>	Crown Packaging UK PLC	Administrateur
<i>Maroc</i>	Carnaud Maroc	Président-Directeur Général
<i>Italie</i>	FA BA Sirma SPA	Administrateur
	FA BA Sud SPA	Administrateur
<i>Hongrie</i>	Crown Magyarorszag Csomagoloipari KFT	Membre du Conseil de Surveillance
<i>Allemagne</i>	Crown Nahrungsmitteldosen Deutschland GmbH	Gérant
<i>Pays-Bas</i>	Crown Netherlands Investments BV	Administrateur Délégué
<i>Russie</i>	Crown Cork Kuban	Membre du Conseil de Surveillance
<i>Slovaquie</i>	Crown Packaging Slovakia SRO	Membre du Conseil de Surveillance

COMPTES SOCIAUX | RÉSULTATS FINANCIERS DES 5 DERNIERS EXERCICES

en milliers d'euros

	2000	2001	2002	2003	2004
1. CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
a) Capital social	32 642	32 642	32 642	30 167	30 167
b) Nombre d'actions émises	2 176 118	2 176 118	2 176 118	2 011 118	2 011 118
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	0	0	0	0	0
2. OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	1 986	3 529	3 298	4 227	5 083
b) Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	18 252	- 979	- 2 973	- 1 176	317
c) Impôts sur les bénéfices	- 1 421	- 2 008	- 2 569	- 772	- 2 667
d) Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	20 091	- 2 750	1 015	1 097	2 571
e) Montant des bénéfices distribués	13 470	1 200	1 200	1 175	1 408
3. RÉSULTATS PAR ACTION (en euros)					
a) Bénéfice après impôts avant amortissements et provisions	9,04	0,47	- 0,19	- 0,20	1,48
b) Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	9,23	- 1,26	0,47	0,55	1,28
c) Montant des bénéfices distribués	6,25	0,60	0,60	0,60	0,70
4. PERSONNEL					
a) Nombre de salariés	8	9	10	10	10
b) Montant de la masse salariale	1 274	2 570	2 852	3 460	3 763
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, Oeuvres...)	338	815	866	1 712	2 176

